

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*
- 2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*
- 3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*
- 4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*
- 5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de: Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye, Mme Camille Drevet, Augustin Hammon, Maurice Juncker, Maurice-Parjanine (France); Bedri Péjani, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Leo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber, Dr. Magnus Hirschfeld, August Bleier, Dr. Johannes Werthauer, Dr. R. Schmincke, Dr. Kurt Hiller, Herwarth Walden (Allemagne); Independent Labour Party; James Maxton prés., A. Brockway secr.; Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, J. C. Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon), Panos Terlemezian (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux, Augustin Habaru (Belgique); Vassil Kolaroff, G. Bakaloff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolonghi, Mario Bergamo, Libero Battistelli, Pietro Montasini (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genève; Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejčí, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny, Ibrahim (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine, Pierre S. Koghan (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Francis Jourdain

Né à Paris en 1876. Fils de l'architecte et écrivain du même nom qui fut, enfant, l'élève de Jules Vallès et plus tard l'ami d'Emile Zola. Francis Jourdain était encore



sur les bancs du lycée Condorcet, quand il publiait ses premiers essais littéraires. Peintre, puis architecte-décorateur, il ne se désintéressa jamais des questions sociales. Vers sa 25^{me} année, il est un des collaborateurs les plus réguliers du Libertaire dont il est pendant quelques temps le gérant. Délégué au Congrès antimilitariste d'Amsterdam en 1904, il est un des fondateurs de l'A. I. A. (Association Internationale Antimilitariste des travailleurs), puis de la Guerre Sociale. En 1912, il suit ses amis hervéistes au Parti Socialiste Unifié qu'il quitte à la déclaration de guerre, écoeuré du chauvinisme exhibé par ce parti. En 1927, il est délégué du S. O. I. aux fêtes anniversaires de la Révolution d'Octobre à Moscou. Il est Président d'honneur des Amis de l'Union Soviétique.

Je me sens très mal qualifié pour parler du problème balkanique que la grande presse semble vouloir embrouiller à plaisir. Ce que j'ai pu apprendre par ailleurs est cependant suffisant pour me permettre d'affirmer que ce que vous appe-

lez — avec une amère ironie — la «solution actuelle», n'est pas une solution, ne peut en être une pour qui n'est pas aveuglé par la passion impérialiste et la hideuse fureur fasciste.

Le sort fait au malheureux peuple macédonien est une des hontes de ce temps. La cruelle indifférence avec laquelle certains Etats capitalistes assistent à ce martyr, le cynisme avec lequel les autres se font les complices des bourreaux, suffiraient à les juger, si la condamnation n'était déjà prononcée par tous ceux qui, en dépit de la docilité et du plat conformisme actuels, gardent quelque esprit critique.

Le régime instauré depuis onze ans à l'Est de l'Europe a prouvé que l'on peut unir politiquement en fédération d'équité les races ethniquement les plus différentes, créer l'association prévue par Karl Marx et où «le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous».

Je ne doute point, pour ma part, que l'avenir de la civilisation soit dans le principe fédératif, la culture internationale ne pouvant être, selon l'intelligente parole de Kroupskaïa, qu'une synthèse des cultures nationales différentes.

Pour rester dans les limites de votre intéressante enquête, on peut, à mon avis, affirmer que l'union libre des peuples balkaniques est le seul remède possible et souhaitable à une situation dramatique en elle-même et grosse, en outre, des pires conséquences internationales. Toutes les nations occidentales sont, elles aussi, directement intéressées à la solution de l'horrible conflit.

Mais la seule solution raisonnable, la création d'une Fédération, comment la faire admettre par les gouvernements actuels de la Péninsule, proie de la folie fasciste? Cela est impossible.

Les peuples balkaniques ne peuvent attendre la réalisation de leurs espoirs que de leurs propres efforts et, tout d'abord, d'une révolution prolétarienne. Francis Jourdain

Sarkis Khanoyan

Né à Tiflis, en 1877. Études secondaires dans sa ville natale et universitaires à Pétersbourg. Il s'est lancé dans la lutte sociale dès l'âge de 15 ans. A 18 ans, il goûte déjà les douceurs des cachots tsaristes, à Erivan, par suite de son activité subversive. Il a été l'un des premiers marxistes arméniens. En 1903, il milite dans l'aile bolchéviste de la social-démocratie russe. En 1904, il est de nouveau arrêté et jeté à la prison de Tiflis. Il a collaboré avec Staline, Kamenev, Krassine, Djaparidzé, Mikhaïl Tshhakaya, l'actuel président du Comité Exécutif de la Fédération Transcaucasienne, et d'autres leaders bolchévistes, à la Lutte Proletarienne — «Borba Proletariata» — organe clandestin de la fraction bolchéviste jusqu'à la proclamation du manifeste d'Octobre instituant la Douma d'Empire, en 1905.



Jusqu'à la révolution bolchéviste d'Octobre, il a rédigé et dirigé plusieurs journaux illégaux. Persécuté par le despotisme tsariste, il l'a été à un égal et même plus grand degré par les Menchéviks et les Dachnaks, lorsque les premiers prirent le pouvoir en Géorgie et les seconds en Arménie. Ainsi, en 1919, il s'est vu forcé de s'enfuir à Erivan pour échapper à une condamnation à mort, comme l'un des organisateurs de l'insurrection des paysans de Douchette. Un an plus tard, il est incarcéré par les Dachnaks dans la prison de Léninakan (Alexandropol), comme bolchéviste.

Après la soviétisation de la Transcaucasie, Khanoyan a rempli des fonctions de première importance, soit dans le parti, soit dans le gouvernement. En 1921, il est Commissaire du Peuple aux Finances en Arménie. Plus tard, président du Comité Exécutif de la Fédération Transcaucasienne et membre du Comité Exécutif de l'Union des Soviets.

Il a été à la tête du «Communistes de Bakou et du «Marta Kotch» de Tiflis, organes du parti en Transcaucasie, tous les deux paraissant en arménien.

Khanoyan est non seulement un homme politique, un journaliste de marque, mais aussi un critique littéraire très sagace.

La Macédoine, dépeçée par la volonté des puissances impérialistes, malgré la lutte héroïque d'affranchissement de son peuple, gémit aujourd'hui sous le sombre joug des gouvernements serbe, grec et bulgare. Le pouvoir bourgeois, en la personne des nouveaux Etats créés dans la Péninsule Balkanique, non seulement a été incapable de résoudre la question macédonienne comme question intérieure, mais, au contraire, a piétiné de la façon la plus infâme les droits humains élémentaires des masses macédoniennes.

Le problème balkanique a des ressemblances frappantes avec le problème des peuples du Caucase. Nous nous servons de la formule suivante: «Les Balkans sont le Caucase de l'ancienne Russie. Mêmes similitudes aux points de vue géographique et ethnique. » Par conséquent, si nous voulons nous figurer la solution heureuse des problèmes balkaniques, et partant de la question macédonienne, comme une question de minorités nationales, nous devons absolument étudier la solution de la question nationale au Caucase.

L'autocratie russe, suivant le principe *divide et impera*, semait la haine entre les nationalités du Caucase. L'Arménien haïssait le Turc, le Turc l'Arménien, le Géorgien—l'Arménien, l'Arménien—le Géorgien, en un mot, la Transcaucasie vivait dans une atmosphère lourde de luttes fratricides.

Ces luttes, d'un côté, ruinaient économiquement, physiquement, culturellement ces peuples, de l'autre, consolidaient les fondements du tsarisme.

Celui-ci s'effondra. Les partis nationalistes des peuples caucasiens, qui brandissaient l'un contre l'autre l'arme destructrice, voulurent mettre fin à leurs antagonismes. Y réussirent-ils? Pas du tout. Dès l'origine, ils subirent un échec total, et ce pour la bonne raison que tout parti politique, quel que soit le masque sous lequel il se cache, que ce soit le masque démocratique ou même internationaliste, est irrévocablement voué à la faillite, s'il est nationaliste par son essence, s'il poursuit des buts nationaux.

Nous avons eu la preuve retentissante de cette faillite des partis nationaux des peuples du Caucase, de 1917 à 1920, après

la guerre impérialiste, lorsque la Transcaucasie se détacha de la révolution d'Octobre et se donna un régime «démocratique».

Cette période de trois ans constitue l'une des pages les plus noires et les plus révoltantes de l'histoire des rapports des peuples de la Transcaucasie.

Lorsque les partis dirigeants prirent le pouvoir, ils cherchèrent à réaliser la collaboration entre eux. Ils voulurent former une unité politique en créant le Sejm du Caucase. Mais à l'apparition du premier danger, lors de l'invasion turque, chacun d'eux s'efforça de sauver sa propre peau. Au lieu de s'unir contre l'ennemi commun, ils se séparèrent, et chacun prit à l'égard de l'invasion étrangère une attitude qu'il crut conforme aux intérêts de sa «patrie». Le Sejm fut dissout, et les trois pays du Caucase, la Géorgie, l'Azerbeïdjan et l'Arménie, s'érigèrent en Etats «indépendants». Mais ont-ils pu, par cette «solution», trouver la paix?

Les partis dirigeants des gouvernements nouvellement créés, fidèles représentants de leur bourgeoisie, n'ont pas tardé à manifester leurs mesquines tendances impérialistes. L'Arménie a voulu devenir une «Grande Arménie», aux dépens de la Géorgie et de l'Azerbeïdjan. La Géorgie a désiré s'étendre jusqu'aux «frontières du règne de la reine Tamara», c'est-à-dire s'agrandir au détriment de l'Arménie, et ainsi de suite. Et ces visées impérialistes ont même abouti à un conflit armé entre la Géorgie et l'Arménie.

De cette façon, les peuples de la Transcaucasie ont été saignés à blanc, ruinés, dressés farouchement les uns contre les autres, grâce à la politique insensée de leurs partis dirigeants.

N'avons-nous pas assisté au même phénomène dans les Balkans, lors des guerres balkaniques? Les Etats balkaniques, par leur «indépendance», ne sont-ils pas les instruments serviles des grandes puissances impérialistes? N'attendent-ils pas le moment propice pour se jeter les uns sur les autres et s'entredéchirer?

Nous connaissons parfaitement l'histoire aussi bien de la Transcaucasie que des Balkans. Nous connaissons la situation politique, économique et culturelle des peuples de ces contrées. C'est pourquoi nous affirmons avec force: Les Balkans doivent suivre l'exemple de la Transcaucasie, s'ils veulent d'un côté cesser d'être un instrument entre les mains des puissances de proie, de l'autre, résoudre d'une façon juste et rationnelle la douloureuse question nationale; en d'autres termes, ils doivent renverser le régime bourgeois et établir le pouvoir créateur du Travail.

C'est grâce au régime soviétique que les peuples caucasiens, comme tous les peuples de l'Union, ont pu vaincre les difficultés de toutes sortes qui se dressaient devant eux, et résoudre la question nationale et celle des minorités ethniques.

Aujourd'hui, la Géorgie est réellement libre, l'Arménien et le Turc qui l'habitent le sont aussi; aujourd'hui, l'Arménie, l'Azerbeïdjan sont réellement libres, et toutes les minorités ethniques qui y vivent le sont aussi. Plus encore. Aujourd'hui, chacune de ces républiques a accordé l'autonomie à la minorité nationale qui représente une importance numérique. Ainsi, la Géorgie compte dans son sein les républiques autonomes d'Abkhasie, d'Adjara, d'Ossétie, et l'Azerbeïdjan — les républiques de Nakhitchévan et de Karabagh.

Et pas de haine nationale, pas d'antagonisme économique, pas de luttes et de guerres fratricides. Une amitié franche, une collaboration active, une solidarité réelle unissent les classes travailleuses caucasiennes au pouvoir. Elles ont reconstruit tout ce qui avait été détruit et dévasté sous le règne de la «démocratie» et continuent à réaliser, dans la paix, des conquêtes merveilleuses dans tous les domaines.

La Fédération Transcaucasienne est l'une des brillantes victoires du pouvoir soviétique.

Naturellement, les dirigeants actuels des Balkans ne veulent ni ne peuvent s'unir, se fédérer. Ils poursuivent leurs luttes pour la domination de la Macédoine. La question des minorités ethniques ne sera jamais résolue par eux dans la péninsule, car, comme l'a montré l'exemple de la Transcaucasie, la bourgeoisie est incapable de régler ce problème.

Seul le régime soviétique peut éteindre l'incendie nationaliste et guerrière dans les Balkans, seul le pouvoir des ouvriers et des paysans est capable de créer une Fédération d'Etats des Travailleurs, comme au Caucase, et résoudre la question nationale et le problème des minorités ethniques.

Et c'est cette Fédération qui doit constituer l'aurore des luttes héroïques d'émancipation des peuples balkaniques si durement éprouvés.

Peuples balkaniques! Vous avez un phare devant vous: la Transcaucasie d'aujourd'hui, votre soeur d'infortune et de misère d'hier.

Sarkis Khanoyan

La Banque Agraire Yougoslave — un pilier de la dictature

Un avertissement aux émigrés yougoslaves, en particulier à ceux de l'Amérique du Nord et du Sud

Le régime de la dictature de Belgrade a promulgué la loi sur la création d'une Banque d'Etat privilégiée avec pour tâche de parfaire l'asservissement de la paysannerie. Le devoir premier et primordial de cette banque est de rendre possible le paiement des indemnités aux gros-proprétaires, aux seigneurs féodaux, aux aghas, aux beys, pour les terres qui leur ont été expropriées jusqu'ici. Après donc avoir suspendu la réforme agraire et arrêté toute action dans cette voie, le régime de la dictature grand-serbe s'efforce de payer à ses suppôts, les gros-proprétaires, une indemnité représentant la valeur d'aujourd'hui des terres expropriées. Cette indemnité devra être payée par tous ceux qui ont reçu des terres, et, à cet effet, la Banque Agraire leur avancera les sommes nécessaires. La Banque Agraire prendra des hypothèques sur les terres, et, au bout de quelques années, tous les petits paysans auront perdu leurs terres, car, vu les charges fiscales que l'Etat fait peser sur eux, vu le manque de tout inventaire pour l'exploitation du sol, les petits paysans, à la moindre récolte quelque peu mauvaise, ne pourront point effectuer les paiements en remboursement de leurs dettes.

Le régime de la dictature a montré sa véritable face à toute la paysannerie de Yougoslavie, il a prouvé qu'il n'est que le régime des féodaux et des gros-proprétaires. Le gouvernement a aussi décidé de payer aux gros-proprétaires et féodaux bosniaques les bons qu'ils avaient reçus pour les terres qui leur ont été expropriées, et à cet effet une somme de 25 millions a été inscrite dans le budget. Dans cette pauvre Herzégovine, dont la population, livrée à la plus noire misère, meurt aujourd'hui de faim, le gouvernement a déjà commencé à payer aux gros-proprétaires les indemnités fixées à 18 millions de dinars.

La deuxième tâche de la Banque Agraire sera d'étouffer les syndicats agricoles représentant la paysannerie pauvre et laborieuse, et de soutenir les paysans riches, au détriment des paysans pauvres et moyens. Les crédits de la Banque Agraire ne seront accordés qu'aux paysans riches, sur trois signatures à côté de celle du syndicat agricole. Par cet appui accordé aux riches paysans, la dictature, ainsi que l'écrivent tout ouvertement ses journaux, tâche de trouver de l'appui chez eux et de consolider et élargir ainsi les bases de son gouvernement. Le cercle aujourd'hui bien étroit des gros-banquiers, gros-industriels et gros-proprétaires, sur lesquels s'appuie le régime, présente de bien faibles espoirs pour la longévité du régime, car sa politique ouverte de favoritisme des riches et des gros-proprétaires fait que toutes les forces productives du pays serrent leurs rangs contre lui. Le but de la dictature est, en fait, d'éliminer toutes ces petites exploitations paysannes qui ne peuvent point employer de modernes machines, outils et ustensiles agricoles, qui ne peuvent produire que pour leurs propres besoins et non pas pour le marché. Les défenseurs de la dictature en parlent ouvertement dans la presse et demandent tout nettement de «réparer les injustices commises à l'égard des beys et des gros-proprétaires», et de faire de sorte que, «lors de la révision de la réforme agraire, les gros-proprétaires se voient de préférence adjugés leurs propres biens, car ils les exploiteront de la façon la plus moderne».

La politique économique de la dictature a renforcé la prolétarianisation du village. Le nombre des paysans affamés et sans-travail des contrées pauvres et passives représente aujourd'hui toute une armée de 250.000 à 300.000 personnes. Une partie de cette armée de paysans sans-travail sera employée par les gros-industriels pour un morceau de pain sec, mais la plus grande partie en est poussée par la dictature vers l'émigration — c'est-à-dire que la dictature les livre comme des esclaves aux gros-proprétaires français et allemands. 10.000 personnes ont déjà été expédiées vers l'Allemagne, et le gouvernement de Belgrade est en pourparlers avec les représentants des gros-proprétaires français pour qu'une centaine de mille de paysans, principalement de l'Herzégovine, soient employés en France — sous le commandement des agents de la dictature.

Les dictateurs grand-serbes ne se soucient guère du fait qu'ils ont apauvri et dépeuplé des contrées entières, poussé vers l'émigration des centaines de milliers de paysans, et voué leurs familles à la faim. Ils continuent à exploiter les émigrés, à leur arracher leurs économies péniblement amassées et à les employer pour le renforcement et la consolidation financière du régime de la dictature. La Banque Agraire, que l'Etat comble de privilèges et qui, dit-on, payera 6% d'intérêts aux

déposants, devra être un appât pour l'argent des émigrés, en particulier pour les économies des émigrés yougoslaves en Amérique.

Le calcul est bien clair: 700.000 Yougoslaves — dont 100.000 Serbes en tout—vivent aux Etats-Unis d'Amérique, 40.000 au Canada, 100.000 en Amérique du Sud, 10.000 en Australie, 30.000 (présentement) en France, 5.000 en Hollande et Belgique, 40.000 (présentement) en Allemagne. 100.000 nouveaux émigrés iront encore en France. De ce million d'émigrés, la dictature essaie d'obtenir des milliards de dépôts pour la Banque Agraire. Ses agents spéciaux inondent l'Amérique du Nord, l'Argentine, le Brésil, la France, etc. pour propager le «patriotisme», c'est-à-dire pour piller les émigrés, leur faire signer des actions de la Banque Agraire. Un cynisme sans exemple, dont ne peuvent être capable que le dictateur Alexandre, la clique militariste, et la bande des banquiers et des gros-proprétaires. Après avoir détruit, anéanti des districts entiers et en avoir poussé les masses laborieuses à l'émigration pour un morceau de pain sec, après avoir laissé sans sol ni terre des centaines de paysans et les avoir forcés à travailler dans des pays étrangers, en France, en Allemagne, en Amérique, etc., après avoir fait litière de tous les droits humains et civils et noyé dans le sang toutes les revendications nationales de tous les peuples non-serbes, ils exigent maintenant des émigrés leur argent péniblement amassé au prix de leur sueur et de leur sang, pour rémunérer les aghas, les beys et les gros-proprétaires qui ont jeté les émigrés sur leur chemin de souffrances. Avec cet argent des Croates, des Monténégrins, des Macédoniens, des Slovènes, ils veulent consolider l'esclavage national de ces peuples. Avec cet argent, ils veulent rendre les riches à même d'acheter pour une bagatelle les petites propriétés sur lesquelles vivent encore les familles des émigrés.

C'est une telle agitation «patriotique» que les agents de la dictature déploient parmi les émigrés!

Nous nous adressons à tous les émigrés yougoslaves en les invitant, au nom de la liberté de leurs peuples, à boycotter la Banque Agraire. Pas un dollar des émigrés ne doit être versé à la Banque Agraire! Chaque dollar signifie une contribution à l'asservissement des peuples opprimés en Yougoslavie, signifie porter un coup dans la poitrine de tous ceux qui luttent contre la dictature. Chaque dollar versé en faveur des finances de la dictature signifie trahison envers le propre peuple.

Nous invitons les émigrés yougoslaves, au lieu de verser leur argent à la Banque Agraire, à créer un fonds pour la lutte contre la dictature et pour la constitution de la Fédération Balkanique. Si chaque émigré yougoslave donne un seul dollar pour cette lutte, le régime de la dictature ne pourra plus se maintenir longtemps.

Emigrés yougoslaves! la liberté de vos foyers, la liberté de vos peuples et des peuples de tous les Balkans vous exhorte à ne pas oublier vos devoirs. Le moment est venu de faire résonner vos voix par-dessus l'Océan:

Vive la Fédération des Libres Républiques Nationales Balkaniques!

La Fédération Balkanique

La Quinzaine Internationale

Le désarmement

Une conférence de limitation navale se tiendra-t-elle cet été, afin que la commission préalable du désarmement puisse elle-même siéger à nouveau cet automne ou cet hiver? Il est encore trop tôt pour se prononcer à ce sujet. A coup sûr, le résultat des élections britanniques exercera une influence marquée sur les décisions qui pourront être prises, le cabinet de Londres étant l'un des deux gouvernements les plus intéressés en l'occurrence.

Que l'on ne se berce pourtant point d'illusions. Le monde n'est pas encore à la veille du désarmement, ni même d'une réduction sensible des armements. Ce n'est pas à l'heure où l'on recherche tous les moyens de donner à la guerre aérienne, à la guerre chimique, à la guerre bactériologique le maximum d'efficacité (et chacun discerne ce qu'il faut entendre par là) que les engins de destruction seront délaissés.

Toute conférence navale, quelle qu'elle soit, sera dominée par l'antagonisme de l'Angleterre et de l'Amérique, chacune d'elles rêvant pour soi une primauté des mers. Il faudrait qu'à Londres et à Washington le mécanisme politico-social fût com-

plètement transformé, pour que le navalisme reçût le coup mortel. Nous n'en sommes malheureusement pas encore à cette étape, et voilà pourquoi une négociation internationale, si elle se rouvrait à l'image de celle de novembre 1927, risquerait d'aboutir au même échec.

La Petite-Entente

Les conférences de la Petite-Entente se tiennent à intervalles réguliers, depuis que cette combinaison diplomatique et militaire a été échafaudée. Elles doivent servir, d'une part, à prouver la solidité de cette alliance Balkanico-Danubienne, et, de l'autre, à traiter les questions courantes. Celle de Belgrade avait cette fois à se préoccuper des rapports économiques entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. Ces trois Etats peuvent se compléter sur certains points, le développement industriel très avancé de la Bohême et de la Moravie contrastant avec le caractère retardataire de la production manufacturière en Slovénie et en Serbie. Sur d'autres points, et comme l'agriculture joue un grand rôle dans les trois pays, une conciliation des intérêts apparaît plus malaisée.

Mais les questions politiques ont sûrement aussi concentré sur elles l'attention des trois ministres des Affaires Etrangères: M.M. Benès, Mironesco et Koumanoudi. Si l'on regarde bien la structure géographique de la Petite-Entente, on voit qu'elle se tourne de plusieurs côtés à la fois, et qu'elle est, par suite, plus ou moins mêlée à toutes les grandes querelles de notre Continent.

La Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie ont une seule préoccupation commune: celle d'un retour offensif de la Hongrie. Chaque fois que le parti gouvernemental magyar remet en cause le traité de Trianon, on dresse l'oreille à Belgrade, à Prague et à Bucarest, car la révision du traité de Trianon signifierait une menace pour la Croatie yougoslave, pour la Transylvanie roumaine et pour la Slovaquie. Le principe de la Petite-Entente est évident; il s'agissait de mettre en échec tout essai de restauration de l'Empire Habsbourgeois, et aujourd'hui ce n'est pas de Vienne que surgit le péril; c'est de Pesth.

Mais abstraction faite de cette considération, et nous n'en méconnaissons pas l'importance, les Etats de la Petite-Entente ont des soucis qui sont particuliers à chacun d'eux.

La Tchécoslovaquie redoute l'*Anschluss*, c'est-à-dire l'incorporation de l'Autriche à l'Allemagne, car elle serait alors comme enveloppée par les territoires du Reich et son indépendance économique et politique lui semblerait étrangement en danger.

La Roumanie demeure en armes vis-à-vis de l'U. R. S. S. à laquelle elle a enlevé frauduleusement jadis la Bessarabie. Elle serait toujours prête à s'associer à une croisade contre les Soviets, ainsi que le prouve son rapprochement avec la Pologne. Mais ni la Tchécoslovaquie, ni la Yougoslavie — quels que soient leurs régimes et quelques excitations qu'elles reçoivent du dehors — n'inclinent à se lancer en pareille aventure, qui serait probablement désastreuse pour leurs gouvernements.

La Yougoslavie, en effet, n'a qu'un souci; celui d'élargir ou de fortifier sa position dans les Balkans. Or, des trois Etats de la Petite-Entente, elle est le seul qui soit exclusivement Balkanique. La Tchécoslovaquie est intermédiaire entre l'Europe Centrale et l'Europe Danubienne et la presqu'île Sud-Orientale du Continent.

Dans les Balkans, la Yougoslavie se sent prise entre l'Italie, dont l'Albanie n'est plus qu'une colonie, et la Bulgarie. Plus s'écoulent les mois, plus elle s'aperçoit que la diplomatie fasciste ne recule devant aucune activité pour l'isoler. Le voyage récent du sous-secrétaire d'Etat Grandi (le premier commis de Mussolini au palais Chigi) en terre hongroise n'a pas été sans l'effrayer. Les ministres de la Petite-Entente n'ont donc pas manqué de sujets de conversation, mais il n'est pas dit qu'ils traitent tous trois sous le même angle les problèmes qui leur sont proposés.

Deux anniversaires

La Bulgarie vient de célébrer le 50^{me} anniversaire de sa libération. Cette date a été fêtée de toutes les manières: par des solennités qui devaient, dans la pensée de ceux qui les organisaient, réchauffer le loyalisme dynastique et surexciter le chauvinisme.

Le premier ministre Liaptcheff paraissait aux côtés du roi. Il a glorifié dans des communiqués pompeux, l'enthousiasme populaire. Enthousiasme de commande et qui ne saurait tromper personne.

La Bulgarie n'a guère connu, depuis qu'elle est prétendument libérée, que des dictatures successives; les plus lourdes, les plus sanglantes de toutes sont celles qui l'ont dominée dans les six dernières années et qui se sont synthétisées dans les noms de Tsankoff et de Liaptcheff. Le peuple ne les a pas

acclamées, mais détestées; elles n'ont vécu que par la force, par la violation des lois, par la suspension de toutes les libertés publiques. C'est une erreur de la part des gouvernants actuels de croire que les cérémonies du cinquantenaire pourront les consolider et ruiner les résistances qui se marquent dans les masses ouvrières et paysannes.

La Bulgarie ne sera vraiment libérée que le jour où le peuple y sera maître de ses destinées, et c'est seulement dans une Fédération Républicaine des Balkans, soustraite à toutes les oligarchies financières et militaires, qu'il retrouvera son indépendance.

En même temps que le gouvernement bulgare célébrait le cinquantenaire, le gouvernement roumain fêtait le 10^{me} anniversaire de l'*Unité Nationale*. Unité nationale? ou succès impérialiste remporté avec l'appui des chancelleries de l'Entente? La Roumanie ne traite pas mieux ses minorités nationales que tant d'autres pays. Elle a annexé brutalement la Bessarabie qui répudierait son joug si une consultation loyale intervenait. Mais de cette consultation loyale, M. Maniu ne veut pas plus que n'en ont voulu M. Jean Bratiano, ni M. Averesco ou M. Vinilla Bratiano. La Bessarabie est maîtressée par une armée d'occupation, tandis qu'ailleurs, en Moldavie, en Valachie, en Transylvanie, en Bukovine, des milliers d'hommes sont contenus par la police, par la gendarmerie et par des divisions d'infanterie et de cavalerie. Comme le peuple bulgare, comme ceux de Grèce et de Yougoslavie, le peuple roumain ne conquerra sa liberté que dans une unité plus large, l'Unité Fédéraliste Balkanique. En ces jours anniversaires, la classe ouvrière et paysanne a dû y réfléchir, des Carpathes à l'Archipel.

Paul Louis

Le travaillisme anglais au pouvoir

On n'attend pas de moi que je revienne longuement sur les résultats statistiques des élections anglaises du 30 mai. Aussi bien la presse quotidienne en a suffisamment parlé. Il s'agit plutôt ici de dégager une impression d'ensemble et de s'attacher à l'avènement du second cabinet travailliste.

Les conservateurs, après la première expérience du Labour en 1924, étaient revenus au pouvoir avec une majorité écrasante, car les deux tiers des mandats aux Communes leur appartenaient. Il est vrai que leur force numérique au Parlement dépassait de beaucoup leur force numérique dans les collèges électoraux, et que la moindre oscillation de ces derniers pouvait leur être funeste. Ils en avaient fait, au surplus, l'expérience dans les scrutins partiels qui s'étaient succédés de 1926 à 1928 et qui leur avaient valu des pertes significatives.

Le cabinet Stanley Baldwin n'avait reculé devant aucun acte de régression ni au dedans, ni au dehors. Récapitulons: il avait rompu les rapports avec la Russie Soviétique, abrogé les dispositions libérales des lois Trade-Unionistes, allongé la journée des mineurs, refusé de sanctionner la convention de Washington sur les 8 heures, créé toute une série de taxes protectionnistes au risque certain de provoquer le renchérissement de la vie. Surtout, il s'était désintéressé du chômage; il n'avait pris, pour y parer, aucune mesure sérieuse, sans doute parce qu'aucun gouvernement bourgeois ne peut lutter efficacement contre un fléau qui sort de la structure même du régime capitaliste, et qui ne doit mourir qu'avec ce régime.

L'une des principales causes de la victoire travailliste a été la permanence du chômage. Les masses ouvrières anglaises préfèrent le travail aux allocations qui, au demeurant, les laissent dans la détresse.

Les conservateurs croyaient avoir 90 voix de majorité: ils sont une minorité. Les libéraux pensaient gagner 100 sièges: ils en ont conquis 13. Et ainsi, le Labour Party est passé au premier plan, et il a assumé la direction des affaires. Mais sa position est instable: si faible que soit le groupe libéral, ce groupe tiendra la balance entre les travaillistes et les conservateurs, et il peut renverser le cabinet Mac Donald en s'associant à ces derniers. C'est une des raisons pour lesquelles Ramsay Mac Donald a essayé d'effriter le petit peloton libéral: il a déjà réussi en quelque mesure, puisque l'un des leaders libéraux, Jowitt, a accepté la charge d'attorney-général.

Mais cette considération affaiblira encore dans son action le cabinet du Labour qui se compose exclusivement de réformistes. Cette composition mécontente l'Indépendant Labour Party, qui se targue de son attachement à la doctrine socialiste, mais qui est débordé par les nouveaux éléments venus du libéralisme. Déjà le programme électoral travailliste semble étrangement édulcoré. Il ne semble pas que Ramsey Mac Donald veuille y ajouter. Il ne touchera pas à la structure sociale, à moins que les masses ouvrières ne l'y contraignent.

Dans l'ordre international, il promet une réduction des armements, un rapprochement avec l'Amérique, la reprise des rapports avec l'URSS.

Ce sont des intentions louables, mais la tension anglo-américaine qui dépend d'ailleurs de causes économiques profondes, et inhérentes au régime capitaliste, ne saurait être atténuée si l'Amirauté de Londres et celle de Washington ne renoncent à leurs prétentions de primauté. Ramsay Mac Donald aura-t-il assez de volonté pour réduire au silence les autorités navales?

On doit attendre du moins de lui, qu'il ne favorise nulle part les gouvernements fascistes. Dans ce domaine et dans d'autres, il sera à l'épreuve.

P. L.

Les Minorités resteront au pain sec

La S. D. N. à Madrid

Les grands maîtres de la Société des Nations se sont fait inscrire, en vrais mondains qu'ils sont, à la rubrique «Déplacements et Villégiatures» des journaux.

Ils avaient pris l'habitude d'hiverner à Genève. Ils prennent l'habitude de passer la belle saison à Madrid. Ce sont là jeux de prince, et les peuples s'en réjouiront, car les voyages fortifient et instruisent l'éternelle jeunesse de nos aînés.

Ceux-ci ont encore beaucoup à apprendre, en particulier pour tout ce qui concerne le problème des Minorités. Ils commençaient à le vouloir résoudre en Suisse. Croit-on qu'ils trouveront la solution dans la Castille? Ce n'est pas, dans tous les cas, M. Primo de Rivera qui les y aidera.

Le sous-Mussolini qui sévit sur toutes les Espagnes a cru opportun d'inviter le Conseil de la S. D. N. à fréquenter les hôtels madrilénes, s'assurant ainsi à lui-même que son règne en prendrait plus d'autorité. Consacré par MM. Aristide Briand, Stresemann, et par le remplaçant, au pied levé, de sir Austen Chamberlain, il pourra, dans les dancings ibériques, faire enfin figure d'homme d'Etat.

Mais, dans tout cela, dans toutes ces histoires pseudo-diplomatiques, on ne voit pas pour quelle raison il a fallu choisir Madrid plutôt que Paris ou Vienne pour discuter de la question des Minorités. C'est, au contraire, une singulière dérision pour les peuples opprimés que d'apercevoir les Genevois s'expatrier et recevoir les conseils, en même temps que le patronnage, du gouvernement qui torture, dans les cachots de Barcelone, une Minorité Nationale. A l'heure où nous écrivons cet article, on ne sache pas que les Catalans aient été compris dans les «mesures de justice» que se proposent de prendre les habitués du Quai Wilson.

Au reste, ces mesures de justice, comment les envisage-t-on? Il suffit de consulter la presse; il suffit de lire les comptes-rendus des envoyés spéciaux, fidèles reflets des opinions officielles, pour découvrir que le Conseil de la S. D. N. se confine dans une impuissance volontaire, qu'il n'attaque pas le problème comme il aurait fallu qu'il fit, qu'il se contente d'exprimer des vœux et d'enregistrer des doléances, suivant la tradition instaurée depuis dix ans par sir Eric Drummond.

Peut-être vaudrait-il mieux, pensera-t-on, plus de netteté dans l'abstention, sinon plus de courage dans l'hostilité qu'on montre aux Minorités. Peut-être vaudrait-il mieux qu'on se ralliât franchement à la thèse du Polonais Zaleski, c'est-à-dire à l'écrasement prémédité, comme systématique, — «rationnel», pour parler le langage moderne — des Minorités. Mais on a des égards pour la forme quand on n'en a pas pour le fond. On ne veut pas décourager d'un seul coup, et définitivement, ceux des représentants des Minorités qui croient encore à l'entité de Genève, ceux qui espèrent encore en elle, ceux qui s'appliquent encore à lui dédier des suppliques vaines et des pétitions jamais lues. On craint de rejeter dans les bras des

subversifs que nous sommes, le dernier carré des opportunistes. On va doucement, à pas feutrés, la mine doucereuse. Sur quel chemin? Celui de la renonciation totale à la protection des Minorités ethniques.

Depuis que le problème a été posé, tout le monde a parlé de droit. Il n'est pas un pays, en Europe, où quelque illuminé ne se soit convaincu de réclamer le droit des Nationalités. C'est, ainsi que nous le prévoyions, le droit du plus fort qui triomphe. Et tout est à recommencer.

On raconte que M. Aristide Briand, le père de Locarno, assistait dimanche dernier, en compagnie de Primo de Rivera, à une corrida. Avec mise à mort du taureau. L'histoire est symbolique. A Madrid, on assiste à la corrida des Minorités. La mise à mort viendra bientôt, quand les oppresseurs auront les mains tout à fait libres.

Que si l'on s'insurge contre l'attitude du Conseil, il ne manquera pas des gens pour dire, écrire et proclamer que la discussion sur le régime des Minorités «servira l'agitation politique en Europe». Pour mieux nous exprimer, on ne peut pas être plus jésuitique.

La Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce, la Pologne, l'Italie fasciste oppriment les Macédoniens, les Croates, les Monténégrins, les Hongrois, les Bessarabiens, les Juifs, les Allemands, les Ukrainiens, les Blanc-Russiens, les Tyroliens, etc., etc. Mais si l'un de ces peuples proteste, si plusieurs de ces peuples protestent parce qu'on leur a volé leurs libertés, leur culture, haro sur eux! Les victimes servent l'agitation politique en Europe. Elles méritent d'être condamnées.

Une autre thèse a pris force de loi, à Madrid. M. Titulesco, dans une conférence récemment tenue à Paris, M. Zaleski, en des interviews sonores, l'avaient affirmée et confirmée. Elle n'est autre que celle-ci:

Les Etats dits successeurs (admirez l'euphémisme!) ou plutôt les Etats profiteurs de la guerre, soit la Roumanie, la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, auxquels se rallient les autres Etats de la Baltique ou de l'Europe Centrale, posent en fait qu'ils sont absolument maîtres d'agir comme bon leur semble à l'intérieur de leurs frontières. Autrement dit, ils se refusent à reconnaître l'immixtion de la S. D. N. ou de toute autre organisation internationale dans leurs «affaires intérieures». Varsovie a, d'après M. Zaleski, le droit absolu de pogromiser les Ukrainiens de Galicie; Bucarest a le droit absolu d'exproprier et d'emprisonner les Transylvaniens ou les Bulgares de la Dobroudja, etc., etc. C'est à peine si les oppresseurs daignent reconnaître les médiocres et dérisoires garanties soi-disant assurées aux Minorités. En fait, d'ailleurs, ils les foulent aux pieds, quotidiennement.

Où est le Droit dans tout cela? Nulle part. Le *statu quo* sera maintenu. Les Etats successeurs resteront libres d'opprimer à leur guise, pour éviter «une sorte de dissociation» qui ferait, bien entendu, le jeu des révolutionnaires...

Sur quoi, les représentants des Minorités qui espèrent encore en la S. D. N. se tournent vers Londres, où le gouvernement travailliste vient de remplacer le cabinet conservateur.

Déçus par Genève, et plus encore par Madrid, ils se proposent de harceler Downing Street et de forcer les portes de Ramsay Mac Donald. On leur souhaite de ne pas se tromper. Mais le nouveau Premier britannique, d'accord en cela avec le successeur de Chamberlain, Arthur Henderson, vient d'affirmer la continuité de la politique étrangère de la Grande-Bretagne. De tels propos n'ont pas besoin d'être commentés, à moins qu'on ne les prenne pour propos électoraux destinés à ne pas effaroucher la bourgeoisie insulaire.

Quoi qu'il en soit, le régime des Minorités reste celui du pain sec. A ce régime, elles risquent de dépérir. Mais «ventre affamé n'a pas d'oreilles». Elles risquent aussi de se révolter.

Bernard Lecache

La „générosité“ des bourreaux

Le nouveau projet d'amnistie en Bulgarie

Le fascisme bulgare tient à ne pas laisser ternir sa triste gloire. Grâce à sa politique de terreur et d'assassinats politiques, la question de la situation de la classe ouvrière et de la paysannerie en Bulgarie ne descend pas de l'arène politique de ce pays.

Aujourd'hui, tout le monde connaît le gouvernement fasciste bulgare. Sa gloire est universelle; c'est lui qui a consacré le système de l'assassinat barbare dans les Balkans. Les gendarmes de Liapcheff ne chôment jamais. Les prisons bulgares regorgent de condamnés dont le nombre augmente chaque jour.

A la lutte héroïque pour l'amnistie, que les ouvriers et les paysans bulgares, aidés par le mouvement révolutionnaire international, ont entreprise, M. Liapcheff répond par de nouvelles arrestations.

La situation du pays est devenue intenable. La misère a pris des proportions formidables, la cherté de la vie est inouïe. La ruine économique est complète: toutes les richesses nationales sont vendues aux étrangers et aux puissants impérialistes. La vie quotidienne actuelle du pays se trouve sous le signe de la faillite et du suicide provoqués par la faim. La terreur et la privation de droits politiques des

masses laborieuses ont pris des proportions terrifiantes. Le gouvernement fasciste perd tout crédit dans le pays et à l'étranger.*) Ce «colosse aux pieds d'argile» chancelle et menace de s'écrouler.

Et voilà que le fasciste machiavélique M. Liaptcheff a élaboré une comédie ou, plutôt, une tragédie, car n'est-ce pas une tragédie que de jouer l'«humanitaire» sur les plaies ouvertes du peuple bulgare martyrisé? Il a préparé un projet d'amnistie et, quoiqu'il ne soit encore qu'à l'état de projet, l'Agence Télégraphique Bulgare s'empresse de faire grand tapage et de publier en gros caractères un télégramme-circulaire vantant la générosité des fascistes qui veulent bien amnistier de leur initiative propre, leurs martyrs. Il est cependant facile de voir clair dans leur jeu. On veut jouer l'humanitaire et obtenir ainsi du crédit à l'étranger. En réalité, cette amnistie projetée, tout en étant absolument insuffisante, n'est que le résultat de la campagne énergique menée par les masses laborieuses bulgares et internationales. Donc, M. Liaptcheff ne «donne» absolument rien, il recule tout simplement devant les exigences du peuple, il capitule.

L'auteur personnel de ce projet est le rénégat bien connu, le ministre de la Justice Dr. Kouleff, ancien socialiste révolutionnaire, professeur de droit à l'Université de Sofia.

Soulignons que le gouvernement fasciste a présenté ce projet au moment même où venait d'être déclenchée la grève imposante des ouvriers du tabac en Bulgarie, grève englobant à ce moment plus de 30.000 ouvriers. C'est la partie décisive du prolétariat industriel de Bulgarie acculé à une misère indescriptible, privé de tous les droits élémentaires, qui a déclaré une guerre résolue au fascisme bulgare afin de recouvrer ses droits. Toute la classe ouvrière et paysanne et tous les adversaires du fascisme sont aux côtés des ouvriers en grève. Le gouvernement bulgare, se sentant en danger, s'est hâté de jouer au «généreux»; et il a lancé son projet. Les fascistes bulgares sont eux-mêmes étonnés de ce fait inattendu. Un des fascistes les plus influents du pays, M. le Dr. P. Stainoff, écrit dans un leader du «Slovo», organe du gouvernement, que «ce projet vient mal à propos, inattendu, et que l'opinion publique n'y est pas préparée». Voilà le cynisme des fascistes qui se moquent ouvertement de la lutte quotidienne que mène le peuple bulgare depuis plus de six ans en faveur d'une amnistie totale et sans conditions.

D'ailleurs, en quoi consiste ledit projet? Seuls les prisonniers politiques condamnés en vertu de deux ou trois articles de la monstrueuse loi sur la défense de l'Etat (articles 2, 3, 4) pourraient jouir de cette amnistie, c'est-à-dire presque exclusivement les prisonniers condamnés pour des délits moins graves. Par conséquent, tous les prisonniers condamnés en vertu des autres articles de cette même loi ou en vertu d'articles de lois ordinaires du code pénal, resteront dans les prisons de Liaptcheff.

D'après une statistique établie préalablement par la presse oppositionnelle légale bulgare (le «Znamé», l'organe du parti démocrate, et d'autres), cette amnistie ne touchera en réalité que deux ou trois dizaines de personnes, c'est-à-dire environ 3 à 4% seulement des 1000 prisonniers politiques bulgares. D'ailleurs, le projet a un côté véritablement «généreux». C'est ainsi qu'il prévoit une amnistie complète et sans conditions pour tous les organes administratifs et militaires qui accumulèrent crime sur crime lors des événements de 1923 (coup d'Etat) et de 1925 (répression fasciste, après l'attentat de la Cathédrale). Ainsi, un grand nombre d'assassins, de détectives, d'organes administratifs, d'officiers etc., vont être amnistiés. De plus, ce projet prévoit l'amnistie complète des anciens ministres bulgares, le Dr. Radoslavoff et Tontcheff, les deux personnages qui, en 1915, engagèrent la Bulgarie dans la guerre mondiale et préparèrent la ruine complète du pays.

Cette dernière stipulation relative à l'amnistie de ces deux ministres est bien significative: un maillon dans la chaîne des préparatifs en vue d'une nouvelle guerre.

Pour donner une idée du cynisme des fascistes bulgares, il n'est pas inutile de citer les explications qu'a données l'auteur du projet, M. Kouleff, dans le journal «Zora»,

*) A son dernier voyage dans les capitales d'Europe, le roi Boris, «le tueur de Bulgares», a pu se convaincre de la sympathie dont il jouit parmi la classe laborieuse et les antifascistes. Il a été accueilli par eux par des protestations indignées et de colère qui exprimaient suffisamment le mépris et la haine profonde qu'ils nourrissent à son égard.

organe personnel de M. Liaptcheff, en réponse aux attaques que plusieurs députés du Zgovor ont faites contre cette loi. Ce rénégat a répondu que cette amnistie pouvait être accordée malgré tout, parce que les délits dont il s'agit ne sont pas bien graves; parce que le nombre des prisonniers qui en bénéficieront, est infime; parce que, somme toute, il s'agit de liquider les conséquences civiles concernant les prisonniers (les prisonniers ouvriers et paysans qui doivent bénéficier de cette amnistie sont condamnés à payer à l'Etat une amende absurde se montant à des milliards de leva). »D'ailleurs — a encore ajouté le ministre — les prisonniers qui seront amnistiés ont une conduite exemplaire, ainsi qu'en témoignent les renseignements reçus préalablement des directions des prisons respectives.» Ces explications du ministre de la Justice bulgare démasquent complètement le jeu «d'amnistie» du gouvernement de la dictature: en réalité, les fascistes bulgares veulent, par cette loi, accorder une «grâce» à quelques prisonniers seulement, dans l'unique but de pouvoir ainsi amnistier complètement leurs amis et instruments dociles, les assassins du peuple bulgare, ainsi que les deux anciens ministres qui ont jeté ce peuple dans une misère sans nom.

Le nouveau projet d'amnistie en Bulgarie n'est donc qu'une insulte aux souffrances du peuple, et cependant, même tel qu'il est, ce projet est attaqué avec acharnement par les fascistes bulgares, leurs journaux «Rodna Zachtita», «Koubrat», et même par un grand nombre de députés gouvernementaux. D'après les derniers écrits du journal «Zora», les adversaires de ce projet d'amnistie de façade, dans les milieux du parti gouvernemental, sont tellement nombreux, qu'on parle d'un blâme à Liaptcheff.

Le peuple travailleur bulgare a compris depuis longtemps qu'il n'a rien à attendre de ses bourreaux. Il a compris que l'amnistie ne sera pas «accordée», mais conquise. C'est pour cela que depuis plusieurs années, il déploie une activité fiévreuse afin d'être à même d'arracher ses meilleurs fils des prisons bulgares. Il sait aussi que l'amnistie restera un mot vain, si cette monstrueuse loi sur la Défense de l'Etat qui légalise tout court l'illégalité fasciste, n'est pas abrogée.

Les dernières élections municipales à Sofia, malgré la terreur inouïe et toutes les machinations des fascistes au pouvoir, ont donné une nouvelle occasion au peuple bulgare d'appliquer un magistral soufflet au fascisme bulgare. Celui-ci a été battu à plates coutures. C'est à peine s'il a reçu un tiers du nombre total des voix. Aussi, craignant de voir le pouvoir leur échapper, les fascistes ont déclenché une nouvelle vague de terreur, et la comédie des complots recommence. Plusieurs dizaines d'ouvriers révolutionnaires sont arrêtés et soumis aux méthodes inquisitoriales les plus féroces. Le nombre des prisonniers politiques en Bulgarie, qui dépasse actuellement 1000, va encore monter. Tant que la loi sur la Défense de l'Etat existera, elle donnera toujours la possibilité au fascisme bulgare de remplir ses prisons de ses adversaires politiques chaque fois que ses intérêts politiques ou de parti l'exigeront.

Mais la classe ouvrière et paysanne bulgare ne désarme pas. Soutenue moralement par les ouvriers révolutionnaires du monde entier, elle a engagé une lutte à vie et à mort contre le fascisme bulgare afin de sauver les militants emprisonnés que le Zgovor garde comme otages dans les geôles bulgares. L'état de santé d'un grand nombre d'entre eux est au plus haut point alarmant, et même s'ils étaient libérés immédiatement, ils ne seraient désormais qu'une charge pour leurs familles. Mais les fascistes bulgares ne veulent même pas permettre à ces honnêtes révolutionnaires de passer tranquillement leurs derniers jours parmi les leurs.

Le peuple travailleur bulgare a compris tout cela et il a entrepris cette lutte désespérée pour les arracher des prisons. Dans cette lutte à vie et à mort, que les fascistes bulgares le veuillent ou non, tôt ou tard, c'est le peuple travailleur qui vaincra.

Dans cette lutte opiniâtre et glorieuse, mais exigeant tant de précieuses victimes aux masses laborieuses, le mouvement révolutionnaire ouvrier européen, les organisations humanitaires et culturelles, et ceux qui combattent sincèrement contre le fascisme, sont aux côtés des ouvriers bulgares.

J. Ermoff

Un anniversaire

9 Juin 1923 — 9 Juin 1929

A la mémoire des innombrables victimes — révolutionnaires bulgares et national-révolutionnaires macédoniens — tombés héroïquement dans la lutte contre le fascisme bulgare.

Six années de dictature fasciste: six années de souffrances inouïes pour le peuple travailleur bulgare!

Le 9 Juin 1923 fut écrite la page la plus triste de l'histoire politique bulgare, du vaillant peuple bulgare, honnête, laborieux, aujourd'hui victime d'un régime de terreur inhumaine.

Une poignée de banquiers, financiers, gros-bourgeois et propriétaires, soutenus par l'impérialisme et la réaction étrangère, par la clique militaire bulgare et les contre-révolutionnaires wrangéliens, a surpris le peuple et pris le pouvoir.

Un exploit nocturne. Un guet-apens. Un coup d'Etat. Le gouvernement légal, constitutionnel, du leader des paysans bulgares M. Stamboliisky, est renversé. Lui-même, un grand nombre de ses collègues, de révolutionnaires et d'adversaires politiques du fascisme levant, sont tués ou emprisonnés.

Le peuple travailleur de plusieurs régions du pays se soulève, pour défendre le gouvernement paysan. Les combattants, malheureusement, sont noyés dans leur propre sang par des canons et des mitrailleuses.

Le fascisme triomphe. L'ère de l'assassinat politique, de la terreur fasciste, est ouverte. La liste funèbre des révolutionnaires bulgares, tombés dans la lutte, s'allonge sans cesse.

Le régime devient insupportable. Au mois de septembre 1923, les ouvriers et les paysans, désespérés, se soulèvent pour un combat décisif contre le fascisme. Une épopée. Exemple inconnu de courage, d'abnégation d'un peuple entier révolutionnaire qui veut défendre sa liberté. Malheureusement, ils sont battus. Des flots de sang inondent le pays.

Le pays est couvert de cimetières et de deuils. Le fascisme rayonne. Depuis, le fascisme, dans sa forme la plus barbare, est maître absolu dans le pays.

Quelle est, cependant, le bilan de cette période de six années de dictature fasciste? On ne le sait que trop:

Plus de 25.000 révolutionnaires — les meilleurs — sont tués. Plus de 1000 prisonniers politiques — morts vivants — s'éteignent dans les geôles de Liaptcheff. Leur nombre augmente journellement. Plus de 3000 émigrés politiques sont courbés sous la croix de l'émigration, vivant dans une misère indescriptible. Toute la vie politique est annihilée. Le fascisme bulgare essaie d'établir la tranquillité du tombeau. On construit de nouvelles prisons. Armée de détectives, gendarmes, officiers. Rien que cela. Ici, le gendarme représente l'autorité la plus haute. Le dieu des fascistes bulgares, c'est Mussolini.

Cherté de vie inconnue dans le pays. Misère. Chômage. Famine. Suicide par la faim. Faillites en masses. Brigandage. Autant de signes d'une profonde crise politique et économique.

La «politique» du fascisme bulgare a complètement fait faillite. Le soleil du fascisme se couche.

Innombrables sont les victimes que ce fascisme a faites parmi la population macédonienne, vivant dans le cadre du pays bulgare. Aujourd'hui, cette population est victime d'une double terreur: celle des bourreaux bulgares, et celle des fascistes macédoniens. Ces derniers, achetés par Liaptcheff et Mussolini, ont la triste gloire d'être les sicaires de leur propre peuple. L'Ahmed Zogou de la Macédoine bulgare, le bandit fasciste Ivan Mikhailoff, est le maître suprême de cette région. On tue sommairement, on pille. Les adversaires du fascisme — les amis de la fraternité des peuples balkaniques, les honnêtes combattants pour la Fédération Balkanique — sont exterminés.

Aujourd'hui, heureusement, les ouvriers et les paysans révolutionnaires bulgares se relèvent. Toutes leurs organisations ressuscitent. Tout le peuple bulgare est avec eux. Les dernières élections, la grande action pour l'amnistie des prisonniers politiques, les démonstrations du Premier Mai et les grèves gigantesques du prolétariat bulgare, et d'autres faits encore, en sont les preuves les plus éloquentes.

Le fascisme bulgare recule. Son front est ébranlé. Ce sont les masses révolutionnaires qui attaquent. Le fascisme est sur la défensive.

Les ouvriers et paysans révolutionnaires bulgares se préparent à porter bientôt un coup décisif au fascisme. Dans cette lutte décisive, le fascisme croulera. Et le peuple bulgare martyrisé, qui a donné tant de chères et inoubliables victimes, remportera la victoire finale.

Ossogovsky

Le 9 Juin 1923 et l'ORIM fasciste

C'était il y a six ans. C'était en 1923, dans la nuit du 8 au 9 juin. Tous les banquiers, gros-proprétaires, officiers, intellectuels fascistisés mettaient à exécution la conspiration depuis longtemps préparée contre le gouvernement existant. Plusieurs villes et villages étaient mis en état de siège. Les rues étaient occupées par des troupes fidèles à la Ligue Militaire et par des bandes armées par les fascistes. Nul n'avait le courage de descendre dans la rue, car on y risquait d'être tué. On commençait déjà les arrestations des leaders agrariens. On commençait l'occupation des P.T.T., des préfectures, des gares, etc. Partout éclataient des luttes sanglantes entre les partisans du régime agrarien et ceux de la bourgeoisie. La Bulgarie ressemblait à une arène sanglante. On ouvrait la porte à la guerre civile. Au cours de ces combats, presque tous les leaders agrariens les plus en vue ont été tués, la plupart des ministres, et M. Stamboliisky lui-même dont le corps fut découpé en morceaux et jeté dans le fleuve Maritza. Un grand nombre de députés de l'Union Agrarienne et des combattants les plus en vue de cette même Union, furent tués d'une manière cruelle par les Macédoniens fascistes. Dans cette offensive que la bourgeoisie bulgare avait organisée contre les paysans, l'ORIM fasciste de T. Alexandroff et de A. Protogéroff prit une part très active. Les tchètas armées de cette organisation perpétrèrent des crimes indescriptibles vis-à-vis de leurs propres frères. Dans toutes les villes et tous les villages, les hommes de l'ORIM fasciste semèrent le deuil. Tout le pays prit le caractère d'un cimetière. Tous les assassinats politiques contre les leaders du mouvement paysan bulgare, de Stamboliisky jusqu'au garde-champêtre dans le village bulgare, tous ces «exploits» furent commis par les tchètas de ladite organisation. C'est pourquoi le nom macédonien devint à juste titre synonyme d'assassins et de bourreaux.

C'est là cependant le premier acte seulement du drame sanglant que les fascistes bulgares jouèrent sur le corps de leur propre peuple. Une fois le pouvoir pris et consolidé, ils ont ouvert l'ère des souffrances inouïes pour les ouvriers et les paysans bulgares. La période du 9 juin 1923 au 23 septembre de la même année, représente une chaîne de crimes horribles que le cabinet des professeurs et des généraux a enregistrés dans l'histoire de son gouvernement sanglant. Jusqu'à ce moment, la lutte des fascistes bulgares avait été entreprise contre l'Union Agrarienne, le parti politique le plus grand du pays, étant donné que les fascistes bulgares craignaient que ce parti pût reprendre ses forces, miner le nouveau gouvernement et provoquer sa chute. Après avoir rendu ce parti inoffensif, la dictature fasciste s'attaqua au parti deuxième comme force, le parti des ouvriers, des paysans sans terre, des paysans pauvres bulgares — le parti communiste. Dès lors commença le deuxième acte de la véritable guerre civile, acte le plus important de l'histoire la plus nouvelle du pays bulgare.

Au mois de septembre 1923, les fascistes bulgares entreprirent une offensive sanglante contre le parti communiste bulgare. On mobilisa toutes les forces de la réaction. Les leaders du parti furent arrêtés. Les expéditions punitives (appelées «Spitzke»), les différentes organisations patriotiques Rodna Zachtita, Koubrat, la Ligue Militaire, des détachements composés même du parti socialiste, les éléments patriotes et chauvins de la jeunesse macédonienne qui avaient déjà organisé des Zgovor de la jeunesse macédonienne, l'ORIM fasciste de T. Alexandroff et A. Protogéroff, furent équipés et armés par le gouvernement fasciste contre le parti communiste. Tout le pays fut de nouveau déclaré en état de siège. Dans toutes les villes et tous les villages, c'est la Ligue Militaire qui commande en maîtresse et dirige les opérations militaires contre le parti communiste bulgare obligé de défendre par les armes les libertés supprimées des ouvriers et paysans bulgares. Les luttes entre les travailleurs des villes et des villages d'une part, et les forces de la réaction d'autre part, furent ouvertes. Ce fut une véritable guerre civile qui embrasa tout le pays. Dans les batailles sanglantes de cette guerre civile, des victimes innombrables tombèrent. Mais les masses travailleuses donnèrent un grand nombre de victimes en dehors des combats aussi. De nombreux militants furent tués dans les prisons, à la Sûreté Générale, dans différentes casernes où ils avaient été incarcérés pour «tentative de fuite», ou disparurent «sans laisser de traces». Dans cette guerre civile, la bourgeoisie bulgare montra jusqu'où sa cruauté pouvait aller. Les excès furent innombrables. L'histoire d'aucune guerre civile ne connaît de telles cruautés, cruautés exercées sur des ouvriers et paysans innocents. L'écrasement de ce soulèvement des paysans et ouvriers bulgares au mois de septembre 1923, restera dans l'histoire bulgare comme un monument inoubliable montrant les terribles crimes commis par les fascistes sur le peuple

travailleur bulgare. Les crimes de Galliffé pendant la Commune de 1871, contre les prolétaires de Paris, pâlissent auprès de ceux perpétrés par les fascistes bulgares. Les cruautés commises sur les ordres de Djinguiz-Han, Attila et Tamerlan même ne sont rien auprès des cruautés commises par les fascistes bulgares. Ici encore, la part la plus active en revient à l'organisation macédonienne fasciste de T. Alexandroff et A. Protoguéroff. Le rôle de bourreau contre ce soulèvement populaire fut assumé par les tchétsas de cette organisation, grassement récompensés auparavant pour leurs exploits lors du soulèvement des paysans bulgares, au mois de juin 1923. Tous les carnages qui furent organisés dans différentes régions du pays sont leur oeuvre. Ce sont ces tchétsas qui tuèrent les militants communistes les plus en vue.

Le nombre de leurs meurtres est incalculable. Toute leur activité n'est qu'une chaîne de crimes et d'assassinats aussi bien contre leur peuple que contre le peuple frère bulgare.

Et que dire de l'activité «libératrice» de l'ORIM fasciste en Macédoine sous le joug bulgare, dans la région de Pétritch, dans cette malheureuse région, et de son oeuvre traîtresse envers le peuple macédonien se trouvant sous le joug serbe ou grec?

Nous n'avons pas la possibilité de donner dans les colonnes de la «Fédération Balkanique» la liste funèbre des honnêtes révolutionnaires macédoniens, tombés par la main criminelle fratricide de ces bourreaux. Leur nombre se chiffre par milliers. Il suffit de feuilleter le No. 77 du 1er octobre 1927 de ce journal et le No. 49 du 10 septembre 1927 du journal «Makedonsko Delo» pour se rendre compte jusqu'où est allé le sadisme de cette bande de criminels.

Comment expliquer l'activité de cette organisation? On doit l'expliquer par le fait que l'ORIM fasciste est une organisation vendue à la bourgeoisie bulgare, qui n'est que le bourreau de son propre peuple.

L'ORIM fasciste, créée et toujours dirigée par la bourgeoisie bulgare sanglante, ne peut pas représenter les idées du mouvement libérateur macédonien. Elle n'a rien de commun avec le peuple macédonien, avec la Macédoine. Elle est l'ennemie du peuple macédonien, tout comme le fascisme bulgare est l'ennemie des ouvriers et paysans bulgares.

Cette dictature sanglante des fascistes bulgares et macédoniens sera balayée par la lutte révolutionnaire commune des peuples travailleurs macédonien et bulgare, qui luttent dans un front uni pour leur libération. Sous la poussée de ces deux peuples et sous celle des peuples et classes opprimés dans tous les Balkans, sera brisée l'oppression qui étouffe tous les peuples travailleurs dans les Balkans, et la liberté pour les peuples opprimés des Balkans sera enfin conquise. C'est alors que la Macédoine sera unie, libre et indépendante, dans le cadre de la libre Union des peuples balkaniques.

P. Karsky

A propos d'une visite

L'arrivée à Sofia de M. le Dr. Anté Pavélitch, ancien député du parti croate nationaliste, auparavant d'un groupe du parti appelé «Frankowska», accompagné de son secrétaire, le journaliste croate Gustave Pertchetz, a donné, il y a environ deux mois, une nouvelle occasion aux chauvinistes bulgares, patriotes patentés, et aux Macédoniens fascistes de la bande d'Ivan Mikhailoff, d'organiser de bruyantes manifestations patriotardes, et de «conclure» une «alliance» pour une lutte commune contre la sanglante dictature de la clique grand'serbe militaire, sous la lourde botte de laquelle gémissent aujourd'hui le peuple serbe et surtout les différentes minorités nationales en Yougoslavie, en premier lieu les peuples croate et macédonien.

Un triomphe patriotique. Triomphe bien éphémère. Ceux qui parlent quotidiennement contre la guerre, ont prouvé une fois encore qu'ils se préparent pour la guerre.

Manifestation patriotique des patriotards bulgares et macédoniens, qui a bien fâché la clique militaire de Belgrade et a provoqué une intervention diplomatique à Sofia.

Les deux hôtes de Sofia, représentants infidèles du peuple croate, ont fait un très mauvais choix d'alliés: ils ont embrassé à Sofia les agents des grands pays impérialistes qui oppriment toutes les minorités nationales dans les Balkans, les alliés de Mussolini à Sofia, ceux qui assassinent leurs propres frères, les militants héroïques pour la véritable libération des minorités nationales et des peuples opprimés dans les Balkans, les constructeurs de la future Fédération démocratique des peuples des Balkans.

Ici même («Pas avec ces alliés, M. Pavélitch!», F.B. No. 113 du 1er avril), nous avons eu l'occasion d'exprimer le

point de vue des peuples opprimés et des minorités nationales des Balkans à propos de cette visite et de cette manifestation patriotique à Sofia. Aujourd'hui, nous reproduisons ci-dessous les passages les plus essentiels d'une déclaration publiée à ce sujet par la Fédération Communiste Balkanique:

«L'organisation fasciste-macédonienne en Bulgarie, qui, à la suite de ses ignobles crimes contre la lutte de libération du peuple macédonien, se trouve en pleine décomposition et pourriture, espère par cette «convention» leurrer à nouveau les masses macédoniennes déçues et mécontentes qui s'orientent de plus en plus vers le véritable mouvement national-révolutionnaire dirigé par l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée, et rétablir son prestige jusqu'à un certain degré.

«Pour les chauvins et fascistes bulgares, cette «convention» a la valeur d'un moyen de pression, pour arracher des concessions aux potentats grand'serbes lors du règlement des rapports réciproques entre la Bulgarie et la Yougoslavie, lequel règlement devra se faire par l'intervention imposée de l'Entente anglo-française dans le but de constituer le bloc anti-soviétique.

«Pour Mussolini et Horthy, elle est un moyen dans leur lutte de concurrence aux Balkans avec la Yougoslavie et son protecteur, l'impérialisme français.

«Le groupe du Dr. Pavélitch, qui s'efforce de remplacer la dictature militaire grand'serbe en Croatie par un Etat croate indépendant et fasciste, essaie de gagner pour ses fins des forces fascistes étrangères, en même temps que de faire dévier les masses croates de la seule juste voie menant vers le renversement de la dictature militaire en Yougoslavie: de la lutte révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes et des peuples opprimés de toute la Yougoslavie.

«C'est une raillerie contre la lutte de libération des Macédoniens et Croates et une vile menterie politique que de représenter ladite «convention» comme une alliance de combat entre les peuples croate et macédonien contre la dictature militaire en Yougoslavie.

«Cette «actions» national-fasciste n'est point la vraie et juste lutte contre la dictature militaire-fasciste en Yougoslavie, n'est point une alliance de combat entre les peuples croate et macédonien, ne correspond aucunement aux intérêts des masses populaires croates et macédoniennes, et ne peut rien avoir de commun avec le mouvement national de libération des Macédoniens et Croates.

«Il est clair que la lutte de libération des Macédoniens et Croates du joug de la dictature grand'serbe militaire et fasciste ne peut point être conduite par ces fascistes macédoniens, qui détiennent sous un régime féroce et cruel la population de la Macédoine bulgare, qui ont bestialement assassiné les meilleurs révolutionnaires macédoniens, qui sont un instrument entre les mains des chauvins et fascistes bulgares pour la conquête de la Macédoine, qui ont été les bourreaux des ouvriers et paysans bulgares qui s'étaient héroïquement révoltés contre la dictature fasciste. La libération nationale des peuples macédonien et croate ne peut nullement être revendiquée par les fascistes bulgares qui ont vendu à tant de reprises le peuple macédonien et qui ont fait massacrer 25.000 ouvriers et paysans bulgares et détiennent sous un cruel régime le peuple travailleur bulgare en entier depuis six années afin de continuer à maintenir leur dictature fasciste. Mussolini et Horthy, qui ont placé les masses de leurs propres peuples sous un joug insupportable, ne sont certainement et naturellement pas pour une lutte de libération des Croates et Macédoniens. Mussolini tâchera de trouver en Croatie pour sa politique impérialiste des instruments comme ceux qu'il a trouvés en l'organisation fasciste macédonienne, dont les «actions» ont été si chèrement payées par le sang et la vie du peuple macédonien.

«Les ouvriers et paysans croates et macédoniens, ainsi que l'émigration macédonienne en Bulgarie, doivent bien prendre garde à ces «amis» et «protecteurs» qui ne veulent que servir leurs propres fins et accumuler des richesses aux dépens de ces masses.

«Le peuple travailleur croate, les masses paysannes du parti Raditch, les éléments petit-bourgeois des villes, et les intellectuels du parti croate du Droit, dans leur lutte contre la dictature grand'serbe militaire-fasciste doivent reconnaître que le chemin vers l'alliance absolument nécessaire entre les peuples macédonien et croate ne passe point par les fascistes macédoniens de Sofia, par la «convention» entre M. Pavélitch et le «Comité National Macédonien», par Rome ou Budapest, mais bien par l'union des véritables forces de combat des masses croates et macédoniennes.

«Le renversement de la dictature militaire-fasciste en Yougoslavie, la libération nationale des Croates et Macédoniens, est une question de lutte des masses labieuses elles-

mêmes, de leur lutte de masse, du front uni des ouvriers, paysans, intellectuels, etc. et des nationalités opprimées.

»Les groupes dirigeants du mouvement de libération des peuples balkaniques considèrent de leur devoir de dire tout ceci ouvertement aux masses laborieuses croates et macédoniennes, d'attirer leur sérieuse attention sur le jeu dangereux que l'on joue avec le mouvement de libération croate et macédonien, et de leur montrer la véritable signification, le véritable but de la «convention croate-macédonienne» conclue à Sofia. Les masses laborieuses de Yougoslavie et de Bulgarie, ainsi que de tous les Balkans, doivent être vigilantes, à leurs postes. Elles qui se trouvent aux premiers rangs dans la lutte contre l'oppression nationale, contre la dictature militaire-fasciste en Yougoslavie,

contre la dictature fasciste en Bulgarie, contre la campagne militaire du fascisme dans tous les pays balkaniques, pour la libération nationale des Macédoniens, Croates, Slovènes, Monténégrins, Albanais, Dobroudjanais, Thraciens, et leur union avec les autres peuples balkaniques en la Fédération de Libres Républiques Balkaniques — elles ne doivent point tolérer que le mouvement national-révolutionnaire soit mis au service des impérialistes et fascistes. Dans l'accomplissement de cette tâche, elles seront certainement secondées activement par le mouvement révolutionnaire macédonien et le mouvement révolutionnaire ouvrier et paysan croate, qui ont l'intérêt le plus vif à assurer l'indépendance et la voie juste pour leur lutte de libération.»

La comédie judiciaire de Belgrade est terminée

Le crime de Pounicha Ratchitch proclamé perpétré pour la défense de son „honneur“ blessé.

Après dix jours de débats publics, le tribunal de Belgrade a reconnu Pounicha Ratchitch coupable de trois assassinats et de deux blessures, toutes les fois sans préméditation, et l'a condamné à 20 années de prison. Tomas Popovitch et Luna Jovanovitch, ses complices, furent acquittés.

Cette comédie judiciaire, cette atteinte portée au droit, ne nous a aucunement surpris. Le tribunal de Belgrade s'est affirmé jusqu'ici, dans tous les procès politiques, comme un docile et obéissant instrument des hégémonistes grand-serbes et des tyrans de Belgrade. Le président de ce tribunal, Milutin Petrovitch, laquai bien connu de la cour et membre de la «Main Blanche», ami intime du fameux ministre sanguinaire Boza Maksimovitch, a une fois de plus rempli son rôle de laquai.

Le procès de Pounicha Ratchitch a fidèlement reflété le complet effondrement moral des autorités judiciaires en Yougoslavie, l'Etat qui ne se sert que de la botte policière et militaire et pour lequel toute conception de droit a cessé d'exister.

Un procès bien singulier!

L'accusateur ne s'est même pas montré au procès. Il avait été signifié aux familles des assassinés et à leurs avocats qu'ils auraient à subir maintes conséquences préjudiciables pour eux, s'ils maintenaient et répétaient devant le tribunal les accusations portées le 1er décembre 1928 par la direction du parti de Raditch contre le ministre de la cour, le président de l'Assemblée Nationale, le président du Conseil et quelques anciens députés gouvernementaux. Le tribunal a interdit de prononcer aux débats publics ne fût-ce qu'un seul mot de ces accusations. La lettre adressée au tribunal par Maria, la veuve de Stépan Raditch, relevant le fait caractéristique que, deux heures avant l'attentat, le meurtrier se trouvait au Palais, où il était resté toute une heure et demie, cette lettre ne fut même pas lue au cours des débats publics.

Le tribunal avait reçu des dictateurs les ordres stricts: 1. de proclamer non prémédités les crimes perpétrés par Pounicha Ratchitch avec préméditation et par ordre exprès des ministres grand-serbes et des cercles de la cour et des officiers, et

2. de voiler aux yeux de l'opinion publique internationale la sanglante conspiration des cercles dominants grand-serbes, la cour à leur tête, contre le mouvement national croate.

Et néanmoins, ce procès si mesquinement arrangé a jeté une suffisante lumière sur le crime du 20 juin, malgré le fait que tous les témoins n'avaient été cités que de la part de l'accusé. On peut s'imaginer la tournure qu'aurait pris le procès si les parties-civiles y avaient aussi personnellement assisté!

Le témoin Borivojé Nedeljkovitch, huissier à l'Assemblée Nationale, de service le 20 juin à la salle des séances, déposa:

»Ratchitch ayant sommé Pernar de s'excuser pour ses insultes, ce dernier a répondu, d'abord: «Que veux-tu?», puis: «Que me veux-tu?». Alors, Ratchitch fit feu, et Pernar tomba, s'écroula. Puis, Ratchitch visa et fit feu vers la place où Stépan Raditch était assis. Grandju, en ce moment, le couvrait de son corps. Il s'effondra.» Le témoin décrit encore comment Ratchitch mit en joue et fit feu sur Bazaritchek, qui s'effondra aussi. Et il continue: «Pavle Raditch qui, aux premiers coups de feu ne se trouvait point dans la salle, se montra alors devant la porte supérieure et s'écria: «Pourquoi tues-tu, Pounicha? — à quoi celui-ci répondit: «C'est toi que je cherche, et fit feu de nouveau: Pavle Raditch cria: «C'en est fait de moi!» et s'écroula.»

Le témoin Vladimir Majitch, sténographe du Parlement, traça le même tableau, déclara aussi que, à la vue de Pavle Raditch, Pounicha Ratchitch s'était écrié: «Ha, c'est toi que je cherche!», et l'on vit de ses dépositions aussi que Ratchitch

avait fait feu en mettant en joue l'un après l'autre, les chefs les plus en vue du parti de Raditch.

Le témoin Gojko Bozovitch, l'un des sténographes les plus capables du Parlement, confirma lui aussi lesdites dépositions, et tout particulièrement certains faits contestés: «Ratchitch tira deux coups de feu contre Pernar, calme et réfléchi. Bazaritchek se dirigea vers la tribune, les bras tendus, mais je vis qu'il s'effondra près de la table des sténographes». Puis Bozovitch relate la conversation qu'il eut avec le complice du crime, Torno Popovitch, qu'il rencontra dans la rue immédiatement après le meurtre. A l'exclamation de Bozovitch: «Mais au nom de Dieu, qu'avez-vous fait, Torno?», Popovitch répondit: «Il n'y avait pas d'autre moyen».

Le témoin Branko Strazitchitch, journaliste, correspondant du journal gouvernemental d'Agram «Novosti», fit ses dépositions d'une manière absolument précise. Les défenseurs de l'accusé, et Pounicha Ratchitch lui-même, dirent de lui qu'il avait observé et relaté le tout avec la plus grande objectivité.

Or, les dépositions mêmes de ce témoin prouvent nettement que l'assassinat des leaders du parti paysan croate a été perpétré d'après un plan décidé à l'avance. Le témoin a vu Ratchitch mettre Raditch en joue et tirer sur lui à deux reprises lorsque Raditch faisait un mouvement pour sortir de son banc, et ce alors que personne ne se trouvait plus dans la salle.

Le témoin Sv. Mikalovitch, chef de l'administration de l'Assemblée Nationale, un Serbe et un radical, confirme que lorsque Ratchitch aperçut Pavle Raditch, il s'écria: «Ha!», et tira contre lui son sixième coup.

Le meurtrier Ratchitch présente le type d'un féroce chauvin grand-serbe, fier d'avoir accompli sa «grande action», pour la défense de l'honneur de l'Etat et du peuple, ainsi qu'il s'exprime. Quelques unes de ses phrases suffisent pour donner une fidèle photographie de sa personne: «Tout se que les Raditchiens ont fait, avait été organisé par l'étranger... Je voulais agir moi-même pour défendre l'honneur de l'Etat et du peuple, mais surtout pour défendre le peuple croate lui-même... Je prétends avoir sauvé l'honneur du Parlement aussi... Ils m'ont attaqué, et toute autre personne à ma place aurait tué deux fois autant... Ceux sur lesquels j'ai tiré étaient des criminels...»

Conscient du fait que, ayant perpétré son crime sur ordre des gouvernants, ceux-ci ne laisseraient pas échapper l'occasion propice pour le récompenser, Ratchitch profère des menaces:

«Messieurs les juges, dit-il, vous voyez bien que je n'ai plus ni la force physique, ni la force morale de résister davantage. Je vous remercie. Mais, plus tard, je vous méconnaîtrai le droit de m'avoir jugé. Oui, plus tard...»

La seconde partie de la défense de Ratchitch montre avec plus de netteté l'homme moralement si déchu qu'il est, l'homme ignoble qui ne recule pas devant les mensonges les plus infâmes:

«On veut vous induire vous aussi en erreur, s'écrie-t-il en s'adressant aux juges, pour vous pousser à me punir innocemment, tout comme on a induit le gouvernement en erreur en le poussant à m'arrêter. Ils m'ont provoqué, et je n'ai fait que défendre mon honneur, ma vie. Ils voulaient me tuer.»

La défense des 36 avocats qui, contre de fortes sommes payées par les fonds spéciaux du gouvernement, avaient assumé la défense du crime perpétré contre le peuple croate, chantèrent les louanges du «sentiment d'honneur» de Pounicha Ratchitch, élevèrent aux cieux l'idée grand-serbe, et de nombreux avocats glorifièrent l'action héroïque du meurtrier condottieri.

Et le tribunal accepta cette défense. Les juges-laquais de Belgrade, valets des tyrans sanglants grand-serbes, proclamèrent, dans leur exposé des motifs, que «l'accusé Pounicha

Ratchitch, sans qu'il y ait eu faute de sa part, a été excité et mis en colère par Pernar, et ainsi il commit son acte aveuglé par la colère, sans préméditation.

Que veut-il obtenir, le gouvernement, par cette comédie judiciaire éhontée? Il se trompe énormément, s'il croit pouvoir effrayer les peuples opprimés de Yougoslavie par le fait qu'il a empêché les parties civiles, les blessés, à venir au tribunal. Cette sentence infame ne fera qu'indigner plus encore les masses opprimées, les poussera à songer avec plus d'intensité à ce que sera leur sort si la dictature se maintient encore longtemps en Yougoslavie, et les incitera à concentrer toutes leurs énergies pour la lutte contre la dictature, pour leur salut, pour leur liberté. Les dictateurs se trompent, s'ils croient pouvoir cacher leurs crimes devant l'opinion publique progressive. Les victimes du 20 Juin, et celles qui tombent journellement sous leurs coups depuis cette date, les cadavres sans têtes partout dans le pays, les assassinats, les massacres, les tortures atroces dans les prisons, ne sont que trop bien connues par l'opinion publique internationale. Rien ne peut les cacher. L'opinion publique progressive internationale se tient derrière la lutte du peuple croate opprimé et des autres peuples subjugués de Yougoslavie, et suit avec la plus grande sympathie l'humanité du peuple croate dans sa résistance contre la dictature.

Nous considérons de notre devoir de relever ici deux tristes faits qui révoltent le peuple croate en entier: l'attitude de la veuve de Bazaritchek, qui vint aux débats déclarer qu'elle pardonne au meurtrier de son mari et demande au tribunal de mettre en sécurité la fortune de ses enfants, et celle de la veuve de Pavle Raditch qui accepte pour son fils, un sejour en argent de ce roi Alexandre, du palais duquel le meurtrier de son mari sortit le revolver chargé.

Ces deux femmes doivent savoir que leurs maris n'appartiennent pas seulement à elles, mais aussi au peuple croate, et que ce peuple ne peut pas pardonner aux meurtriers. Ces deux femmes doivent savoir tout bien que le peuple croate est en état de soutenir leurs enfants, comme il le fait pour tant d'autres enfants croates.

R. Radeff

Vers le fascisme en Roumanie

Il n'y a plus de doute que les choses se développent en Roumanie sur la voie du fascisme. Le leader libéral et ancien ministre brătianiste, le général Vătoianu, a pris l'initiative d'un mouvement pour l'organisation de formations de lutte qui ne sont et ne seront en fait que des détachements de lutte pour l'instauration d'une dictature fasciste ouverte en Roumanie. Mais si cela ne peut point surprendre de la part des libéraux, on ne pourrait en dire de même quand nous voyons de telles initiatives venir de la part des nationaux-tsarunistes.

Or, ceux-ci prennent le même chemin. En effet, ils ont commencé, pour le moment surtout en Transylvanie, à organiser des détachements à base militaire, dénommés «organisations des vaillants». Le but avoué de ces formations est d'organiser la jeunesse paysanne et petit-bourgeoise, sous le commandement d'officiers de réserve sélectionnés parmi la bourgeoisie nationale-tsaruniste, «en vue de la défense du gouvernement national-tsaruniste contre les essais de le renverser». Il semblerait qu'il s'agit de formations dirigées contre les libéraux. Mais ce n'est là qu'apparence.

Il est vrai que les libéraux, comme nous l'avons à maintes reprises montré dans les pages de la «Fédération Balkanique», n'ont jamais compris que, en laissant les nationaux-tsarunistes monter au gouvernement eux, les libéraux, renouent par là-même au pouvoir. Les libéraux n'ont considéré et ne considèrent le gouvernement national-tsaruniste que comme un régime de lieutenance destiné à tirer momentanément le char de l'Etat des difficultés dans lesquelles il se débat, à calmer la révolte d'en bas et à créer des conditions de collaboration avec le capital étranger. Donc, un rôle passager, transitoire pour les nationaux-tsarunistes, rôle devant être tôt ou tard liquidé — dans la conception des libéraux, le plus tôt possible. Les libéraux reviendront alors au gouvernement pour recommencer à dérouler le fil à où les nationaux-tsarunistes l'auront lâché.

Une série de faits et événements qui se sont produits les dernières semaines montrent que les libéraux commencent à se préparer déjà pour l'attaque. Car, une fois installés au gouvernement, les nationaux-tsarunistes n'ont pas pu se maintenir dans les strictes limites du rôle que les libéraux et la régence leur ont assigné. Les nationaux-tsarunistes sont en train de faire certains changements économiques et politiques qui, tout en ne modifiant point la situation misérable des larges masses travailleuses des villes et des villages, seront d'un réel avantage pour les couches de la bourgeoisie agraire et citadine national-tsaruniste et lésent les intérêts de la finance libérale. Voilà

pourquoi les libéraux ont intensifié les intrigues contre les nationaux-tsarunistes et commencé d'un côté à tramer des conspirations contre ceux-ci avec la complicité des militaires, et de l'autre côté à organiser les bandes fascistes et terroristes de demain.

La lutte entre les libéraux et les nationaux-tsarunistes pour le partage du pouvoir n'a donc pas pris fin par la transmission du gouvernement aux nationaux-tsarunistes. Mais cette lutte reste dans l'ombre auprès de l'autre lutte, de la lutte entre les masses exploitées, paupérisées et affamées d'un côté, et la bourgeoisie libérale et nationale-tsaruniste de l'autre. Le gouvernement national-tsaruniste n'a pu apporter aucune amélioration à la situation misérable dans laquelle les masses se trouvaient et se trouvent toujours. C'est ainsi que les nationaux-tsarunistes ont à mener la lutte sur deux fronts: en premier lieu contre les masses affamées et désillusionnées, et ce n'est qu'ensuite contre les conspirations libérales. Ni sur l'un, ni sur l'autre des deux fronts, les moyens «légaux» et «démocratiques» ne peuvent suffire aux nationaux-tsarunistes. Ils sont par conséquent forcés à se créer des moyens extra-légaux aussi: les «organisations des vaillants».

Ce serait une grave faute que de penser, comme le font les social-démocrates, que ces formations de «vaillants» sont dirigées seulement contre les conspirations libérales et de la camarilla, qu'elles sont donc destinées à défendre le gouvernement «démocratique» contre la dictature. Dans la mesure qu'elles sont dirigées contre les libéraux aussi, ces formations ont le rôle de servir de base matérielle pour assurer le partage du pouvoir entre les libéraux et les nationaux-tsarunistes, c'est-à-dire entre la bourgeoisie financière nationale et le reste de la bourgeoisie roumaine restant en dehors du trust libéral. Ces formations de «vaillants» sont un moyen de pression entre les mains des nationaux-tsarunistes pour empêcher les libéraux et la régence de revenir au régime de monopole politique aux dépens de la bourgeoisie nationale-tsaruniste. Mais le grand rôle de ces formations est de constituer une organisation à l'aide de laquelle le gouvernement tiendra en frein les masses dont le mécontentement devra inévitablement prendre la forme de révoltes.

En Italie aussi, avant sa victoire, le fascisme faisait usage d'une phraséologie pseudo-révolutionnaire. Les fascistes ont conquis Rome en apparence contre la bourgeoisie alors gouvernante et désignée comme incapable de sauver l'Italie d'après-guerre et de lui assurer les conquêtes matérielles et morales recueillies sur le front. Il est aujourd'hui clair que derrière cette phraséologie se cachaient en fait et historiquement les intérêts de ladite bourgeoisie. Il en est de même de la phraséologie nationale-tsaruniste. Derrière la devise: «les vaillants» défendent le gouvernement démocratique contre les coups de la réaction libérale, se cache objectivement et historiquement la politique de la bourgeoisie roumaine toute entière qui veut ainsi assurer sa domination sur les masses travailleuses des villes et des villages. La domination de classe de la bourgeoisie roumaine est menacée, disent les nationalist-tsarunistes, non seulement de la part des masses travailleuses, mais aussi de la part des méthodes de gouvernement des libéraux. Pour garantir la domination de la bourgeoisie roumaine, il est besoin qu'elle élargisse sa base politique. A la place du monopole politique libéral, il faut un front uni entre les libéraux et les nationaux-tsarunistes. Dans l'intérêt de la réalisation de ce front uni, pour garantir la domination de classe de la bourgeoisie roumaine en entier, les nationaux-tsarunistes brandissent la menace de l'organisation et du mouvement des «vaillants».

En ultime instance, donc, les bandes des «vaillants», tout comme les formations fascistes libérales, ont la tâche d'assurer la domination de la bourgeoisie contre le danger d'en bas, le danger venant des masses du peuple travailleur. La fonction objective des «vaillants» n'est pas et ne peut pas être déterminée par les conseils des social-démocrates, qui ne s'élèvent point contre ces organisations, comme telles, mais demandent seulement que les nationaux-tsarunistes n'emploient pas ces bandes dans un autre but que celui de la «défense de la démocratie, si jeune et si fragile en Roumanie». La fonction de ces bandes sera déterminée non pas par des conseils plus ou moins naïfs et bien-intentionnés, mais par les conditions objectives. Mais ces conditions objectives mènent vers la concentration de la lutte sociale en Roumanie sur la ligne entre les masses populaires et la bourgeoisie toute-entière. Dans cette lutte, le rôle que joueront les bandes des «vaillants» est clair. Ce rôle est tellement clair que même des journaux amis du gouvernement, l'«Adeverul», par exemple, et d'autres — se montrent nerveux.

Mais le plus grand danger est que ces bandes, comme conséquence de la situation politique concrète en Roumanie, commenceront leur rôle sous le drapeau mensonger de la lutte pour la défense de la démocratie. Sous prétexte de défendre

la démocratie nationale-tsariste, menacée d'un côté par la révolution des masses travailleuses, de l'autre côté par les conspirations réactionnaires, les bandes de «vaillants» pourront attirer de leur côté les sympathies de certaines couches de la paysannerie mieux située et de la petite-bourgeoisie des villes. Ce à plus forte raison que du côté des «vaillants» se rangent les sympathies de la social-démocratie roumaine aussi.

Mais celui qui voit dans l'organisation des bandes de «vaillants» un moyen de défense de la démocratie contre les coups des libéraux et de la camarilla, se fait en réalité le complice de l'organisation des bandes fascistes de demain, qui auront en fait la tâche de défendre et de «consolider» le régime d'exploitation et d'oppression en vigueur. L'organisation des bandes de «vaillants» est, par-dessus les phrases mensongères des uns et les illusions dangereuses plus ou moins hypocrites des autres, l'organisation préparatoire de la bourgeoisie roumaine vers le fascisme. Le développement vers le fascisme en Roumanie présente deux tendances: La première est semblable à celle qui a subjugué la Yougoslavie; c'est la tendance représentée par les libéraux et les cercles militaires. L'écartement des derniers restes des apparences parlementaristes et l'instauration de la dictature ouverte. La seconde tendance fasciste est dans un certain sens spécifiquement roumaine, et est représentée par les nationaux-tsaristes: elle se présente sous l'enseigne de la lutte pour la défense de la démocratie... par des moyens extra-démocratiques. Mais que le développement vers le fascisme et l'instauration du fascisme en Roumanie prennent la forme de la dictature d'après le modèle yougoslave, ou une forme spécifique roumaine — ou, ce qui est plus probable, une forme combinée: ce qui est certain, c'est que le développement politique en Roumanie marche sur la voie du fascisme et que ce développement prouve encore une fois que, à l'époque actuelle, la bourgeoisie ne peut plus être que fasciste dans une forme plus ou moins typique. La domination de l'exploitation et de l'oppression économique, sociale, politique étatique prend ainsi des formes plus ou moins typiquement fascistes et ne peut être dorénavant renversée que par un mouvement des masses unies des ouvriers, des paysans et des nationalités opprimées en Roumanie, contre le fascisme et l'impérialisme aujourd'hui unis et devenus politiquement à peu près synonymes.

I. Mateescu

La lutte pour l'amnistie effective en Roumanie

L'amnistie de M. Maniu n'étant qu'une raillerie envers la classe ouvrière roumaine, et ne libérant personne, l'opinion progressive européenne s'en est émue et a entrepris une énergique campagne de protestation, dont nous publions ci-dessous quelques télégrammes:

Au Conseil de la Régence,
au Président du Conseil M. Maniu,
au Ministre de la Justice,

Bucarest.
 Malgré qu'une amnistie, quoique insuffisante, ait été proclamée, les condamnés politiques devant bénéficier de cette amnistie continuent à être maintenus en prison. Même l'ingénieur Pauker, qui se traîne en grève de faim, et de soit est férocement maltraité. Nous exigeons d'urgence sa libération ainsi que celle des autres prisonniers politiques.

Dr. von Holtz, Conseiller de Justice
Dr. Herzfeld, Conseiller de Justice
Dr. Apfel, avocat

Au Conseil de la Régence,
au Président du Conseil M. Maniu,

L'insuffisance de l'amnistie proclamée indigné l'opinion publique allemande. Les détenus politiques Pauker, Dobrowolny-Ghered et d'autres continuent à être gardés en prison. Pauker est maltraité, quoique, à la suite de sa grève de faim et de soit, il se trouve en danger de mort. Nous protestons et exigeons la libération immédiate des susnommés et de tous les prisonniers politiques.

Kurt Pacholsky, Egon Erwin Kisch, Arthur Sehnof
Karl von Ossietzky, Siegfried Jacoby, Dr. Litten

Au Conseil de la Régence,
au Président du Conseil M. Maniu,
au Ministre de la Justice,

D'après les nouvelles des journaux, le détenu politique Pauker est toujours en danger de mort à la suite de sa grève de faim et de soit. De plus, on lui fait subir des maltraitements. Quoique Pauker, non définitivement condamné, bénéficie de l'amnistie, il continue à être maintenu en prison. Nous exigeons, indignés, sa libération immédiate.

Rudolf Boyer, professeur, Fries, professeur
Mme. Karin Michaelis

Le 9me anniversaire de l'Azerbeïdjan Soviétique

L'Azerbeïdjan Soviétique vient de fêter son 9me anniversaire. Le 28 avril 1920, les ouvriers et les paysans d'Azerbeïdjan, la main dans la main, ont chassé leurs ennemis séculaires, les capitalistes et des féodaux, représentés par le parti Moussavati.

Que présentait l'Azerbeïdjan sous le régime tsariste et sous le gouvernement moussavattiste? — une colonie arriérée, indispensable pour le tsarisme et pour les Nobels et les Mantachéffs comme une source inépuisable d'or noir qu'ils exploitaient avec une férocité sans exemple. Ce malheureux pays était également le berceau, si l'on peut dire, de massacres et de tueries entre les habitants de différentes nationalités.

Inutile de décrire la situation de l'Azerbeïdjan sous le joug des moussavattistes qui pesait, comme un sombre cauchemar, aussi bien sur les villes exploitées par les capitalistes que sur les villages dépouillés par les Begs et les Khans rapaces.

Pendant les neuf années qui se sont écoulées, le régime soviétique a non seulement reconstruit ce qui était dévasté au cours de la conflagration impérialiste et des guerres civiles, mais il a réussi aussi à créer à Bakou, capital du pays, une industrie qui se développe par une voie nouvelle, la voie du socialisme. Il a pu créer de nouveaux foyers d'industrie, comme les villes de Guindja (ancienne Elisavétopol) et de Noukha, avec ses usines et ses fabriques installées sur un système tout-à-fait moderne. Et je ne parle pas du grand progrès réalisé dans l'électrification, la construction des habitations ouvrières, la modernisation de l'agriculture.

Toutes ces conquêtes sont communes, non seulement à l'Azerbeïdjan, mais à toutes les Républiques de l'Union Soviétique. Ce qui est essentiel, ce qui est caractéristique, dans les conquêtes que l'Azerbeïdjan a faites grâce au régime soviétique — qui lui a aussi permis de réaliser une grande victoire, la fédération avec les peuples voisins, les Géorgiens et les Arméniens, — ce sont surtout ses progrès culturels immenses.

C'est au régime soviétique que l'Azerbeïdjan, comme tout l'Orient, doit la réalisation de la plus grande victoire révolutionnaire: l'adoption des caractères latins.

Le jour de la soviétisation, le pouvoir ouvrier et paysan a reçu, comme héritage des moussavattistes, une population dont le 2% seulement était lettré. Après 9 années de luttes incessantes et héroïques, ce pourcentage est aujourd'hui de 20%. Sous le gouvernement moussavattiste, le nombre des élèves était de 15.000; aujourd'hui, il est de 80.000. Dans chaque district nous avons 2-3 écoles de travaux pratiques, des techniciens, des écoles de jeunesse paysannes, des clubs, des salles de lecture, etc., choses absolument inconnues sous le régime des capitalistes et des féodaux. Aujourd'hui, nous avons une armée d'instituteurs rouges dont le nombre est de 600, et une autre armée d'étudiants au nombre de 500 qui fréquentent les écoles supérieures prolétariennes.

Aujourd'hui, l'émancipation de la femme turque et sa participation à la vie publique est un fait accompli. Des milliers de femmes turques prennent part aux travaux des soviets; 161 d'entre elles président les soviets des villages. Plus de 50.000 jeunes filles et femmes vont à l'école. La participation des femmes à l'oeuvre de la production a de même augmenté d'une façon frappante. Lors de la campagne électorale des soviets, 50% et, par endroits, même 80% des femmes turques ont pris part à l'agitation.

Enfin, aujourd'hui, sur les ruines des haines nationales, des luttes fratricides, les ouvriers et les paysans d'Azerbeïdjan ont élevé l'édifice de la fraternité, de la solidarité et de la sincère collaboration avec les travailleurs de la Transcaucasie et de toute l'Union. Aujourd'hui, l'Azerbeïdjan soviétique, au seuil de son 10me anniversaire, s'élève comme un phare enflammé qui éclaire la route de l'émancipation de l'Orient tout entier. Prères balkaniques, ne croyez pas aux mensonges intéressés aux chahinies infâmes que les valets du capitalisme et de l'impérialisme, les moussavattistes, ainsi que les menchévistes géorgiens et les dachnastistes arméniens également chassés de leurs pays par les travailleurs, répandent au sujet de l'Azerbeïdjan soviétique en particulier et de l'Union des Soviets en général.

Nous sommes entrés dans la voie de notre régénération complète, dans la voie de la construction socialiste.

Taghiev

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Internationale Uebersicht der letzten zwei Wochen

Die englischen Wahlen und die europäischen Probleme

Die englischen Wahlen, welche am 30. Mai stattfanden, können einen bedeutenden Einfluß nicht allein auf die allgemeine Lage in Großbritannien, sondern auch auf die europäische und internationale Politik ausüben.

Wie man weiß, erlitt die konservative Partei eine katastrophale Niederlage, während die Arbeiterpartei die Mehrheit eroberte, wenigstens eine relative Mehrheit, da ja die Liberalen die Bilanz zwischen Konservativen und Labouristen machen werden.

In der inneren Verwaltung vertritt die Arbeiterpartei die Arbeiterklasse, deren Forderungen sie erhöhen und verwirklichen wird müssen. Sie ist zwar äußerst gemäßigt, und ihr Programm erscheint so schlichtern, daß es sogar in vielen Punkten von der liberalen Partei angenommen werden kann. Die Ereignisse können sie jedoch zwingen, ihre eigenen Wege zu verlassen, und der Widerstand der britischen Bourgeoisie, welche ihre Privilegien wie alle anderen verteidigt, wird sie aller Voraussicht nach aus der Zurückhaltung reißen, in der sich ihre offiziellen Chefs gefallen.

Wir wollen hier die Folgen der Wahl vom 30. Mai im Hinblick auf die europäische Lage betrachten. Es wird der Arbeiterpartei nicht möglich sein, außer wenn sie ihr kürzliches Betragen ablehnen, auf dem Geleise Baldwins und Sir Austen Chamberlains zu verharren.

Es haben zum Beispiel Publizisten und Redner der Arbeiterpartei ständig den europäischen Faschismus, den bulgarischen und jugoslawischen, sowie den italienischen Faschismus gebrandmarkt. Während sich Sir Austen Chamberlain mit Mussolini verbrüderte, verurteilten die Führer der Labour Party strikte und entschlossen die Regierungsmethoden, welche in Rom wie in Belgrad, in Sofia oder Bukarest vorherrschen. Es wäre ihnen keineswegs leicht, morgen das zu verherrlichen, was sie bis jetzt bloßgestellt haben. Weder Jivković, noch Liaptscheff — um nur von diesen zu reden — werden von nun an in London dasselbe Entgegenkommen und dieselbe Mitwisserschaft finden, wie bisher. Wenn Ramsay Mac Donald und seine zukünftigen Mitarbeiter aufrichtig waren, als sie sich gegen den weißen Terror auf dem Balkan und an der Donau erhoben, werden sie zahlreiche Gelegenheiten haben, ihre Aufrichtigkeit zu beweisen. Aus diesem Grunde kann der sozialistische Sieg in England in dem südöstlichen Teile unseres Kontinents günstige Nachwirkungen haben.

Andere Probleme jedoch verdienen gleichfalls erwähnt zu werden. Seit verganginem Jahre wurde die Minoritätenfrage nicht nur vor dem Völkerbund, aber auch vor das menschliche Gewissen gebracht.

Auf diesem Kontinent gibt es Millionen und Millionen Individuen, welche gegen ihren Willen in Staaten einverleibt wurden, deren Bevölkerung andersartig ist. Sie leben in untergeordneten Bedingungen. Ihre gemeinsamen Forderungen werden nicht erhört. Obwohl auch viele außerhalb des Balkans wohnen, sind sie am Balkan selbst sehr zahlreich. Die Großmächte der Entente und die unter ihre Vormundschaft gestellten kleinen Staaten hüten sich, den trotz allem berechtigten Klagen ein Ohr zu leihen. Die am Ende des Weltkrieges geschlossenen Vereinbarungen, welche für diese Minoritäten Garantien sichern, wurden nicht respektiert. Die Außenämter, welche diese Verpflichtungen auf sich genommen haben, tragen für ihre eigenen Versprechen Spott und Mißachtung zur Schau. Vor sechs Monaten bekam eine Völkerbundkommission den Auftrag, Vorschläge auszuarbeiten, welche zwar das Schicksal der Minderheiten nicht verbessern, ihnen aber wenigstens ein Mittel geben sollten, ihre Klagen in einer nützlichen Weise vorzubringen. Die Kommission, der Austen Chamberlain vorstand, befließte sich jedoch, diese Projekte zu ersticken. Die englische Labour Party, welche sich gegenüber den unterdrückten Minderheiten des Balkans und allerorts mitfühlend zeigen mußte, wird sich nicht, ohne ihren eigenen Prinzipien Gewalt anzutun, wie die Konservativen betragen können.

Die Kleine Entente

Man hatte und hat noch viel Mühe, um genaue Informationen über die in Belgrad abgehaltene Konferenz der Kleinen Entente zu erlangen. Die bekannten Tatsachen sind folgende: Rumänien, Jugoslawien und die Tschechoslowakei erneuerten die Verträge, welche sie seinerzeit paarweise geschlossen hatten, um im Notfall mit den Waffen die Verträge von Trianon und Neuilly aufrecht zu erhalten. Weder Ungarn noch Bulgarien können daher für den Augenblick mit einer Revision dieser Verträge, einer Revision, welche übrigens Ungarn viel offener als Bulgarien fordert, rechnen. Die drei Außenämter haben diesen Verträgen beiderseits einen Freundschafts- und Schiedsvertrag vorangestellt, welcher für alle drei dieselben Verpflichtungen nach sich zieht. Es gibt daher da etwas ganz neues.

Man weiß noch, daß die drei Außenämter entschlossen sind, jedwede neue Prozedur für die nationalen Minderheiten zu verhindern. Die Tschechoslowakei hat eine deutsche Minderheit; Rumänien magyare und bulgarische Minderheiten (wir rechnen Bessarabien, dessen Territorium mit Gewalt annektiert wurde, nicht mit); Jugoslawien eine große mazedonische Minderheit. In einem Worte, die Belgrader Zusammenkunft hätte einen Rechtszustand zu befestigen, der dem Siege der Waffen entsprungen ist und sich keineswegs um die Wünsche der Bevölkerungen gekümmert hat. Es muß hier nicht von Recht und von freier Wahl gesprochen werden. Man könnte übrigens nicht vergessen, daß Jugoslawien ein faschistisches Regime hat, das Regime des Generals Jivković, und daß Rumänien unter dem Maniu-Kabinet dasselbe unantastbare Mißachten der Verfassungsgrundsätze bezeugt, wie früher unter dem Bratiano-Kabinet.

Hat sich die kleine Entente konsolidiert oder nicht? Es ist dies ein Punkt, den man nicht so ohne weiteres beantworten könnte. Es ist jedoch sicher, daß der Budapester Besuch des polnischen Außenministers, Herrn Zaleski, das Bukarester Kabinet sehr in Unruhe versetzt hat. Umsomehr als Zaleski in der rumänischen Hauptstadt erwartet war, wo er, sagt man, den Beitritt Polens in die Kleine Entente vorbereiten sollte, und daß diese Reise aus nicht recht klar ausgedrückten Gründen verschoben worden ist. Polen, das sich gegenwärtig einer Kombination mit Italien, dem Feinde Jugoslawiens, nähert, scheint sehr wenig geneigt zu sein, in eine Kombination einzutreten, die es automatisch in Konflikt mit Italien setzen würde. Man könnte wirklich nicht sagen, daß in dem Donau-Europa und Balkan-Europa der Friede sich immer mehr festsetzt.

Türkei und Griechenland

Hier gibt es übrigens eine ziemlich beunruhigende Episode. Wenn auch Jugoslawien einerseits, Italien, Albanien und Bulgarien andererseits Beziehungen pflegen, deren Kälte an Feindseligkeit grenzt, so sind die griechisch-türkischen Beziehungen ausgesprochen schlecht. Die zwischen Athen und Angora seit langer Zeit fortgesetzten diplomatischen Verhandlungen über den Austausch und Uebersiedlung der Bevölkerungen und deren Güter, kommen zu keinem Resultate. Vergeblich hat sich Italien als Vermittlerin angeboten und bemüht, mit der Hoffnung, daß ein Uebereinkommen seinem Prestige und seinen Interessen im nahen Orient dienen würde; vergeblich hat sich der Koadjutor Mussolinis im Palazzo Chigi, der Unterstaatssekretär Dino Grandi, hintereinander zu Herrn Venizelos und zu Mustafa Kemal begeben; vergeblich hat der Duce im verflorenen Monat Tewfik Ruscchi Bey empfangen, es kam zu keinem Kompromiß. Und die Spannung wird immer größer. Sie kommt besonders in den Seerüstungen zum Ausdruck, die die Türkei so hastig betreibt, indem sie zur dringenden Ausführung Kriegsschiffe bei der italienischen Industrie bestellt hat, und in den entsprechenden Bestellungen des griechischen Kabinetts. Es fehlte dort unten nur noch diese Kriegsgefahr. Auf alle Fälle, müssen die Regierungen des Balkans und des nahen Orients mehr denn je beaufsichtigt werden. Es ist nicht notwendig, noch einmal die Notwendigkeit des Programmes zu betonen, welches wir hier stets verteidigen.

Paul Louis

Die Diktatur ruht nur auf den Bajonetten

10. Juni 1929

Seit sechs Monaten schwebt das Schwert der Diktatur des blutigen Tyrannen Alexander und der Offiziersclique der Weißen Hand über den Köpfen der Bürger Jugoslawiens. Das Diktaturregime, welches dem Volke prahlend Ordnung der Staatsverwaltung, Hebung der Volkswirtschaft und Wohlstand im Lande versprochen hat, zeigte sich nach halbjähriger Dauer in seiner vollständigen Nacktheit als ein faschistisches Regime, welches im Lande wirtschaftliches Elend und Brachliegen erzeugt. Es stellte durch seine terroristischen Verwaltungsmethoden, durch Verfolgungen, Verhaftungen und Ermordungen der politischen Gegner, Horthy-Ungarn und Zankoff-Bulgarien, ja selbst Mussolini in den Schatten.

Weit entfernt, die wirtschaftliche Krise in Jugoslawien zu lindern, hat die Diktatur diese nur verstärkt. Zwei Drittel der Staatseinnahmen wurden auf die Erhaltung der Armee, der Polizei, der geheimen Fonds und der Schuldentilgung verwendet. Die Diktatur erhöhte das Militärbudget um 500 Millionen Dinar; Millionen und Abermillionen wurden für den Polizei- und Spionageapparat ausgegeben. Belgrad, Agram, Sarajewo und alle anderen größeren Städte befinden sich in einer Art Belagerungszustand und sind von einer Armee und Legionen Spitzeln und Detektiven besetzt. Jede Belgrader Straße beschäftigt einen besonderen Detektiv. Alle diese formieren Brigaden von zwölf Mann, welche einen ständigen Sitz mit Telephon in einem Kaffeehaus oder Gasthaus haben. Dasselbe ist auch in Agram der Fall.

Die einzige Sorge, welche die Diktatur des Hofes und der Offiziersclique mit Hilfe der Kapitalisten und Großgrundbesitzer bis heute hat, ist die Stärkung des Polizei- und Spitzelapparates, die Reinigung der Armee von allen Offizieren, welche nicht geneigt sind, blind jeden blutigen Befehl der Diktatoren auszuführen. Alle anderen Bedürfnisse des Landes und des Volkes sind außer Acht gelassen. Die Folgen dieser ungeheuren Verwüstungspolitik zeigen sich auf allen Seiten.

Das Diktaturregime konnte die wichtigste Frage der Linderung der wirtschaftlichen Krise, die Frage der Erhöhung der Getreideausfuhr, der Milderung der Arbeitslosigkeit und des Elends in den passiven Gebieten, nicht lösen. Der Hauptausfuhrartikel ist im Lande geblieben. *35.000 Waggon Weizen im Werte von 1,5 Milliarden Dinar ist unausgeführt geblieben*, da er mit dem amerikanischen Weizen auf dem Weltmarkte nicht konkurrieren konnte. Die Konsumkraft der Massen fiel infolgedessen in bedeutendem Maße. Die Einfuhr während der ersten vier Monate 1929 zeigte ein Manko von 201,440.330 Dinar im Vergleich zu den ersten vier Monaten des vorigen Jahres (zirka 8%). Die Einfuhr blieb jedoch höher als die Ausfuhr, so daß die *Handelsbilanz für die ersten vier Monate um 437.747.958 Dinar passiv war* (Einfuhr: 2.362.925.137 Dinar; Ausfuhr: 1.925.177.179 Dinar). Die Erwerbskreise erkennen an, daß das jugoslawische Getreide sich auf dem Weltmarkt überhaupt nicht wird behaupten können, dies umso weniger, wenn man berücksichtigt, daß die Regierung zur Hebung der Landwirtschaft keine Unterstützung gewährt. Die Neusatzer Börse meldet den katastrophalen Sturz des Banater Weizens, und dies gerade im Sommer, wo die Preise vor der Ernte steigen sollten! Die Preise bewegten sich im Feber um 330 bis 340 Dinar, im März 360—370, im April 300, Mai 235 Dinar. Die Schwere der Wirtschaftskrise drückt besonders auf Serbien, Mazedonien und Montenegro, welche die Folgen der zehnjährigen Herrschaft der großserbischen hegemonistischen Politik der Belgrader Kapitalisten und Bankiers mit aller Wucht zu fühlen bekommen. Die Konkurse häufen sich. Im Laufe der ersten vier Monate 1929, wurden 505 Konkurse angesagt, gegen 441 im vergangenen Jahre. Auf Serbien und Montenegro entfallen 417 (gegen 314 im Jahre 1928). Von 70 Konkursen im Monate Mai in Serbien entfallen 60 auf Kaufleute und Gewerbetreibende. Diese beginnen nun rasch, sich der Hoffnungen, welche sie anfangs in die Diktatur gesetzt haben, zu entledigen. Unter der Wucht der Krise leiden aber vor allem die armen Bauern und städtischen Arbeitermassen. Die serbischen Bauern beginnen offen ihre Mißstimmung und ihren Unmut zu zeigen. Auf den Märkten gossen die Bauern zum Zeichen des Protestes gegen die erhöhten Steuern, den Branntwein auf die Gasse. Die ökonomische Krise wird sich besonders in Mazedonien fühlbar machen, wo die Mohnpflanzungen gänzlich zugrunde gegangen sind und die Tabakkultur und die Viehzucht auf die Hälfte zurückging.

Das großserbische Diktaturregime setzt aber auch weiter seine großserbische Politik durch die staatlichen Geldinstitute fort, um die ungeschmälerte Macht der großserbischen Bankiers zu erhalten. Der Verwaltungsrat der Nationalbank

beschloß seine Kreditpolitik auch weiter auf den alten Grundsätzen, das heißt auf denen der Bevorrechtung der großserbischen Bankiers und der Großindustriellen zu führen. Es ist bekannt, daß nur die Belgrader Bankiers und Industriellen im vorigen Jahre von der Nationalbank doppelt soviele Kredite erhielten als das ganze Land.

Auch der größte Druck der Finanzbehörden konnte die vorgesehenen indirekten Staatssteuern nicht eintreiben. Infolge der verminderten Kauffähigkeit der Massen hat das Tabak-, Salz- und Zündholzmonopol im vorigen Budgetjahre um 48 Millionen Dinar weniger als die vorgesehene Summe eingebracht (26+38+20).

Von den vorgesehenen staatlichen Investitionen ist keine Rede. Die Frage der Arbeitslosigkeit der Bauern in den passiven Gebieten: Herzegowina, Dalmatien, Montenegro, den slowenischen Murinseln, löst die Diktatur, indem sie die Bauern einfach in Massen den deutschen Agrariern und französischen Bergwerksbesitzern ausliefert. Schon begann man etappenweise die Bauern zu expedieren (Es wurden 100.000 Dalmatiner, Montenegriner und Herzegowiner nach Frankreich expediert und dort unter die Kontrolle der serbischen faschistischen Organe gestellt).

Die finanzielle Lage der Diktatur ist ihre schwächste Seite. Die Staatsausgaben erhöhten sich, die Staatseinnahmen wurden vermindert, so daß die Regierung gezwungen war, von dem Konsortium *STAB* die Auszahlung der ganzen schwedischen Zündholzleihe, welche sonst erst im Oktober fällig gewesen wäre, zu verlangen. Die Diktatur arbeitet nach allen Seiten hin, um eine große Anleihe, von der ihre Rettung abhängt, zu bekommen. In Haag wird über die Frage der serbischen Vorkriegsschulden verhandelt, welche im günstigsten Falle für Jugoslawien mit der Verpfändung der Einnahmen aller Staatsmonopole und Eisenbahnen und der Abzahlung von 491 Millionen Dinar jährlich enden wird.

Mit seiner wirtschaftlichen und finanziellen Politik hat das Diktaturregime das Elend allerorts vermehrt und die Unzufriedenheit der Massen gestärkt. Diese Unzufriedenheit ist in den serbischen Gebieten ebenso stark wie in Kroatien, Mazedonien, Montenegro, Kossovo, Dalmatien und der Herzegowina. Dieser Unzufriedenheit schlossen sich auch die patriotischen Elemente aus der Voivodina an: Freiwillige und Kolonisten, welche ebenfalls die Peitsche des heutigen Regimes der Großgrundbesitzer gespürt haben. Die Grundlage, auf welche sich das heutige Regime stützt, ist auf einen engen Kreis von Finanziers, Großindustriellen und Großgrundbesitzern beschränkt. Es wäre dem Regime unmöglich, auf einer so engen Basis ohne Anwendung der starken Machtmittel zu regieren. So nehmen die Belgrader Diktatoren jeden Tag zu diesen Machtmitteln, zu Bajonetten der Polizei und der Armee, Verfolgungen, Verhaftungen, Prügelungen und Ermordungen der politischen Gegner, Zuflucht.

Kroatien sieht heute wie ein besetztes Land aus. Jeder angesehene Führer der ehemaligen bürgerlich-demokratischen Koalition steht unter polizeilicher Bewachung. Ihre Heime sind durch Geheimpolizei kontrolliert. In der letzten Zeit fing die Polizei an, auch diese ruhigen Führer der kroatischen Bewegung zu verhaften. Pribicević ist konfiniert. Fünf kroatische Advokaten, unter ihnen Pernar und Košutić, die Führer der Radić-Partei, wurden verhaftet, weil sie gevagt hatten, bei der Konstituierung der Anwaltskammer in Zagreb vorzuschlagen, daß man in der Begrüßungsadresse an den König den Wunsch nach Rückgabe der nationalen Rechte an das Volk einfügen möge.

Die bestialische Ermordung der Arbeiterführer Djaković und Hećimović zeigt mit welchen blutigen Methoden das Regime die revolutionäre Energie der Arbeiterschaft, welche in den ersten Reihen des Kampfes gegen die Diktatur steht, zu erdrosseln gedenkt. Neben deren Leichen wurden noch sieben Leichen ohne Köpfe gefunden, welche wahrscheinlich von eingekerkerten Arbeitern stammen, die von der Polizei getötet wurden. Die Namen der Verhafteten werden immer geheim gehalten. Die Verhafteten dürfen keine Beziehungen mit ihren Familien aufrecht erhalten. Bestialische Prügelungen und Gliederbrechen in den Gefängnissen von Belgrad, Agram, Skopje und Sarajewo sind an der Tagesordnung.

Mazedonien, Kossovo und Montenegro sind von jeder öffentlichen Kontrolle abgeschnitten. Niemand weiß, was dort geschieht. Die Nachricht von der Auslieferung des Hakkı Stermilli und anderer 40 Albaner, welche auf Gnade und Ungnade Ahmed Zogu übergeben worden sind, die Nachricht von der Ermordung des Mazedoniers Christo Georgieff in Strumnitza »bei einem Fluchtversuch«, die Nachricht von blutig unter-

drückten Teilaufständen in Montenegro geben uns eine Ahnung, unter welchem ungeheuren Druck sich die unterdrückten Völker in Jugoslawien, in Mazedonien, Kossovo und Montenegro befinden.

Aber gerade durch diesen ungeheuren blutigen Terror zeigt die Diktatur ihre Schwäche. Auf Bajonetten allein, mit deren Hilfe die Diktatur ihre Herrschaft fortzusetzen gedenkt, kann man nicht lange sitzen. Die bewaffneten Zusammenstöße der Montenegriner mit den Diktaturbehörden zeigen am deutlichsten, daß das Maß voll ist. Die Zeit des entschlossenen Kampfes naht. Deswegen muß man die Vorbereitungen zum Kampfe gegen die Diktatur beschleunigen.

Wir fordern alle unterdrückten Völker Jugoslawiens, alle kampfbereiten Elemente der Arbeiterklasse, alle (ausgeplünderten und zugrunde gerichteten serbischen Bauernmassen auf, in eine Front gegen das blutige Diktaturregime des Königs Alexander und der Offiziersclique der Weißen Hand einzutreten. Nur mit vereinten Kräften, nur indem wir mit aller Energie die Organisation des Kampfes gegen die Diktatur verfolgen, werden wir imstande sein, die serbischen Tyrannen bald zu stürzen.

N. Matijević

Die Mazedonisierung Kroatiens

Früher sprach und schrieb man in Kroatien, nie und da von Leiden und blutigen Verfolgungen des mazedonischen Volkes; man erzählte, ohne eigentlich daran recht zu glauben, wie die großserbischen Eroberer die Häuser der mazedonischen Freiheitskämpfer anzündeten, ihre Anwesen vernichten, und auch wie die Polizei und die Gendarmerie, im Auftrage der Behörden, die politischen Häftlinge in den Polizeiarresten und Gerichtsgefängnissen grausam martert, blutig schlägt, wie diese in den Kerkern verenden, oder einfach von den Gendarmen bei einem »Fluchtversuch« erschossen werden.

Nun ist auch Kroatien ein zweites Mazedonien geworden. In seiner Hauptstadt töten die Staatsbehörden vor den Augen der ganzen Welt die wehrlosen politischen Gefangenen, massakrieren in den Gefängnissen die politischen Gegner des Regimes, füllen die Kerker mit den unschuldigen Opfern der tobstüchtigen Diktatur.

Die Ernennung des neuen Chefs der Zagreber Polizei in der Person des berüchtigten Janko von Bedeković ist ein klares Zeichen, daß die Diktatur fest entschlossen ist, jeden Versuch eines Widerstandes im Blute zu ersticken, und daß sie mit allen Mitteln der »starken Hand« bestrebt sein wird, die linksstehenden Gruppen zu terrorisieren und vor allem jede Aktion im Dorfe zu verhindern.

Der neue Chef der Zagreber Polizei ist das echte Symbol des blutigen Regimes und das getreue Ebenbild des herrschenden Systems und seiner Leute. Ein scheußlicher und niederträchtiger Typus, zu Allem bereit und zu Allem fähig, seine Ausgeburt der menschlichen Gesellschaft und eine Zierde des Spitzelwesens ist Janko von Bedeković, ein erprobtes Werkzeug in den Händen eines jeden. Er dient eifrig und ergeben, weil er keinen Funken Menschlichkeit besitzt. In der österreichisch-ungarischen Monarchie erwarb er sich als Polizeiagent durch eifrige Verfolgung der jugoslawischen nationalen Revolutionäre unsterbliche Verdienste und zeichnete sich durch seine unübertriffene Perfidie in den Hausdurchsuchungen der jugoslawischen nationalistischen Jugend und Politiker ganz besonders aus. Univ.-Prof. Dr. Gjuro Surmin erzählt in seiner gerade in den letzten Tagen erschienenen Studie: »Die revolutionäre Jugendbewegung«, was die jugoslawischen Nationalisten während des Krieges und in den Jahren unmittelbar vor dem Kriege von diesem Janko von Bedeković ausstehen mußten, wie sie ständig in der Gefahr lebten, durch seine Denunziationen mit dem Strick um den Hals an einem Richtpflock zu hängen. Um sich bei seinen damaligen Vorgesetzten einzuschmeicheln, hatte Bedeković seinem Hunde den Namen »König Peter« gegeben und rief ihn so herausfordernd an öffentlichen Plätzen.

Die jugoslawischen Nationalisten konnten wahrlich damals nicht einmal im Traume erwarten, daß gerade dieser Janko von Bedeković in nicht langer Zeit in dem von ihnen erträumten Freiheitsstaate einmal Vertrauensmann des Hofes und die einzige Stütze der Dynastie Karageorgewitsch in den kroatischen Ländern sein wird. Man muß die Wahrheit sagen: Janko von Bedeković hat dieses Vertrauen seines Königs auch verdient. Während der Regierung des Nationalen Blocks war

die ganze Polizeimacht in seinen Händen. Noch sind seine grausamen Strafexpeditionen gegen die republikanische kroatische Bauernbewegung in den Komitaten Zagreb, Varaždin, Bjelovar, und seine Verfolgungen des Stefan Radić in lebhafter Erinnerung. Nach dem Zusammenbruche der republikanischen Bewegung des Radić, wurde ihm in Wien die wichtige Mission anvertraut, die illegale Tätigkeit der Emigranten zu überwachen und zu verfolgen. Seine polizeilichen und diplomatischen Schritte bei der österreichischen Regierung gegen das Organ der unterdrückten Balkanvölker, die »Balkan-Föderation«, sind nur zu gut bekannt, ihre Mitarbeiter ließ er durch seine Detektive und eine Schar bezahlter und gedungener Spitzel der Wiener jugoslawischen Gesandtschaft ständig überwachen. Nachher wurde er in Erwartung seiner zukünftigen Aufgaben einige Zeit der »Glavnitscha« in Belgrad zugeweiht und wurde dann auch Polizeidirektor in Skopje, um die »mazedonischen Methoden« aus eigener Anschauung besser zu kennen und sich in diesen Methoden besonders zu spezialisieren. Mit solchen Erfahrungen bewaffnet, wurde er nach Zagreb versetzt, um die Diktatur retten zu helfen, um sie in Kroatien mit denselben blutigen Mitteln zu erhalten, mit welchen sich die großserbische hegemonistische Macht gegen den einheitlichen Willen des mazedonischen Volkes in Mazedonien erhält.

Die Diktatur spürt, daß sie auf vulkanischem Boden schwebt; daß das ganze werktätige Volk einen unverhüllten Haß gegen sie hegt; daß ihr auch das Bürgertum nicht so folgt, wie sie es erwartete. Das Ausbleiben der großen Auslandsanleihe macht die Industriekreise stutzig; sie sind in Hoffnungslosigkeit übergegangen, als sie sahen, daß das Regime, um in seiner Geldnot Atem schöpfen zu können, nicht einmal die Fälligkeit der zweiten und dritten Tranche der schwedischen Zündholztristanleihe abwarten konnte, sondern sich beeilte, diese Tranchen, welche am 23. Juli 1929 bzw. am 23. März 1930 fällig sind, an die Londoner Rothschild-Gruppe unter der Nominale zu verkaufen. Auch in diesen Kreisen herrscht einerseits tiefe Resignation, andererseits maßlose Erbitterung, da sie sahen, daß die Diktatur selbst dieses Verschleudern des Volksvermögens als einen großen Erfolg des Regimes darstellte, da die »ungeheure« Summe von 759 Millionen Dinar einige Monate früher in das Land gekommen ist!

Janko von Bedeković hat angefangen, nach den Intentionen des historischen Manifestes vom 16. Jänner 1929 des »Großen Königs« zu arbeiten.

Die Polizei und die Gendarmerie sind in ständiger Bereitschaft, die Detektive überschwemmen die Städte und Dörfer, jeder wird bespitzelt und überwacht. Minister a. D. Svetožar Pribičević, seinerzeit der allmächtige Polizeiminister in SHS, findet in später Nacht — gegen 3 Uhr früh — bei seiner Rückkehr in seine Wohnung, den berüchtigten Spitzel Alfr. Grauer vor. Gegen diesen Alfr. Grauer war seinerzeit in Zagreb ein Attentat ausgeführt worden und der kroatische Jugendbündler Marko Ozanić steht jetzt als der Attentäter vor dem Sonderstaatsgerichtshofe in Belgrad. Grauer wühlte in den Papieren des Pribičević und untersuchte dessen Koffer nach Beweisen über eine angebliche jüngste republikanische Gesinnung dieses seinerzeitigen Trägers des P. P.-Regimes (Pasić Pribičević).

Die Gefängnisse sind voll jugendlicher und Arbeiter. Sie werden monatlang in Polizeiarresten gehalten, ohne dem Gerichte überstellt zu werden. Sie werden dort mit Ochsenziemern grausam geschlagen, mit Schodersäcken bearbeitet, in die schmutzigen und feuchten dunklen Zellen geworfen; sie werden gezwungen, auf den Knien über scharf geschliffene Steine zu gehen, dürfen keine ärztliche Hilfe in Anspruch nehmen und müssen stehend stundenlange Verhöre aushalten, um angeblich geheime Verschwörer anzuzeigen und Verschwörerorganisationen aufzudecken. Es ist ihnen jede Lektüre verboten. Ueber ihre Ernährung, braucht man kein Wort zu verlieren. Wenn diese politischen Gefangenen dem Gerichte vorgeführt werden, sieht man deutlich die Spuren der Mißhandlungen. Es sind keine Menschen mehr, sondern nur Bilder des Elends und Jammers. Müheles kann man an vielen politischen Gefangenen Zeichen seelischer Verwirrung infolge der erlittenen Polizeimißhandlungen erkennen, wie dies auch im Prozesse Sunić an verschiedenen einvernommenen Zeugen klar bemerkt wurde.

Alle diese Scheußlichkeiten und Grausamkeiten sind ganz Zagreb bekannt, und doch schweigt man! Weder die Jugoslawische Akademie der Wissenschaften und Künste, noch die Kroatische Universität, weder Literaten noch Künstler, weder die Völkerbündliga, noch die zahlreichen kulturellen und sozialen Institutionen erheben ihre Stimme. Wir sprechen nicht vom Mord, den die Zagreber Gendarmen auf direkten

Befehl ihres Vorgesetzten, des Dr. Janko v. Bedeković, an den zwei geisteslosen Führern der Arbeiterbewegung in Jugoslawien, Gjuro Djaković und Nikola Hečimović, begangen haben; darüber war an besonderer Stelle die Rede. Wir erheben hier unseren Protest gegen die täglichen Mißhandlungen, welche die Zagreber Polizeibehörden an den wehrlosen politischen Gefangenen begehen, gegen jene unmenschliche Behandlung, welcher die Opfer des blutigen Regimes seit dem 6. Jänner ständig ausgesetzt sind. Wir rufen alle Kämpfer für Fortschritt, Gerechtigkeit und Freiheit in der Welt, alle Kulturinstitutionen der gesitteten Menschheit, alle unsere Kämpfer-

Der einseitige Gehorsam der Politik dieses Komitees von nossen für die Freiheit und Gleichberechtigung der Balkanvölker auf, gemeinsam gegen diese grausamen, menschenunwürdigen Methoden der unbarmherzigen Königsdiktatur zu protestieren. Das kroatische Volk schmachtet noch unter dem Joche der Knechtschaft, aber es wird nie die Hilfe vergessen, die ihm die treuen Freunde der Freiheit der Balkanvölker und die bewährten Mitkämpfer für ihre Freiheit gewähren.

Zagreb, 10. Juni 1929.

Kresimir Ivatičić

Die Entwicklung der kroatischen nationalen Bewegung

III.
Radić begann in den Dörfern Bauernorganisationen zu gründen. Er eröffnete Kurse für die analphabetischen Bauern, gab, gemeinsam mit seinem Bruder Anton, Zeitungen und Broschüren heraus, und gründete die Zeitung »Seljački Dom« (»Die Bauernheimat«) in der er den Grund zu der Bauernpartei legte.

Die Grundidee Radić's, was die politischen Methoden betrifft, war der organisierte Pazifismus der Bauern. Er war überzeugt, daß sich das Volk nicht mit den Waffen in der Hand gegen die Behörden erheben könne, daß es auch nicht die Behörden zu fürchten brauchte, da diese nicht im Stande wären, irgend etwas gegen den Willen des Volkes zu unternehmen, wenn dieses organisiert sei. Pribićević trennte sich auch bald von Radić, um sich der kroatischen Intelligenz anzuschließen. So kam es im Jahre 1906 zur Schaffung der serbisch-kroatischen Koalition, welche die Zusammenarbeit mit der ungarischen Opposition unter Kossuth beschloß. Als Franz Kossuth im Jahre 1906 in Ungarn zur Macht gelangte, gab er für die Staatsbeamten Kroatiens den Befehl heraus, für die serbisch-kroatische Koalition zu stimmen. Durch die Begünstigung Kossuths gelang es der Koalition, die »Magyaronen« (die den Ungarn willigen Leute), trotz des Khuen'schen Wahlsystems zu stürzen.

Die Anhänger Frank's und Starčević's in zwei Fraktionen der Rechtspartei — erhielten bei den Wahlen von 1906 zwanzig Mandate. Radić dagegen erhielt nicht einmal ein Mandat. Die kroatische Intelligenz blieb noch der Taktik treu, eine kleine Zahl wahlberechtigter Leute zu erobern und den Kampf nur um Mandate zu führen. Radić aber gewann die ganze nicht wahlberechtigte und ganz sich selbst überlassene Bauernmasse.

Radić zog in den Landtag von 1908 mit drei Mandaten ein, in den Landtag von 1910 mit zwölf Mandaten. In den Landtag von 1913 kam er von neuem mit drei Mandaten, jedoch mit der gleichen Stimmenanzahl, wie die kroatisch-serbische Koalition (45.000 Stimmen).

Die kroatisch-serbische Koalition geriet mit den Ungarn über die Frage der offiziellen Umgangssprache auf den Eisenbahnlinien Kroatiens und die »Eisenbahnpragmatik« in Streit. Dieser Streit diente in erster Linie der österreichischen Politik des Grafen Aehrenthal und rief gleich zu Beginn eine scharfe Obstruktion der kroatischen Abgeordneten im Budapester Landtag hervor.

Dies ist auch die Zeit, in welcher die Verfolgungen von neuem begannen; im Jahre 1909 organisierte man in Zagreb einen großen »Hochverrats-Prozeß«, im Jahre 1911 den Prozeß Friedjung in Wien. Dies alles hatte in erster Linie den Zweck, der Volksbewegung in Bosnien Schrecken einzujagen.

Im Jahre 1910 wurde der »Hochverrats-Prozeß« in Zagreb nach politischen Bemühungen des Banus Tomašić und der kroatisch-serbischen Koalition eingestellt. Svetozar Pribićević schloß mit dem Banus Tomašić im Namen der kroatisch-serbischen Koalition einen Pakt zur Einstellung des Prozesses und der Freilassung aller Angeklagten, in erster Linie der Brüder Pribićević, Adam und Valerian.

Im Jahre 1911 wurde Professor Dr. Friedjung seitens der kroatisch-serbischen Koalition angeklagt und gezwungen, vor dem Wiener Gericht seine »Dokumente« über den Hochverrat der kroatisch-serbischen Koalition zurückzuziehen.

Im Jahre 1910 setzte man in Kroatien das Kommissariat von Tzuvay ein. Im Jahre 1913 kam die kroatisch-serbische Koalition von neuem in den Budapester Landtag, wobei sich Tisza anschloß.

Die nationale Jugendbewegung und der Weltkrieg.

Nach dem zweiten Kommissariat von Tzuvay bricht sich eine Bewegung der Jugend gegen die legitimistische Po-

litik des kroatischen Landtages Bahn. Die Jugend erhob die Forderung nach einer Union der Föderativen Republiken der Südslawen.

Als Ergebnis dieses revolutionären Geistes der Jugend sehen wir die Attentate gegen ungarische Kommissäre. Im Jahre 1911 zielt Bogdan Zeraić gerade am Tage der Eröffnung des ersten bosnischen Landtages gegen den Statthalter von Bosnien, den General Varaschanić; im Jahre 1912 zielt Yukić auf Tzuvay, im Oktober 1912 Planinschick auch gegen Tzuvay. Im Juni 1913 schießt Doičić auf Schkerletz; im gleichen Jahre feuern sodann die jugendlichen Schefer und Kherzigonja auf Schkerletz; endlich kommt dann im Jahre 1914 das Attentat von Sarajevo, an dessen Organisation jedoch die schwarze Hand den wichtigsten Anteil hatte.

Zu Beginn des Weltkrieges ist Pribićević in Budapest. Radić stützt sich zuerst auf die Zentralmächte und benützt ihre Siege, um ein Friedensangebot zu verlangen. Er schlägt in Wien die Schaffung eines Staates aller Südslawen auf föderalistischer Basis im Rahmen der Habsburgermonarchie vor. Die Rechtspartei, besonders die Frankanhänger unterstützen die Idee des Trialismus und die Bildung des kroatischen Staates im Rahmen der Monarchie.

Im Jahre 1917 vollzieht Radić eine Schwenkung. Er beginnt einzusehen und zu proklamieren, daß die Habsburger die Germanisierung aller Slawen und nicht die Organisierung des Staates auf Grund der Souveränität des Volkes verfolgen. Deswegen stellt er sich auf den Standpunkt, daß die Existenz Oesterreich-Ungarns vollkommen überflüssig ist. Das leitende Komitee der kroatischen Bauernpartei Radić's nahm im Jahre 1917 ein republikanisches Programm an und begann die Lösung der slawischen Völker von der Habsburgermonarchie zu propagieren.

Uebrigens befand sich Oesterreich-Ungarn schon im Jahre 1917 in einem wahren Zustande des Verfalles. Unordnung in der Verwaltung, allgemeine Desorganisation, Massendesertionen, die Bildung »grüner Kader«, sowie die ganze Lage machten eine systematische und strenge politische Unterdrückung unmöglich.

Andernteils herrschte in Kroatien eine allgemeine Desorientierung der Geister. Im Zeichen dieser Desorientierung nahe das Kriegsende.

Die Besetzung Kroatiens und der »Rat des Volkes«

Nach dem Zusammenbrüche Oesterreich-Ungarns besetzten die serbischen Truppen mit Hilfe von militärischen Truppenteilen der Verbündeten Kroatien und verhinderten somit von Anfang an das kroatische Volk, sich frei über die Form seines zukünftigen Staates zu äußern.

In dieser Lage wurde mit Hilfe der verbündeten und serbischen Bajonette, ohne den Willen des Volkes zu befragen, der »Rat des Volkes« einberufen, welcher den Anschluß an Serbien proklamierte. Seine Entscheidungen über den Anschluß waren in voller Harmonie zwischen Nikola Pašić und dem Vertreter des jugoslawischen Komitees im Auslande, Dr. Ante Trumbić, geschlossen worden auf Grund des Textes des Paktes von Korfu vom 20. Juli 1917.

Die wichtigsten Rollen in diesem politischen Spiele wurden von Dr. Trumbić, Dr. Koroschetz und Svetozar Pribićević als Agenten der Dynastie Karageorgević besetzt, welche durch das am Anfang des Krieges durch kroatische, slowenische und serbische Emigranten der Oesterreichisch-ungarischen Monarchie gegründete Jugoslawische Komitee die Politik der Karageorgević verwirklichte.

Das Jugoslawische Komitee verfolgte in den Entente-ländern die Politik der »nationalen Einheit und der Union mit Serbien«. Dr. Trumbić war dessen Präsident. Die wichtigsten Mitglieder desselben waren Dr. Nikola Stojanović, Ivan Mestrović, Velko Petrović, Dr. Niko Zupanić usw.

Der einzige Gegner der Politik dieses Komitees von den zahlreichen im Ausland lebenden kroatischen Staatsmännern war Franz Supilo. Er hatte sofort und richtigerweise erkannt, daß das Jugoslawische Komitee nichts anderes als eine Agentur der serbischen Regierung in Korfu war.

Stefan Radić und die Kroatische Republikanische Bauernpartei sprachen sich sofort gegen die Entscheidungen des »Rates des Volkes« und gegen den Pakt von Korfu, gegen die Politik des Jugoslawischen Komitees und der serbischen Regierung aus.

Was die Frage der »Union« anbetrifft, forderte Radić daß diese nicht durch ein gewöhnliches und formelles Abstimmen der früheren Abgeordneten erfolge, sondern durch ein Uebereinkommen zwischen dem kroatischen und slowenischen Volke mit Serbien. Sein Programm war föderalistisch und republikanisch.

Das imperialistische Belgrad sah hierin die unmittelbare Gefahr für seine Hegemonie und die Opposition Radićs wurde alsbald als zerstörend erklärt.

Radić und die Republikanische Kroatische Bauernpartei antworteten hierauf mit der Fernhaltung von der Belgrader Skupschtina, an welcher sie während sechs ganzer Jahre nicht teilnahmen.

So kam es, daß die zentralistische Vidovdan-Verfassung auch nicht unter Mitarbeit der Republikanischen Kroatischen Bauernpartei ausgearbeitet wurde, welche entschiedenst gegen dieselbe auftrat.

(Ende)

Rodoljub Jurišić

Der Kampf um die allgemeine Amnestie in Rumänien

Seit zehn Jahren tobt in Rumänien der Kampf um die allgemeine politische, militärische und Agrar-amnestie. Als sich die Nationalzaranistische Partei in der Opposition befand, nahm sie diese Forderung der rumänischen Arbeiterklasse und der Öffentlichkeit Europas zur Plattform, um in ihrem Kampfe um die Macht breite Schichten der arbeitenden Bevölkerung sowie die Sympathien des Auslandes um sich zu scharen. Aber einmal zur Macht gekommen, entpuppte sich auch diese Partei als ein stockreaktionäres Instrument, das sich jeden Mittels bedient, um die Freiheitsbestrebung der unterdrückten Volksmassen im Blute zu ersticken.

Die nationalzaranistische »Amnestie« stellt die frechste Herausforderung des Gewissens Europas und den größten Betrug an der rumänischen Arbeiterklasse dar. Diese »Amnestie«, die Niemanden befreit, ist ein Hohn und wirft Rumänien in das dunkelste Mittelalter zurück.

Seit einem Monat befindet sich der »amnestierte« Ing. M. Pauker im Hunger- und Durststreik, er schwebt in

Todesgefahr, seit fast zehn Jahren erduldet Bujor die fürchterlichsten Qualen im »Schloß des Todes« Doftana, seit Jahren erdulden Schmach und unbeschreibliche Leiden Ing. Gurov, Boris Stefanoff, Zaharescu, Dobrogeanu-Gherea, sowie Tausende andere politische Gefangenen.

Diese Opfer müssen befreit werden; der Kampf um die wirkliche, allgemeine Amnestie muß erst recht beginnen, damit alle diese Kämpfer aus den Krallen der rumänischen Klassenjustiz befreit werden.

Nachstehend einige Protesttelegramme:

An den Regentschaftsrat!
An den Ministerpräsidenten Maniu!
An den Justizminister!

Bukarest

Obwohl eine wenn auch unzulängliche Amnestie proklamiert ist, wird dennoch die Festhaltung politischer Gefangener, denen Amnestie zustand, fortgesetzt. Selbst der im Hunger- und Durststreik befindliche Ingenieur Pauker, der mit dem Tode kämpft, wird schwer mißhandelt. Wir fordern dringend seine und der übrigen politischen Gefangenen Freilassung.

Justizrat Dr. von Holten Justizrat Dr. Herzfeld
Rechtsanwalt Dr. Apfel

*

An den Regentschaftsrat!
An den Ministerpräsidenten Maniu!

Ungenügender Amnestieerlaß empört die Öffentlichkeit Deutschlands. Die politischen Gefangenen Pauker, Dobrogeanu-Gherea und andere werden weiter widerrechtlich in Haft behalten. Pauker wird mißhandelt, obwohl er infolge Hungerstreik in Lebensgefahr schwebt. Wir protestieren und verlangen sofortige Freilassung der Genannten und aller politischen Gefangenen.

Kurt Tucholsky
Egon Erwin Kisch
Arthur Seehof

Karl von Ossietzky
Siegfried Jakob
Doktor Litten

*

An den Regentschaftsrat!
An den Ministerpräsidenten Maniu!
An den Justizminister!

Laut europäischen Pressemeldungen ist politischer Gefangener Pauker durch Hunger- und Durststreik in Todesgefahr. Ueberdies werden Mißhandlungen gegen ihn verübt. Obwohl Pauker als nicht endgültig Verurteilter unter Amnestie fällt, wird er weiter in Haft gehalten. Wir fordern erträutet seine sofortige Freilassung.

Professor Rudolf Beyer
Frau Karin Michaelis

Professor Fries

Mazedonien den Mazedoniern! — Der Boden den Bauern!*)

Die Nationalitätenfrage in Mazedonien ist zu gleicher Zeit eine Bauernfrage
Die nationale Befreiung des Bauern bedeutet die Lösung der Agrarfrage

VIII.

Wenn wir die Zusammensetzung des mazedonischen Volkes betrachten, so sehen wir, daß 85% desselben Bauern sind. Wenn wir die Lage der Bauern betrachten, sehen wir, daß mehr als zwei Drittel von ihnen sich durch ihre harte Bodenarbeit kaum ein Stückchen trockenes Brot verschaffen können. Zwei Drittel des mazedonischen Volkes befinden sich daher in einer elenden wirtschaftlichen Lage. Diese Unglücklichen sind es, die die schwerste Last nationaler Unterdrückung tragen müssen, denn sie sind es, die die überwiegende Mehrheit des unterdrückten mazedonischen Volkes bilden.

Die Unterdrückung des mazedonischen Bauern datiert seit langem, seit Anfang des Mittelalters, seit dem mittelalterlichen serbischen, bulgarischen und griechischen Staate, in welchem der Bauer der feudale Sklave — der »Meropah« oder »Otrok« — des serbischen, bulgarischen und griechischen Großgrundbesitzers war. Dieser Sklaverei folgte jene der türkischen Feudalherren: der Spahis, Agas und Beys. Die Bauern waren die Sklaven, die »Rayas« der türkischen Großgrundbesitzer, welche den Boden zuerst für lebenslanglich erhalten hatten, in der Folge jedoch diesen Boden in ein Erbgut umwandeln und sich als »Tschiftlik Sahibi«,

zu Großgrundbesitzern ausriefen. Die Bauern waren gezwungen, diesen Boden als »Tschiftdjis« — als Pächter — zu bearbeiten und dem Eigentümer davon ganz enorme Teile ihrer Ernte abzuliefern: meist die Hälfte, im glücklichsten Falle ein Drittel. Die hohen türkischen Staatsbeamten besaßen den ganzen Boden und erfreuten sich als Parasiten der Früchte der harten Arbeit des Bauern. Die mazedonischen Bauern, wie übrigens alle anderen Bauern unter türkischer Herrschaft, schmachteten unter dem Joch der Agas und Beys.

Aus diesem Grunde zielten die Anstrengungen des mazedonischen Volkes zur Befreiung vom türkischen Joche, ganz besonders auf die Befreiung aus der Knechtschaft als Tschiftdjis: Die nationale Befreiung bedeutete für sie in erster Linie die Befreiung vom Joche der Agas und Beys und der Besitz des Bodens, welchen sie mit ihrem Schweiß und Blut getränkt hatten und dennoch nicht ihnen gehörte, des Bodens, für welchen sie selbst, Hunger und Elend leidend, den Eigentümern einen Großteil des Ertrages abliefern mußten.

Diese Lage des mazedonischen Volkes war den Nachbarstaaten, Bulgarien, Serbien und Griechenland, wohl bekannt. In ihrer völkischen Propaganda unter den Mazedoniern erwähnten sie stets laut und vernehmlich, daß sie in erster Linie den mazedonischen Sklaven vom Joche

*) Siehe Balkan-Föderation Nr. 115 vom 1. Mai 1929.

der Agas und Beys befreien und ihm den Boden, welcher ihm von den Agas und Beys geraubt war, zu eigen geben würden. So hegten die armen Mazedonier in großer Zahl die Hoffnung, daß die bürgerlichen Staaten Bulgarien, Serbien und Griechenland sie von den Tschiftlik-Sahibis befreien und ihnen den Boden zurückgeben würden.

Die mazedonischen Bauern sahen aber bald nach ihrer »Befreiung« seitens einiger Balkanstaaten, daß die Rückgabe des ihnen zukommenden Bodens die letzte Sorge der »Befreier« war. Sie sahen sehr bald, daß diese Staaten nicht um die Tschiftli-Sklaven zu befreien Krieg geführt und Mazedonien gefordert hatten, sondern lediglich, um sich der Reichtümer Mazedoniens zu bemächtigen: um mittels der mazedonischen Bevölkerung ihre Armeen für neue Eroberungskriege zu vergrößern, um die Fabriken und Handwerksbetriebe billig nachzufüllen, um neue Millionen Steuerpflichtige zu erobern, welche den vergrößerten Staatslasten aufhelfen und die Börsen der herrschenden Clique füllen sollten. Sie hatten wirklich weder die Zeit noch den Wunsch, den Bauern den Boden rückzuerstatten.

Im Jahre 1912 besetzte Serbien Mazedonien, aber der mazedonische Bauer blieb weiter ohne Boden. Im Jahre 1918 besetzte Serbien von neuem Mazedonien; der mazedonische Bauer aber erhielt keinen Boden. Noch heute ist er ohne Boden.

Die heutigen Regierenden und Staatsmänner von Jugoslawien machten den armen Mazedoniern die schönsten Versprechungen. Dies machten sie auch gegenüber den Bauern anderer Gegenden und ermahnten sie, zuzuwarten und sich noch ein klein wenig zu gedulden.

Die Bauern ließen sich auch wirklich in die Irre führen. Anstatt sich selbst den Boden zu nehmen, der doch ihnen gehörte, warteten sie, daß die Machthaber Gesetze und Reglements über die Agrarfrage ausarbeiten und ihnen ihren Boden geben.

Sie warteten, daß die kapitalistischen Großgrundbesitzer, welche in ihrem eigenen Lande die Bauern ausrauben und plündern, den armen mazedonischen Bauern Boden geben!

Was taten diese Herren, welche in Jugoslawien an der Macht waren, für die Agrarfrage?

Sie bemühten sich in erster Linie, die Agas und Beys zu beschützen, welche mit ihnen in der Ausbeutung der armen Bauern zahlreiche gemeinsame Berührungspunkte haben. So veröffentlichten sie im Februar 1919 ein Gesetz, nach welchem den Agas und Beys nur dem Scheine nach der Boden entzogen und den Bauern zurückgegeben wird. Sie dekretierten den Kauf. Anstatt daß die Agas und Beys dafür bestraft wurden, daß sie sich den Boden durch Jahrhunderte angeeignet und auf Kosten der Bauern gelebt hatten, anstatt daß sie für dieses Banditentum bestraft wurden, erhielten sie Entschädigungen! Entschädigungen für den Boden, der ihnen nicht gehörte! Sie verkauften daher den Boden, der anderen gehörte! Diese Entschädigungen wurden ihnen durch den Fiskus bezahlt, das heißt, daß der arme mazedonische Bauer sie durch noch drückendere Steuern, Lasten und Monopole usw. zahlen wird.

Die Agas und Beys verkauften jedoch nicht nur den Boden, welcher den Bauern gehörte, als ihr Eigentum, sondern das kapitalistische jugoslawische Regime ließ ihnen auch weiter Güter, unter dem Vorwande, daß sie selbst ihren Boden bearbeiteten! Die armen mazedonischen Bauern und Rayas wissen gut, wie diese Güter plötzlich aus dem Boden geschossen sind. Die herrschende Clique in Jugoslawien weiß dies auch sehr gut. Die »Beglucis« genannten Güter wurden durch den Raub am Boden des Bauern geschaffen. Nach den in erster Linie gegen die Agas und Beys gerichteten Revolten und Aufständen der mazedonischen Bevölkerung, versuchten diese Agas und Beys, den Boden noch fester in ihren Händen zu behalten. Sie trennten den fruchtbarsten Boden von ihren Gütern und verwandelten ihn ganz einfach in »Beglucis«, indem sie ihn von denselben Bauern, denen er geraubt worden war, in Tagelöhnerarbeit bearbeiten ließen. Jedes Mal, wenn der türkische Staat, unter dem Drucke der Unzufriedenheit der armen Bauern, versuchte, die Lage der Tschiftlis zu bessern, vergrößerten die Agas und Beys ihre Beglucis.

Ja, noch mehr: Die Agas und Beys zwangen die Tschiftlis mit Gewalt, ihnen Erklärungen zu unterfertigen, in welchen die Letzteren bestätigten, den Agas und Beys Grund und Boden verkauft zu haben. So verankerten sie sich auf dem Boden der Tschiftlis. Die Regierenden in Jugoslawien erklärten diesen geraubten Boden als Eigentum der Agas und Beys. Sie erkannten »gesetzlich« diesen Ban-

ditismus an, da sie selbst auch im »freien« Jugoslawien, sich den Boden des Bauern für Steuern und Schulden zu Wucherzinsen aneignen. Die Agas und Beys sind ihre Verbündeten, ihre Brüder. Das ist der Grund, warum sie auch mit ihnen eine gemeinsame Regierung gebildet haben. Die Agas haben schon hunderte von Millionen als »Entschädigungen« erhalten und werden noch hunderte von Millionen erhalten.

Die serbischen und jugoslawischen Machthaber, die Verbündeten der Agas und Beys, haben die Anwendung der Agrarreform in Mazedonien vollständig aufgehoben. Die Agas und Beys wurden die allmächtigen Herren der Beglucis und knechteten die mazedonischen Bauern ganz wie in den Zeiten der türkischen Sultans, indem sie ihnen Bodenrente, Pachtzins und andere Lasten auspressen. Ferhad Bey Draga und die anderen Beys besitzen noch heute ungeheure Landstriche Wiesen, Wald und Weidegrund. Ihnen zur Seite, an die Stelle der in die Türkei ausgewanderten Agas und Beys, kamen die Minić, Kojić, Petrović, Račić usw., welche sich den Boden mit Gewalt aneigneten. Der Boden, welcher unter die Bauern aufgeteilt hätte werden sollen, wurde von ihnen, »gekauft«, ganz so, wie es seinerzeit die türkischen Herren machten.

Die armen mazedonischen Bauern blieben noch immer ohne Boden oder besaßen kaum zwei bis drei Joch, was nicht einmal für trockenes Brot reichte.

Durch den Schein einer Agrarreform wollten die serbischen Machthaber nur Zeit gewinnen, um die Forderungen der Bauern zu ersticken, um das Militär und die Polizei zu bewaffnen, damit sie den Boden der Bauern rauben können. Von einer Million Joch Land, welches den Gutsbesitzern gehörte, erhielten die armen Bauern kaum ein Zehntel. Die Leute an der Macht, und die mit der Anwendung der Agrar-»Reform« betrauten Beamten, gaben den Boden den Meistbietenden. Die Beys und Agas verkauften den Boden, der Gegenstand der Agrar-»Reform« war, als ob er ihnen gehörte. Jene, welche das meiste Anrecht auf den Boden hatten, welche ihn durch die Arbeit langer Jahre gekauft hatten, die armen landlosen Bauern, die Tschiftlis, blieben und bleiben ohne Boden. Auch die armen Türken erhielten keinen Boden.

So ist die »nationale« und »Befreiungs«-Politik der serbischen Machthaber gegenüber den Mazedoniern und den anderen armen Bauern der anderen Provinzen aller Nationalitäten.

Die anti-mazedonische »nationale« Politik der serbischen Regierenden spiegelt sich auch in allen Einwanderungs- und Kolonisationsmaßnahmen. Sie kolonisierten nach Mazedonien Kriegsfreiwillige und Bauern anderer Gebiete und gaben ihnen hauptsächlich den Boden, welchen die armen mazedonischen Bauern erhalten hätten sollen. Diesen Kolonisten gaben sie den Boden keineswegs dort, wo er im Ueberfluß vorhanden ist, keineswegs die unermesslichen Domänen des Staates, der Kirche, der Grafen und Barone aus der Vojvodina und Kroatien; sie siedelten tausende dieser Kolonisten samt ihren Familien in den Gebieten von Kossovo, Tsvetschan, Metochia und Skoplie an, um Mazedonien zu serbisieren, um aus diesen Kolonisten Instrumente im Dienste des Staates, der Unterdrückung und Ausbeutung zu machen, und sich ihrer gegen die mazedonischen Bevölkerung zu bedienen, im Falle eines Aufstandes zur Förderung der Rechte und Freiheiten.

Um einige Kolonien »abzurunden«, eigneten sich die Besitzer große Stücke Boden an, welche armen Bauern gehörte, ja selbst Grundstücke, welche Staatseigentum waren, und lieferten so zahlreiche Landarbeiterfamilien dem Elend aus.

Die reaktionären Machthaber und Unterdrücker von heute säen durch eine solche Kolonisationspolitik nur Haß unter der Bevölkerung. Sie sagen den Kriegsfreiwilligen und Kolonisten, daß sie in unzureichendem Ausmaße Boden und Inventar bekommen, nur weil die einheimischen Bauern es nicht erlauben; den eingeborenen Bauern versuchen sie andererseits glauben zu machen, daß sie nur infolge der Kriegsfreiwilligen und Kolonisten keinen Boden bekommen. Sie hoffen, durch diese Feindschaft, welche sie zwischen den beiden Teilen säen, sich eine Unterstützung ihres blutigen Regimes in Mazedonien sichern zu können.

Es fällt aber den heutigen reaktionären Machthabern nicht einmal im Schlafe ein, selbst den Kolonisten eine wirkliche und ausgiebige Hilfe zukommen zu lassen. Von 6000 Kolonistenfamilien befinden sich kaum 2000 in den neuen Kolonien; 4000 lehnten eine Hilfe ab, die ihnen keinesfalls eine Lebensmöglichkeit gewährte.

(Fortsetzung folgt.)

Kosta Novaković

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ БЗИЦИ

Една годишнина

9 юни 1923 — 9 юни 1929

В памет на **мартенските жертви — български и македонски революционери, паднали в борбата против българския фашизъм**

Шест години на варварска фашистка диктатура! Шест години на печувани страдания за работния български народ! На 9 юни 1923 г. бе написана най-гънвата страница на българската политическа история, на доблестния български народ, честен, трудолюбив, днес жертва на един режим на безчовечен терор.

Шела от банкери, фашисти, едри буржуа и събственици, подпомогнати от чуждите империалисти и от международната реакция, от българската военна клика и от контра-революционерите врагелести, издебна народа и взе властта.

Един пощен полвиг. Един кадан. Държавен преврат. Легалното конституционно правителство на лидера на българските земеделци — Стамболийски е свалено. Самият той, година част от колегите му, много революционери и мнозина чески противници на надигания се фашизъм, са избити и арестувани.

Работния народ от много области на страната се повдига, за да защити земеделското правителство. Ворците и за нещастие, са удавени в собствената им кръв през топове и картечници.

Фашизмът държествува. Ерата на политическите убийства и на фашисткия терор е отворена. Сливския декрет е падналите в борбата срещу фашизма революционери се удължава без спир.

Режимът става непоносим. През м. септември 1923 г., очакваните работници и селяни се повдигат, за да дадат решително сражение на фашизма. Една епопея. Непознат пример на кураж и на самоотрицание на един революционен народ, който иска да брани своята свобода. За нещастие, те са обиди. Нито си прав печат в делата страна! Тя е покритата с праур и гробища. Фашизмът анкувал от оня момент до днес фашизма, в неговата най-варварска форма, е абсолютен господар в страната.

Каква обаче, равностежката на този 6-годишен период на фашистка диктатура? Това се знае много добре.

Повече от 25.000 революционери — най-добрите, са избити. Повече от 1.000 политически затворници гледат в заданите на Ляччев. Техното число се увеличава ежедневно. Повече от 3.000 политически емигранти носят тежкия кръст на емигрантството, живущи в неопикуема мизерия. Целия политически живот на страната е скован. Българския фашизъм се опитва да въздвори тишината, която царува в гробищата. Строят се нови затвори. Армия от дефективни жандари и офицери! Нищо друго. Тук жандара е най-големата власт. Бота на българските фашисти, това е Мусолини.

Непозната в страната скъпотиа. Мизерия. Безработица. Глад. Самоубийства от глад. Масови фалити. Разбойничество — много признаци за една дълбока политическа и економическа криза.

„Политиката“ на българския фашизъм окончателно фалира. Фашисткото слънце залеза.

Безоройни са жертвите, които фашизмът взе между македонското население, живущо в пределите на България. Днес, това население е жертва на двоен терор: терор упражняван от българските джелати и от македонските фашисти. Тези последните купени от Ляччев и от Мусолини, имат жалката слава да бъдат платенините убийци на собствените си братя, на собствените си народи.

Ахмед Зогу от Македония под българска власт фашисткия бандит Иван Михайлов е върховен господар в тази област. Избиват се хора произволно, право се. Противниците на фашизма — приятелите на братството на балканските народи, честните борци за Балканската Федерация, са изгребвани.

Днес, за щастие, революционните български работници и селяни се надигат! Всичките техни организации, въпреки всичко, се засилват! Целия български народ е с тех. Последните избори, големата народна акция за обща политическа амнистия, павромайските демонстрации, гигантските стачки на българския пролетариат и още много други факти, са най-убедителното доказателство за това.

Българския фашизъм отслабва. Неговия фронт, се утхва. Това са революционните маси, които атакуват фашизма във отбрана.

Българските работници и селяни се готвят да нанесат в близко бъдеще един решителен удар на фашизма. В тази решителна борба нема никакво съмнение — това е фашизмът, който ще бъде победен.

Така, измъчени българския народ, който даде толкова скъпи и незабравими жертви, ще бъде възмезден.

Обгоревски

9 юни 1923 г. и фашистката ВМРО

Това беше точно преди 6 години. Това беше през 1923 година. На 8 срещу 9 юни с. г., цела България беше под ежазклатническия юмрук на българските банкери, чорбаджии, офицери и фашизирани интелегенти. Всички градове и села беха, още същата нощ, в орданно положение. Улиците беха заети от верни на Босната лига войски и банди, които беха въоръжени от жадните за власт и кръв български фашисти. Никой не смееше да излезе на улицата, защото рискуваше да бъде веднъга застрелян като куче. Почнаха арестите на видни земеделски водители. Почна окупиратото на нощи, околийски и окръжни управления, градоначалства, тари и пр. Навред се водеха ожесточени боеве между привържениците на земеделския режим, от една страна, и тия на българската буржуазия от друга. България се превърна в една кървава арена на борба за власт. Откриха се дверите на гражданската война. В водо-въдреза, на тая война беха избити почти всички по-видни земеделски водители, по-големата част от министрите, даже и самия Стамболийски, който бе ранен на кърво в македонските ливота — комити в следствие на хвърлен в кърваните (води) на река Марица. Много от депутатите на БЗНС, както и по-дейните привърженици на земеделското движение, беха избити пак от тия македонски комити, по един въдрже жесток и безчовечен начин. В кървавия поход, който българската буржуазия организира против българските селяни, най-активно участие взе организацията на Т. Александров и Ал. Протогеров. Въоръжените неги, на тая организация се опладоха да кървави вакханалии по отношение на своите родни братя, които беха, им отворили своите обятия на широко гостоприемство. Нема село и град, където тия комити да не са разлякали десе в майчина утроба. Нема селска хижа, която да не са покрили в черно. Целата страна превърнаха в долина на смъртта. Всички уойдества на по-видни земеделски водители, като по-по-нещ от Стамболийски и свършеи с последния дядар в което и да е село — привърженик на земеделското движение, бе заклан като яре от четите на фашистката ВМРО. И днес, право името македонец се смета като символ на падащ и убиец.

Но това е само имърото действие на тая кървава драма, която българските фашисти разиграха върху гърба на собственния си народ. След като яе стъпиха здраво на краката си, отвори се ерата на още по-страшни страдания за българските работници и селяни. Периода от 9 юни 1923 година до 23 септември 1924 е една непрекъсната верига от най-страшни престъпления, които новия кабинет, от професори и генерали, регистрира в историята на светото кърваво управление. До тоя момент обаче, борбата беше насочена главно против БЗНС, като една от най-големите политически партии в страната, от страх да не би да минира новата власт на българската буржуазия. След като БЗНС беше изваден вън от строя на опасните противници за българската буржуазия, тая последната насочи своите

главни удари против Втората по големина в страната ополжителска партия — тайна на българските работници, безимотни и маломотни селяни — Балгарската комунистическа партия. От този момент насетне почва вече Второто действие на истинската гражданска война, което е единственото най-главно действие в страниците на най-новата българска политическа история — и невъзможно е да се види от страниците.

През септември 1923 година българските фашисти предприеха своя кървав поход против БКП. Всички сили на черната реакция беха вълпана парад. Водачите на партията беха арестувани. Разните наказателни отряди — «Шпиз команди», разните родолюбиви организации като «Родна защита», «Жуборак», «Военната лига», социалистическите отряди на Социал-демократическата партия, шатристическите и шовинистически елементи от фашизирания македонска младеж, които бяха вече организирани в Македонски младежки съюз, фашистката ВМРО на Т. Александров и Ал. Протогеров, отрядите на руските контр-революционери в България, беха ежипирани в цяла босва амунтиция от новата власт в поход против БКП. Страната беше обявена отново в абсурдно положение. В всички градове и села се разпоредиха Военната лига, която ржкободеше и главните военни операции против заставената да трабне оржжие БКП, за да брани застрашените свободи на българските работници и селяни. Откри се фронта на борбата между хората на труда от градовете и селата от една страна и силите на черната реакция, от друга. Почна истинската гражданска война, която обхваща всичките краища на България. В водовъртежа на тази гражданска война паднаха безчислени жертви. Обаче, жертвите дадени от хората на труда беха вжн от борбата. Те беха избити по разните завории, обществените безопасности, из равните каварми, при опит за бегство, или изчезнали безследно. В тази гражданска война българската буржуазия отвори вярха на своята кржвожадност, която надмина всички възможни предели. Експесите стигнаха своята кулминационна точка. Историата на никоя гражданска война не познава таква жестокоост над чевинни работници и селяни, както тази на Септемврийското народно въжстание. Потупаването на това предизвикано от новата власт народно въжстание, не остана кжво един страшен исторически паметник, който на вечни времена ще говори за страшната кржвожадност, която българските фашисти проявиха над българския трудов народ. Защото, жестокоостите, които те извършиха през време на това въжстание, засенчиха славата и на един Гайфе, който се прослави по своите жестокоости през време на въжстанието на парижкия пролетариат — Парижката комуна. Даже жестокоостите при нахлуванията на Чингис-хана, Атила и Тамерлан биднеят пред тях, които извършиха българската буржуазия. Най-главно участие в тия жестокоости взе пак фашистката ВМРО. Палаческата роля в туемиряването на това народно въжстание беше възложена на четите на тая организация, която беше наградена с лавров венец за извършеното от нея през време борбата против ВЗНС. Всички Варшомеески офицери, които беха организирани из разните краища на България, беха главно нейно дело. Нейно дело беха и избиванията на всички по-видни комунистически водители, на всички по-дейни сторонници на освободителното дело на българския трудов народ. Целата нейна дейност е само престъпления и убийства, както по отношение е на собствения си народ, тжй и по отношение на братския български народ.

А какво да кажем за нейната «освободителна» дейност в Македония под българска власт, в она нещастен край, който се казва Петрички окръг, без да говорим за нейната предателска и престъжна дейност по отношение на поробенния македонски народ, останал в Македония под сръбско и гржко иго?

Сме ли в състояние да изборим в една статия имената на всички ония честни македонски революционери и дейци, числото на които е с хиляди, паднали от престъпната ржка на тая кржвожадна банда от убийци? Достатъчно е да се прелистят броеве 77 от 1 октомври 1927 г. на в-к «Балканска Федерация» и 49 от 10 септември 1927 г. на в-к «Македонско Дело», за да се види до къде е стигнал садизма на тая престъжна банда. Но как може да се обясни тая нейна дейност? Тая дейност на фашистката ВМРО може да се обясни само с нейната наемническа рол на палач в служба на българската кржвава буржуазия, която сжщо тжй е палач на собствения си народ.

Фашистката ВМРО, която е родена и закрмена в утробата на българското кржваво чорбаджиство, не може да бъде носител на идеите на македонското освободително движение. Тя нема нищо общо, нито с Македония, нито с поробенния македонски народ! Тя е враг на поробенния македонски народ, както българския фашизъм е враг на българските работници и селяни.

Но тази кржвава диктатура на българския и македонски фашизъм ще бъде пометена от съвместната революционна борба на българския и македонския трудов народ, който все борят в единен фронт за своето освобождение. Под общия техен напор и под тая на дуги селите класни народи на целия Балкан, ще бъде вкрутена оградата на потисничеството, което души всички трудящи се в балканските страни и ще се извоюва свободата на поробените балкански народи. Тогава и Македония ще бъде свободна, независима и обединена, в рамките на свободния съюз на освободителен балкански народ.

Цар Борис, Лячев и С-ие на подсждимата скамейка

Птуването на цар Борис в чужбина предизвика една буря от протести в всичките столици на централна Европа, които той посети: в Виена, Прага, Берлин и Брюксел. Особено тжй в Берлин, протестната вълна бе извършно мошна, тъй като царското посещение съвпадна с откриването на изложбата «Кржавия поток в България» под покровителството на Германската лига за правата на човека.

От времето на кржавия император Николай последни, пребиванието на един от коронованите народни джкати, редко е предизвиквало една таква буря от протести и от единодушно презрение в европейските столици.

Целата българска правителствена преса и др. фашистки вестници обхваха планши от деувни и нападки както срещу международния пролетариат и неговите протестни манифестации, тжй и против организаторите на изложбата, на първо место срещу Германската лига за правата на човека, която нарекоха «бощевизирана организация». Те поискаха закриване на изложбата, най-малко изваждане на карикатурите на цар Борис. Когато тези опити на пресата не дадоха никакъв резултат, правителството на Лячев се оинта да опровергае броя — единствен броя — на жертвите на белия терор и правителствените жестокоости. Министрия на Правосъдието, Д-р Кулев, обет натовареш в еролита на защитник. Този жалък тип изпрати незабавно телеграми до чуждестранните лица, които беха протестирали против терора в страната, предлагайки им веджжк за винали да спрат своите досадни протести. Той адресира, между другото, една телеграма до Секретариата на Мервената помощ на централната Рейнска област, в Киолн. Той изпрати сжщо тжй едно изложение до «Vorwärts» в Берлин, в едно обяснение върху документите по изложбата, в едно тамжй изжжение.

Ние не ще се занимаем тук с шикалжавенията на Д-р Кулев; ние искаме само да посочим на няколко сжжршенно пресни факти, които говорят много ясно за стойбата на тия извържания.

Под заглавието «Скандала», органа на Демократическата партия, на тази легална опозиционна партия, тжй близка на Лячева, писа следното:

«Слово правителствен орган» е възмутен от изложбата, организирана в Берлин от Германската лига за правата на човека.

Но преди да се сжрдят на другите, створисгите трябва да се сжрдят на себе си. През септември 1923 и през април 1924 година не видехме ли да се извършиха жестокоости, които ще ни изпълнят с ужас и отвращение още дълго време? Где беха проче, властите не за да предотвратят тия оизлишни жестокоости? («Знаме» от 3 юго).

В сжщото време, когато правителствената преса откри тази контра-кампания и подкани целото българско общество мнение да протестира срещу изложбата в Берлин и срещу многобройните протестни телеграми от чужбина, Лячевото правителство извърши масови арести. Арестуваните работници, обвинени като членове на забранената Българска комунистическа партия, беха подложени в престолутата българска Дирекция на полицията на най-зверски изтезания. Безмислието на всичките фрази на министър Д-р Кулев върху «модернизма» на ЗЗД и върху «неговите независими и добре подготвени сжди», е очевидно, като имаме пред вид писаното в герейтирания вестник «Знаме» който публикува тектуално:

«Ние получаваме непрекъснато протести, в които се казва, че при последното разкриване на делегациите, организации, е упражнена една истинска инквизиция. Не се виждаме заставени на изпидном нашия глас, за да искаме повече човечност. («Знаме» от 30 март т.г.)

Четири главни редактори на работнически и селски вестници беха хвърлени в затвора, защото протестираха против ужасните мъчения, на които беха подложени арестуваните. Опозиционни депутати, принадлежащи на «легалната» опозиция казаха по повод разискванията в Камарата бюджета на полицията, че тази последната може да се сравни само с турските кърджалийски орди на средните векове («Знаме» от 2 април т.г.)

Нещо повече: режима на убийствата на Цанков-Ляпчев бе признат като такъв, през тия последни дни, от самия Цанков. В своята последна публична реч в София, на 21 април, той заяви това публично, открито. Той призна факти, които до сега беха постоянно отричани от правителството: безбройните политически убийства от шревата през юни 1923 г. и заяви, че някои стовористи напразно се опитват да хвърлят другиму кържавите последници от преврата. Ако дори завесата, скриваща тия събития би се вдигнала, той, Цанков — не ще бъде от това никак засегнат (sic) — той се счита чист пред своята съвест (re-sic). След което, сбръщайки се към своите съперници Ляпчев, генерал Вълков и др., той се провикна: »Други убиваха, а аз станах жертвата (алюзия за падането му от власт 1926 г.). Некои ме канят днес да повдигна завесата; каня ги да го направят те сами...«

В момента, когато целата опозиционна преса сочи и подчертава тези признания на главния джелат, правителствените вестници са страшно разсмърдени от тях и се опитват, но напразно, чрез конфузни статии, да се освободят от тия обвинения и да излезат от това мъчително положение.

Моцното движение срещу белия терор, започнато напоследък в страната и подкрепено от кампанията на българската и чуждестранна преса прикова на позорния стълб джелатите на българския народ — цар Борис, Ляпчев и С-ие.

М. Николов

Аграрната база на герилата в южна Добруджа

Една нова вълна на терор и кървави насилия се надига от ново в южна Добруджа. Добруджанската преса се пълни всекидневно с тревожни вести. Тя съобщава за обсадата на цели села, за масови арести и инквизиционни мъчения, за работнически нападения, за тежко ранени и убити селянини. Озверените кучо-влашки банди на ново виднеят. Зад тях стоят, както и по-рано, жандармерията и войската, развратната ромънска администрация, а сега включително и правителството на Маниу—Михалаки.

Добруджанските селяни на ново са хвърлени в ужас. От техната памет още не са заличени страшните спомени за кланената през 1926 г. в Шахинлар, Гарван, Попина, Старо-село, Сеново, Дайдър и пр., които покосиха живота на 70 души. Те не са забравили Кочанските погроми през 1927 г., когато беха горени живи хора; те не са забравили

за терористическата вълна през 1928 г., която доведе до хайдушкото разграбване на техната реколта. Добруджанските селяни добре разбират смисъла и на сегашните кървави изтълпления. Тая година е особено критическа за тях. От една страна, природните бедствия — големия студ и измръзване на зимните посеви, сушата през пролетта и опасността да бъдат компрометирани и пролетните посеви, от друга — вероятността да бъде оплячосана реколтата им и тая година от колонистите. Призрака на глада застрашава да довърши разрушителното дело, което ромънската колониционна политика с такъва упоритост върши от анексията насам. И тогава съдбата на южна Добруджа, некогашната житница, нема по нищо да се различава от тая на разрушена и гладуваща Бесарабия.

Причините за настоящата герила в южна Добруджа, правителството на Маниу тепърва се мъчи да открие. Областта е наводнена от анкетни комисии. Сам Михалаки, придружен от държавния подсекретар на Вътрешното министерство, Едуард Мирто, обиколи в края на м. май добруджанските села. Обаче, терора и изтълпленията не спреха. През последните месеци, в цар Асеново бе убит Васил Цонев, а 20 души смазани от бой; в Ялъ-Ючурман тежко ранени беха селяните Иван Стойчев, Георги Панайотов, Константин Панайотов и Иван Рашков; в село Капаклии, тежко ранен беха 4-ма селяни; освен това, станаха масови побоища и арести на селяните в Суус-кой, Сатълъмпъ, Кая бей-кой и пр.

Ясно е впрочем, че паралелно с анкетите и министерските посещения, следва и ще продължава и в бъдеще герилата в южна Добруджа, защото причините, които я предизвикват, не са отстранени. Нейните причини се коренят в аграрната политика на ромънските управници. В тая политика не настъпи никаква промена при новото правителство. Маниу следва делото на либералите. Обещаната ревизия на закона за земите се оказа само едно предизборно мошеничество. Ограбването на земите на добруджанските селяни продължава. Близко от половината техни земи са загребани от държавата и продължават да се раздават на колонистите. Колонизацията расте, правителството я подкрепи с отпуснатия 30 милионен заем, като същевременно чрез всички средства цели да прогони местното население. Южна Добруджа е единствена от анексираните провинции, в която нема никакво оземляване на местните селяни, а напротив, се ограбват и техните земи.

Тая политика на ромънската буржуазия не може да има други резултати, освен да свърже още по-тесно борбите срещу националния гнет и за национално освобождение, с борбите за едно справедливо разрешение на аграрния въпрос.

Добруджанските селяни, които се борят за запазване на своите земи и за едно разрешение на аграрния въпрос в свой собствен интерес, са една гранитна основа на национал-революционното движение и една гаранция за близкия успех и реализиране на идеалите на това движение — свободната Добруджанска република.

Добруджански

Протестния щурм в Германия против белия терор и фашизма в България*)

Кореспонденция от Берлин

Няколко кратки изводи

Принудени сме да спрем публикацията на многобройните протестни документи. Техното общо количество надминава няколко стотин. Още продължават да постъпват документи, а много протести са изпратени направо до българското правителство и неговите представители в Германия. От известните до сега резултати се вижда, че протестния щурм е обхванал този път повече от 1,000,000 души пролетарски свет и над 15,000 души интелектуалци. Само подписите, сложени при протестните документи, включително събраните при Българската антифашистка изложба такива, възлизат над 10,000. С тази протестна акция Германия зае първото място в задграничната борба против фашизма и белия терор в България. Тук искаме да се спрем на кратко върху причините на този грамаден успех, върху самите успехи, върху някои слабости на местото и значението на Германия в задграничната борба против фашизма и белия терор в България и върху някои изводи, които се палат да направим. Успехите на тази протестна кампания не се изчерпват само в приведените по-горе данни. Те са значително по-

големи, откожкото това показват тия сухи цифри сами по себе си. Преди всичко тя нанесе голем удар на международния престиж на фашистка България. Истината върху режима, този път проникна в извънредно широки среди. Българското правителство и неговите представители в Германия беха отрупани с протести. Те се оказаха изолирани и безсилни в борбата си против бурното протестно движение. Те беха заставени да заговорят, но така, че по-добре би било за тях да мълчат, както вече години под ред гузно мълчаха. Преди всичко, представителите на фашистка България избегаха от една открита дискусия с протестиращите маси и с техните многобройни организации. Те избегаха пред протестните делегации. Но те не можаха да скрият от своето правителство огромния натиск, на който беха подложени.

Още по-трудно стана техното положение, след като тежко преди пристигането на цар Борис последни, бе открита Българската антифашистка изложба от Германската лига за правата на човека, която й даде ново име: »Българския кървав поток«. Това откриване на изложбата идеше след дейните минали успехи и след успеха на последната протестна кампания. Борис бе посрещнат с протести. Той бе

*) Гледай броеве 109, 110, 112 и 116 на »Б. Ф.«

чувствава само от реакционната преса и част от пресата, която е в връзки с Външното министерство. Опити да се заглуши протестния шум в Германия с казионния шум на някои казионни и реакционни вестници, пропадна. Тая кампания требваше да подпомогне водената в София бесна кампания против изложбата и целеше да подкрепи акцията на българското правителство пред германското правителство за закриване и запрещаване на изложбата. Тия опити обаче, пронаднаха жалко, именно поради грамадния успех на протестната кампания и изложбата, която я продължаваше. Цар Борис последни бе принуден да съкрати своята широка «лечебна» програма и без време напусна «гостоприемна» Германия, а изложбата бе продължена с още 10 дена.

Върху нея писаха десетки големи вестници и списания. Този неуспех на българското правителство и на неговите представители в Германия, намери широк отглас вътре и в чужбина. Българските джелати излезоха из търпение и министъра на Правосъдието има куража и наглостта с явни алъжки да опровергава кървавата истина върху режима. Надеждаме се, че отговора, подробен и документиран, който му се даде, му даказа, че по-добре би било за него и за режима, който представлява, да би си мълчал. Но тази кампания и успеха на изложбата развързаха най-сетне езиките на Цанкова и тъй наречената Българска лига за защита правата на човека. Последния излезе публично да се оправдава. Той заяви, че не той, а други са кляли, убивали, мъчили и те не са в неговия лагер, а в лагера на Ляпчев. Той обаче, предостави на тоя лагер инициативата да дигне завесата и тогава щела да блесне неговата невинност. Сам министър Кулев има наглостта да говори, че са избити само 200 души, но премълчава факта, че техните убийци са останали неоткрити и ненаказани. Като че ли това признание намалява с нещо отговорността на режима и силата на документираните обвинения против него!

При тия условия Българската лига за правата на човека, притисната от вътре и от вън, се принуди да поиска от Германската лига подробни сведения за изложбата, както и по изнесените факти. Ние се надеваме, че тя ще получи исканните сведения и сме любопитни да узнаем, ще откаже ли участието си в една международна анкетна комисия! Любопитни сме също тъй да узнаем, дали българското правителство и неговия кървав министър на Правосъдието, ще откажат да допуснат тая международна анкета, която ще им се предложи в интереса на истината. Тая анкета ще улесни двете крила на Сговора — това на Цанков и онова на Ляпчев, друг вместо тех да вдигне завесата, която те 6 години отказваха да вдигнат.

Именно превръщането на лозунга за международна анкета в актуелен лозунг, съставлява най-големия успех на протестния шум в Германия и на изложбата. Резултатите на този успех тепърва има да настъпят. Нека се надеваме, че кървавия режим в България и неговите носители, нема да избегнат тази анкета и създа на разбунтуваната световна съвест.

Към редицата успехи, които достигна натиска на германското обществено мнение и специално на германската пролетарска общественост, трябва да бъдат поменати още няколко. Тъй например: освободена бе конфискуваната сума от 212.000 лева, изпратена чрез Международната работническа помощ от Свещетските професионални съюзи за пострадали от земетръса работници и селяни; предадена бе на Сливенските политически затворници, конфискуваната помощ, изпратена от Германската червена помощ; на път са да бъдат освободени конфискуваните 130.000 лева, изпратени от Централния съюз за пострадали от земетръса и 15.000 лева, изпратени от Германската червена помощ за Софийските политически затворници. Ние нема да изтъкваме ролята, която протестния шум и протестното движение в Германия изобщо, заедно с целокупното задгранично протестно движение, изигра в спасяването живота и здравето на хиляди и хиляди български граждани.

Случайни ли са тези успехи? Случайно ли Германия заема такъво видно място в задграничната кампания против белия терор и фашизма в България? Какво е значението собственно, което Германия има в интернационалния фронт против българския фашизъм?

Преди всичко, Германия заема в баланса на външната търговия на България първо място. Тя участва почти с 25% в вносната и износната търговия на България. Колосални са стопанските и културните й връзки с България. Тук лежи нейното значение, от тук произлиза и ролята, която тя има да играе в международната борба против белия терор и фашизма в България. Като се вземат пред вид ржста на нейното стопанско, политическо и културно влияние на Балканите и в света, стават още по-ясни ролята и значението й. Поради това, фашистка България е силно уязвена в Германия. Поради това, ударите, които й се нанасят и могат

да й се нанесат още повече в Германия, се чувствуват тъй болезнено от фашистките джелати в България. Всичко това ще трябва добре да се има пред вид, с цел, още по-добре да се организира натиска и удара в Германия против режима на белия терор и фашизма в България. Направено е много, но още много предстои да се направи, за да бъдат използвани всички тия огромни възможности.

Но успехите се дължат не само на това благоприятно обективно обстоятелство. Те се дължат също тъй на онази непрекъсната информация, която се дава в Германия върху събитията и положението в България. Дължат се те, също тъй на подготовката и организацията на протестните кампании. Но и в това отношение не всичко е направено. Да се внесе система и планова организация, които ще удвоят и утроят досегашните успехи — ето близката задача. Нека се надеваме, че в това направление ще бъде добре използван досегашния опит, ще бъдат добре използвани, както успехите, тъй и слабостите и ще бъдат направени съответните изводи. Без да отричаме значението на протестите на демократическите, пацифистически и интелектуални среди, не особено подчертаваме големото значение на масовите протести, когато те са масови. За това се налага, преди всичко, без да се отслабва работата в другите среди, които са враждебни на фашизма и белия терор в България, засилване работата по линията на масовите пролетарски организации в Германия и в чужбина, а тъй също и сред самите маси в предприятията. Организационните форми и методите на тази работа са дадени, те са вече на дело приложени. Остава да се направят съответните изводи от досегашния опит и практически да се проведат и закрепят.

(Край)

Г. Ардов

Да живее Балканската Федерация!

Проблемата за Балканската Федерация беше некога въпрос на теоритически разисквания, особено в конгресите на социалистическите и революционни балкански партии. Това беше преди войните. Балканската и общоевропейската войни създадоха едно положение диаметрално противоположно на големата и щастлива идея за Федерацията на балканските народи.

Реязаха на парчета живото тяло на разните балкански страни от гледище военно и економическо на така наречените страни «победителки».

Отрезаха провинции от България, Македония, Албания, като дадоха на Ромъния нов подарък — южна Добруджа.

Световната война по-специално зарегистрира формирането на велика Ромъния и велика Югославия, давайки им голема маса от национални малцинства, често пъти поцивилизовани от самото «отечество-майка». Тези страни обаче, не успеха и до днес, въпреки нечовечния терор, който практикуват там, да асимилират тези малцинства и този въпрос, изострайки се всеки ден, причинява на потисниците една хроническа политическа болест.

Така, големите империалистически страни и техните верни агенти в Балканите, отидоха против жизнените и економическите интереси на балканските страни.

Последните събития, които се развиват на Балканите, подчертавайки още веднаж важността и верността на идеята за Балканска Федерация, са един нов предвестник за близкото реализиране на тази идея. Почти всички партии в тези страни днес признават, че социалистите предвиждаха точно бъдещето на тия страни, много по-рано от войните.

Днес малцинствата се издигат против техните потисници, ангажирайки люта барба за техната независимост. В България македонския въпрос представлява една отворена рана, смущаваща нормалния живот на страната, създаваща една опасност за съществуването на самата страна и за мира на Балканите. Положението в Македония под сръбска и гръцка власт, вече непоносимо, създава една хроническа криза в тия две страни.

Малцинствата, потиснати от чокойска Ромъния, започнаха една борба, която всеки ден все повече се развива, за да съчат ярема на техното робство. Добруджа, жертва на един безчовечен режим, се вдига с кураж против болярите.

Въпроса за малцинствата обаче, е особено сериозен в Югославия. Една тежка и дълбока криза раздрусва «единството» на тази «велика държава», «единство», което проче, никога не е съществувало. Спонтанно, Хърватско се опяква срещу белградските фашисти и иска своята независимост.

В действителност, не се касае никак за «малцинства». В изследваме например, положението особено в Югославия и в Ромъния. «Великата» днешна Югославия, според едно приблизително изчисление (официална статистика не същест-

бува) брои околу три милиона хрвати, 700,000 далматинци, 2 милиона бошњаци и херцеговинци, повеќе от 11 милион словенци, 200,000 черногорци, 700,000 македонци, ромџици, унгарци, немци, италијанци и пр. Така че, оваа велика држава, броеца днес повеќе от 12 милиона жители, има само 4% милиона срби, срещу разните малцинства, които събрани заедно, достигат грамадната цифра от 8 милиона. Положението е идентично и в Ромџија, която анексира Бесарабия, Добруджа, Буковина, Банат, Трансилвания и др. големи национални множества, поробени от незначителни национални малцинства на „отечеството-майка“.

Очевидно, това е едно невъзможно положение, което не може да продължи. Ние не ще правим тук нов анализ на съществуващото положение от гледна точка на политическо, географическо, етнографическо, историческо и пр., който би посочил, че реализирането на Балканската Федерация е най-пастливото разрешение на балканската проблематика. Позива анализ не е отпаднал направен и неговата точност много пъти подчертана в Последните събития, които все разиграха на Балканите, подчертаха на новоизводите на отбита анализ. Потиснатите балкански народи представляват целостни единичи, имащи всички необходими условия, за да се организират в един могъщ съюз на свободни републики, чийто политически икономически напредък е гарантиран чрез самото техни единение. Обединени, Балканите ще издигнат една здрава стена срещу империалистичната економическа робство, следователно и срещу политическото и тито диктаторство.

водка .7

Развитието на хърватското национално движение

След бременната революционна идеята за освобождението на народите получи един силен тласък и от тогас именно датира народното движение между балканските народи. В Хърватско първите народни институтори започнали да се групират около Людевит Гаи и Янко Драпкович, които дали на освободителната идея най-широка славянска база наричайки я „илюрийска“ и под която трябва да се обединят всички балкански народи.

Илюрийското движение срещнало съпротива почти у всички срби, кито се ентузиазирали само под сръбското име. И србите се постарали да разшират сръбското име над хърватите, понеже Гаи си служел с литературния език. По причина на тия тенденции илизма и сръбизма не закъснели да се облекат.

Това предизвикало също противодействие от страна на Аде Старчевич, който почнал да буди хърватското народно съзнание, искайки щото „всичките южно-славянски племена да се присъединят към Хърватско“. Старчевич отричал даже съществуването на сръбското име, твърдейки, въз основа на историческите си изводи, че това име никогна не е съществувало в историята. От своя страна, србите се старали да докажат не съществуването на хърватското име.

Така наперсбската идея и панхърватската идея пропагандирали еднакво „националното единство“. И разликата в наименованията, разделила народите на два враждебни лагера.

Илизмът завършил своя исторически период към 1848 год. Той имал за последица да изправи хърватите и србите от Хърватско, обединени под банството на Иелачич, срещу маджарите, допринасяйки по този начин за задушването на унгарската революция.

Революционната борба за хърватската независимост

След 1848 г., когато Австрия установила абсолютизъм в Хърватско, германския централизъм един от другите на Старчевич, Евгени Кватерник, заминал за чужбина за да търси при италианските националисти, при полските революционери и при Наполеон III, подкрепа за революционното хърватско движение, имащо за цел отделиването на Хърватско от Австрийската монархия.

Бита при Солферино, Австрия станала по-толерантна към населяващите я националности и през 1861 год. е била обнвана Хърватската диета. Старчевич и Кватерник основали „Партията на правото“, която искала пълната независимост на Хърватско. Целата диета записвала възгледа за „необходимостта“ от една напълно независима Хърватска държава, която евентуално, чрез федерални връзки, би се присъединила към Австрия и Унгария. Поради това сръбска Диеата е била разтурена.

Историческото робство, упражнявано днес над тех от големите империалистически страни, отонни и в близкия и оттоя в мун Илчй, въпроса за Балканската Федерация, вчера още въпрос теоритичен, въпрос на теза, на една формула, добива днес характера на един жив въпрос, въпрос актуелен, практически. Ние познаваме политици „левичари“, които не могат да отидат докрай в борбата за реализирането на тази проблематика. Възприемайки есенливо общата идея, те проповедват често „митическо единство“, административна независимост за малцинствата и пр. Обаче, помисляята, живата история на народите и пълните се себострипание борби на малцинствата за техната свобода, саосилили фактори много по-решителни, отколкото „логиката“ на тия политици. Тези фактори дават да се предвиди, че тези национални „малцинства“ в същности национални множества от балканските страни, в подпомогнати реално от работните маси в всички страни, които самиса са жертвани един фашистки режим, ще ступат царските тронове, ще унищожат тайните фашистки организации, военни диктатори на днешния режим в Балканите, за да изградят Свободния съюз на независимите балкански републики.

Да живее Балканската Федерация!

В политическия живот на страните, годините не могат да имат особено значение. Реализирането на големата и справедлива идея за Балканската Федерация е един въпрос на утрешния ден, на другия ден.

Кватерник е требвало наново да избере в чужбина, където той продължил своята акция. Той поискал от Кавур пари и оръжие за едно въстание. Макаро от една и също партия, Старчевич и Кватерник немали еднакви убеждения: Кватерник е бил убеден революционер, а Старчевич — легитимист.

Затова и Кватерник се отделил от Старчевич и водил отделна революционна акция. В 1871 г. той усел да поидне Хърватската военна област срещу Австрия. В Раковица той установил едно хърватско правителство. Австрийската армия успела да сломи въстаниците на 11 октомври 1871. Една от причините за това поражение е била отеглянето на помощите, които босненските бейове били обещали на въстаниците. Така въстанието в Раковица е било потушено и Кватерник с оповиджника си и приятел Висколас Ваи бивал застреляни.

Маневри за да се наложи компромис

След поражението си при Кионигреп в 1866 г. Австрия считала като най-главна своя задача да се споразумее с унгарците, най-големата тогава нация в монархията. Така се е дошло до създаването на австро-унгарското сгласиение и на създаването на дуалистичната монархия.

Унгарците, чувствайки че не биха могли напълно да спрат съпротивата на хърватите, при посредството на Франк Деак, приели един компромис, имащ за основа един по-тесен съюз.

Идеята за компромиса се състояла в това: Хърватско требвало да добие автономно законодателство и автономна изключителна власт за Вътрешните работи, Просветата, Правосъдието, Хигиената и Народното стопанство. Другите ведомства са общи, но официалното употребление на хърватския език е било гарантирано в автономната Хърватска територия. След това, хърватите не избират депутати за Унгарската диета, а Хърватската диета праща делегати в Будапеща. В ведомството на войната, наречено Народна отбрана, хърватите имат отделна армия с употребление на хърватския език. Финансовите отношения се уреждат по следния начин: 44% от всички хърватски приходи се задържат за Хърватско, 56% са предназначени за общите ведомства, т. е. за Финансиите, Пощите, Собщенията, Външните работи и армията. Търговията и индустрията са в ведомството на Финансиите.

Хърватите не искали да приемат такъв един компромис, но той им бил наложен искусствено посредством Диетата съставена от бана Леон Раух. Тази Диета ратифицирала в 1868 г. компромиса с Унгария.

Партията на правото на Старчевич стояла още на базата на пълното отрипание, искайки, въз основа на историческата легитимност — Хърватска независима държава. (Следва)

Родолф Юриш

FEDERACIONI BALKANIK

DI-MUJER

ORGANI I MINORITETEVE TË NACIONALË E I POPUJVE TË BALKANIK TË SHTYPRUR BOTOHET NË TË GJITHË GJUHET BALKANIKE

Kosova*)

Kujtime, shënime e gjyqime

Verduni i Shqipnis kundra dominates turke

Krejt ngjarjet që rrodhen qysh prej konferencës turko-shqiptare të Shkupit e këtej, mbrenda këtyne njëzet vjetëve, na shtrëngojnë sot t'i përgjigjemi këtyne pyetjeve: 1. pse qeveria imperiale ottomane parashifte pengime të randa në Kosovë kur mëndohte me e shtrure Shqipnin? 2. pse po ajo qeveri nuk dojte t'a lodhi kryet as pesë minuta për t'i bërë terbiqe tre vilajetet e tjerë? Këtyne dy pyetjeve po u a shtojmë dhe një të tretë: pse «Taninik», organi i partis qeveritare më 1910, botojete një kryeartikul me titullin «Ripushtimi i Shqipnis» m'u atë ditë që Mahmud Shevqet pasha, ministri i luftës, hyjete në Gjakovë e pa prirë me mase se shka do t'i ndoilli ushtrisë së Shevqet Turgudif përtej kufijve të Kosovës, në të tre vilajetet?...

Po të doim mund t'a shtojmë vërgun e pyetjeve për pa u lodhë as pak, pse në çdo rast Kosova asht ditue, për kah forca dhe vulnesa, me një shkallë fare të pa barasushme me tre vilajetet... Shkaqet e këty «superioritetit» pa masë nuk kan rriedhë e nuk mund të rriedhin as nga numri e as nga gjaku. Andej e këtej kufijve të Kosovës gjaku nuk ndrpon e numri i shqiptarve këtej kufijve asht ma i madh. Pra, këta shkaqe duhet t'i kerkoim gjelk.

Kosova, po thuej e tërë, asht një «plateau», vet fusha e Kosovës gjundet me një naltësi 650 metrash sipri detit. Kuptohet vetiu se në ket vend nuk kan shka të bajn ehet apo smundjet që e bastarllonin njerzin e visevet t'ulla, me temperatura të ndryshshme në çdo ditë disa herë. Në Kosovë dimni asht dimën e vera verë. Prenyera e vjeshta kalon shkurtas... Ujë, përgjithsisht, rriedhin nga malejt dhe janë të shëndoshta. Pra havaja e uji nuk i mungojnë kurrikuej. Shkurt, një klimat pa farë të metej, klimat malesh. Kësaj mirësis vjen e i shtohet një faktor forcoet po thuej që i çmëshëm sa i pari: ky plateau, i tërë, asht i përballim prej fushash, prej kodrash të veshuna e prej pyjesh. Mund të pretendoim, pa u trembë, se krejt në të, asht vshtirë me gjete një plambë tokë të pa livrëshme. Prap, ky vend, viditet prej lumëjsh e as një krahinë nuk ka pse t'i trembet thënisit së ndonji verës. Ja dy faktorë kryesorë që, më një mënyrë fare të posaçme, kan krijuar një popull me nerva të forta, këtu ma flegmatik se një angliz, e diku tjetër ma shakaxhi se një freng, e gjithkuj që prantur sa një german. Pasiunija, e fitime me ndërës të ballit e e shtime me shekuj, e ka bërë shqiptarin e Kosovës që të qytetnohet praktikisht: të hajë mirë, të vishet mirë e, të jetet i pastër e, kur zheguj i korrikut vjen e shtohet dita me ditë të mbajtë fëmijën nepr stane të ngruhuna në maie të maleve, t'i ushqejë me t'ambël, me kos e me mazë t'ue t'a sigurue një jetë sanatoriumi tre mujsh për çdo vjet. Kur vien vjeshta kalamajt zhdrypin prej maleve si uqë, faqet lot me gjak e syt plot shkëndi gjallsijet. Shata e ternakopi të duer të një popullit që ritet kështu, kan bërë mirëkullit më 1926, ambassadori i Anglis në Beligrad, kur u kthye prej një udhtimi në Kosovë, i deklaroi shtypit se fushat e Kosovës, për kah lulzimi bujqësuer, mund të barabitën me fushat ma të lulzume të Europës. Kuptohet vetiu se çfarë energije duhet me qerdhë mbi ket tokë për t'a transformue më një kopsht pa kufij tue pendorë një tubë veglash të bujqësis së vjetër, me mjete primitif... E, prap se prap, nuk duhet m'u guditë, se në Kosovë, dikur, mund dhe sot, të merë malli me paa ndonji dilenxhi apo ndonji typ që nuk punon dhe që i pelen me jetue në kuris të tjerë. Në Kosovë puna asht bërë një zakon që i rranjëm mirë sa çdo njeri që pret kafshaten e bukes grej gjellit quhet «halabak» apo një «kurrikush». Pra, në ket vend do të jetet gjithnjë një punë e vshtirë për çdo sundim e sundimtar që të gjete një ushtri mercenarësh, banditësh apo shpiunash e memorash. Nuk ka kosovarë, po thuej, që nuk ka çmue qysh se ka lee se sigurimi i jetesës e i ndërës qindron në maie të shatit, apo në forcat e krahut e të trimi. Po për ket arsye termi vagabond, më tha e i

*) Pason nga numri 113, 116.

thash «... ka dekë në Kosovë, diku kryekput e diku the raa më një «proporcion» 99% ma pak se në çdo vend tjetër të Shqipnis. Pra, këtu mund të kerkojehet pse Kosova ngritej si një trup, i bashkëm gjithnjë pa pasë nevojë me bërë kongresa, konferenca apo korrespondenca të gjata. Populli i Kosovës ka ad shumë punë verës e dimnit sa shumica veproi automatikisht, pse nuk kan kohë me çaa drrasa kur interesi i vendit kerkon vepim e jo diskursua të gjata, a la Klisura. Librat, vjershat, shkollat në Kosovë kan mungue si në çdo skutë të Shqipnis e në çdo shkull, pse, këto vegla i kan mungue sundusit të vendit dhe n'Anadoll. Por, kosovari, shpin, arep dhe krejt pasunim e vet i a detyrohte punes, ndjerses së ballit. Për të dashuria e votës ishte fare një fenomen e natyrshme. Pra, as një arësye e as një forcë nuk do t'a shijete, dhe nuk do t'a shijete ket popull që t'i trahtojte interesat e natës të kombit të vet, faktori i parë e kryesuer i zgimit kombiar në Kosovë ka këne, e asht e do të jetet ndjersa që qerdhë populli i saj për të meritue jeten. Por, dhe faktora të tjerë, prap të shkalles së parë, kan punue ma se dyzet vjet, pa rreshit, për të bërë një telemend revolucionar me krejt kuptimin e fiales. Prej këtyne jah këtu disa: 1. Lufta turko-ruse; më 1877-1888 sollti në Kosovë një pjesë t' emigrates të sanxhakut të Nishit. Shumica e katundaris së Leskofces, të Prekupes, të Kurshumllis, të Vranjes transferuen në fushë të Kosovës. Ky element ishte një shembël i gjallë krejt, për t'ue më katundaris vendali se çfarë reziku po i kernohet Shqipnis e se çfarë amniku ka përtej Prepalasit, 2. Lidhja e Prizrenit e livizjet e përgjakëshme kundra Turkis e kundra Karadakut që e pasulun, paten krijuar një epopee, prap të gjallë, në favor të zgimit national. Si ndër rrethet të tjetit të Plavës, si në Ishtimje të Ferizovikut shqiptari i Kosovës kishte qerdhë gjakun e vet nën prisi të Lidhjes së Prizrenit dhe e pat pakzue çështjen mbrenda ligjëvet revolucionarë. Pra, kur thihëjete, një këtu se «Shqipnija asht në rezik» apo «Shqipnija po e p'rohete» ky popull nuk e merite punen për shaka dhe nuk bëjete shaka. Aq ngrihejete sikur i elektizim prej frqis magike të kujtimeve të Lidhjes, kishte bërë një farë fete tue besue se Shqipnija do të dopohëjete pa hall sikur Kosova mos t'a thejete Mark Milanin e Karadakut në Plavë e sikur mos t'a masakrohte ushtri turke në Gjakovë bashk me Mehmed Ali pash Maxharin. 3. Kan mbarimi i shekullit XIX livizja e Maqedonis pat fillue m'u ndë pak ma seriozisht në Kosovë se në çdo vend të tjetër të Shqipnis. Kongresi i Pejes më 1899 ka bisedue gjer e gjatë mbi ket livizje e mbi rezikun që do të psojete Shqipnija po kje se kjo livizje do të mbarojete në fitimin e Bulgaris. Shkupi, ku ndësheshin ma vonë livizjet t'ona me ato të Maqedonisve i perhapte rregullisht vepimet e revolucionarve të Maqedonis neper kroat krahinat e Kosovës me të cilat lidhejete me trenin Shkup-Mitrovicë që i mshojete Kosovës për mes. Nga ana tjetër Kosova prap neper ket mjet, informohëjete rregullisht mbi livizjet e ndryshme që shvilloheshin në Serbi, në Bulgari e në Stambollë. Pra, populli i Kosovës nuk mund të mbetej jabanxhi e mos t'i ndijë mirë livizjet e koishave, 4. Pnishina, Mitrovitza, Peja ishin gjithnjë qendra ushtarake turke karshki Serbis e Karadakut. Këtu istoishin me tuba officera që i kishin mbanue shkollat militare dhe që kishin një kontakt të pa prashëm me popullin. Shpesh herë këta, ndër masa të ndryshme, nuk i mëshilshim dobit e Perandoris dhe flitëshin, po thuej hapias, mbi reziket që po i kerqoheshin Shqipnis. 5. Udhë e Hekrit që lidhte Kosovën me Selanik, me Beligrad e me Sofje krijojete një lidhje ekonomike fare me rëndësi në mes të Kosovës e të qendrravet tregtare të Balkanit. Tregtari i Kosovës që exportojete drith e, bagji e dru për të importue, gjerra të konfektionume, kthehejete gjithnjë i mëqushëm dhe kur fitojete, pse neper këto qendra i shifte livizjet, me sy, vien vetvetiu se edhe i, perhapete me popull si pas gjykimit të vet. Pra, kjo rriedhje ekonomike që nuk pushojete as një minutë, i jepete popullit të Kosovës një idee fare praktike mbi drejtimin e livizjevet që po i duheshin me a shvillue. Një vend që dergon për datë me qindra njerës t'i viziton viset e huja, nuk ka sesi mos të zgjuhet e mos të dijë se shka duhet me bërë për t'a sigurue librimin e vet. 6. Mjetet e komunikimit në mes të qendrravet ma me

randësi të Kosovës sigurojshin një lidhje shoqërore e ekonomike fare të ngusht nder popullsit e krahinave të ndryshme: qytetarët dhe katundarët ishin gjithnjë në kontakt me shoqësinë dhe afroheshin e grumbulloheshin aq mirë sa ishin në shkallë të realizimit të bashkëpunimit të ngusht në çdo lami të jetës publike. Një prishitina nuk njihetë jabanthi në Pejë, në Mitrovicë, në Prizren, në Gjakovë apo në Shkup. Sidomos, në mes të drejtusave të fatit të vendit, pari e intelektualët, mretnojtë një miqësi nga ma të rallat. Pra, prisat e liviz-jevet kombtare mujshin m'u mbledhë e m'u marë vesht nderyedi në çdo ças e në çdo rast. Udhë e hekrit Shkup-Mitrovicë sigurojtë possibilitetin për pjekjen e krejt nasionalistve të Kosovës më një vend të parashënun të Kosovës mbrenda njëj dite. Këta, nga ana tjetër, si njerës me trupa të shëndoshta e me nerva të forta, kuptoheshin nderydi me fjalë të shkurtë, të rumbullakta e shpesh herë i jepshin vendimet e tyre fët e fët, si thoin në Kosovë, dhe shperdashin pa pasë nevojë me bā bujë të madhe. Veprimi në bazë të vendimit njihetë një çeshtje nderet për seicilin e mos me i ndryshue vendimet ish bā një farë zakoni që nuk bajte diskutime. Po të ngushtohetë ndonji prej sish e të kerkojë me e prue në tavulinë një punë të vendume, i thuejtë aty për aty »Zotni, ka pasë vutë m'u mëndue para së të vendosim. Kee mbetë vonë...!«.

7. Ma në fund, vendi ish bare pasanik. As dominata fiktive turke, as ndonji Shtet i huj tjetër nuk ishin të zotët me gjetë tufa mercenarësh, banditësh e shpiunash për t'a perhapë korruptimin me forcat e arit. Një njeri qi pranojtë me i a shtrijë doren të hujit nuk guxojtë me folë nder burra e as nder graa.

Po të shtoit se populli i Kosovës ka një dialekt e një fë kuptohet aqic pse qeveria imperiale i pat pritue me i hye luftes kundra Shqipnis në nanduer të vitit 1909 e pse pastaj u shkatrrue dhe e lshojë Rumelin. **Bedri Pejani**

Kolonizimi i Kosovës

Në numrin e parë të kësaj gazete pata shkruar pak për mbi kolonizimin e Kosovës. Me këtë letër, po ju shpjegojmë mënyren e kolonizimit pak më kiartaz: Dy vjet para në Rekë të Keqes, qi është kufini i Shqipnis janë vendos mbase 1.500 shpi Malezezë. Ashtu edhe në Piskotë qi është vendi më pjellor i popullit të qytetit të Gjakovës; qeveria Jugoslave i ka instalue më tepër se 1.000 shpi malezez e populli i qytetit ka mbetë në zi për bukë. Në vjetin e kaluëm në fushë të Raçes, qi është lugina më pjellore në skaj të Gjakovës i kanë instalue mbase 3.000 shpi malezez. Në mes të Pejës e të Gjakovës, qi quhet Mali i Hereçit, janë vendosë 700 shpi malezez. Këjo tokë ka qenë pa ujë, e mbasi u instaluën malezezët, qeveria serbe ja u mori ujnat e katundevet shqiptare, qi ishin rreth okolla Hereçit e ja u dha malezezvet e kështu krejt katundet e shqiptarve mbeten pa pikën e ujit e në zi të madhe për bukë. Këjo mënyr kolonizimi ka ngia edhe në shumë vende tjera të Kosovës shkretë e të robnuëme... Në Lukin e Beranit e në fushat e Deçanit të streleit, të Belegit e të fushes së Çurshis Rashiqit e krejt rreth rruges madhe Pejë e Gjakove janë instalue me mija shpi malezez.

Drenica një prej krahinave më të mëdha të Kosovës qi është djepi i Drangojvet në ç' do pikëpamje sot është bā një koloni malezeze më shumë se 6.000 shpi. Në xhadë të Fericoviqit e të Gillanit janë vendosë më shumë se 4.000 shpi Hersekoven e malezez. Në rreth të Shkupit janë vendue Vrangelistet Rus... Kolonizimi si bahet? Vjen Komicioni agrar, me gjith gjindar të vendit, të cilltë edhe këta të fundit janë po antarë të Dorës-Zezë. Ky komicioni punen e ka fort kolaj edhe të shkurtë. Ç' thot Gjindarmi ajo bahet. Se komicioni vet i dirigjon e kështu e marrin konopin e ja mbajnë mund përpara derës shpis katundarit e me këtë mënyrë shqiptarin edhe prej shpiet e përzënë. Në Dushkaje të Rekës shumë shtëpija janë mbyllë e fëmija ju kanë mbetë neper rruga e në neper fushë...

Komicioni agrar, token e shqiptarit prej asaj dite qi e ka dā ja dorzon për me një heri malezezve. Ara e punuëme edhe e mbjellun i nepet malezezit. Shqiptari arën do t'a korre. Lāmën do t'a fëshij e krejt puntë do t'i bāj e mbaseandje Karadaksit ka të drejtë me ja lanë gjysen e drihit. Ky është vendimi i komicionit. Por Karadaksi me deshtë shqiptarit nuk i jep kurrigjā e shumë herë shtrengohet shqiptari me blë bukën e vet prap prej karadaksit e këjo ban vaki shpesh herë qi shqiptari bukën e vet qi ka derdhë djersen e ballit në arë të vet me blë prej karadaksit!... Ndermjet Karadaksit në si cilin katund gjinden do oficera qi janë të betuëm në Dorën e Zezë të cilltë e dirigjojnë, e zbatajnë, terrorijnë, porgramin e Dorës Zezë. Krejtë vendimet e urdhnat e Dorës Zezë këta oficer i xbatojnë. Ja komicioni agrar e qeveris së ndershme të Kral Aleksandrit. Me këtë mënyrë kolonizimi, me mija shqiptarë kanë mbetë pa trullë e pa bukë në rrugë të madhe.

Vjet shqiptarë e kadundevet të Gjakovës u ankuen prej këtij zullumi qi ishte tuëi i a u ba komicioni agrarë. Mbas sa mujvet ju erdhi një Gjeneral gjoja për hetime; e 400—500 shpi shqiptare i dulen përpara Gjeneralit në fushë të Piskotes. Gjenerali erdhi me automobil e pa u ndalue aspak me folë me shqiptarët i kaperejt e shkoj drejt ku ishin të mbledhun malezezet. Gjenerali ishte një prej atyne të Dorës Zezë i pershndeti malezezët edhe bisedoj me. Ta i cili i porositi qi të shikojshin punën e tyre dhe një pllambë tokë mos ta lishin pa punue. Mbasi qi u largue Gjenerali ja nisen me vikat malezezët hurra... hurra... kundra shqipëtarvet.

Qeverija serbe, malezezvet ju ka shperda edhe arme. Gjindarmerija e vendit pergjithnjë ja u kontrollon pushkat. Malezezi për gjith se cilen shpi merr 12.000 Dinarë për nevoja toksove dhe vergji s'ka. Vergjitë i pagujnë shqiptarët e veç vergjis qi paguen është i deturuem me pague gjoja për shkak se lopa e shqiptarit e ka shkelë arën e livadhin e malezezit! Shqiptari i zi shtrengohet me shitë kazan e kusij për gjoja!... Kështu është gjendja e Kosovarit dhe kështu është Adaleti i Kral Aleksandrit.

Morava

Kosova e kolonizimi i saj

Kosova shqypëtare fillon prej Zibefce (kufi Vranjë) deri ne Gusi, e prej Qyperlije deri ne Senicë.

Ky vënd i shqypëtarëvet ka yshqye ma se një milion shqypëtarë në gji të vet. Lë qi këjo provincë e trimavet ka kënd gjithëmon e jetë shqypëtare, por edhe Serbia centrale e sotshme (Nish, Vranjë, Leskovcë, Alexinac, Prekup, Kurshumli, etj.). Në të gjitha këto vise shumica e popullates kanë kënd shqypëtare. Ne luften Russo-Turke (vj. 1876) terrori i mënershem i serbit gjytnuem ma shumë se gjysen e shqypëtarëvet e këtyne visevet i faroj, e per lardim me krenat e shqypëtarëvet deshmorë ngrehen kullen (monumentin) e famëshem para Nishit.

Ata shqypëtarë qi muejten me pështue prej terrorit serb u banë muhaxhirë e u vëndosen ne Kosovë. Këta ishin afer 300 mij vetë, shumica e ketyne u vëndos në Llap e Gollap rreth kufinit serb.

Prej këtyne muhaxhirëvet të serbis centrale as ndo një s'ka dijte sllavisht, kan kënd thjesht shqypëtarë. Tashiti te gjykojm: kurse popullata e serbis centrale me shumicë kanë kënd shqypëtarë, si bahet Kosova fisnike të numrohet e të quhet serbi? (stara-Srbija). Por programi i »dorez-zezë, shovenizma barbare serbe ka vëndos me i shduk shqypëtarët prej fëtyres dheut. Ky program e banë Kosoven stara-Srbija e shqypëtarin me bisht. Mbasi i erdhi koha serbis me u bae Zotni e me sundue 13 milion popullsië nen gerbaçin e dorez-zezë, shqypëtarët e Kosovës prej asaj dite kanë hië në zullum të zjermi. Prej asaj dite qi serbi barbar shkeli ne Kosovë, në katër anët filloj zjermi e pushka, dora-zezë terrorin e mënershem e bāni zyrtarisht me ordi, s'la katund pa djeg s'la njeri pa pjek, shumë katunde shqypëtarë në Kosovë janë djegë me muzikë prej anes ushtëris serbe. Në Drenicë në ket djep te drangojvet me qinda burra e djelmosha janë farue me mitraloza. Katundet ma te pasuna te kesaj krahine janë djegë me graë fëmie e bagti, e janë grabit fare. Ne Gjylekar (Karzaa e Gillanit) mjerimin barbarizmen qi e ka bāë dora-zezë nuk është bāë në botë. Burrat e Gjylekarit karshi terrorit dorez-zezë kanë qindru e kanë luftue deri në të mbramin fyshek, e mbasi i u kanë marue fyshekët me spata ne dorë i kanë sulmue topat e është kanë dekë si sokola e jo si raja. Barbari serb mbasi e pushtoj katundin Gjylekar, ket djep të sokolavet per dy sahat me graë e fëmie e bāni hi. Shabi Gjylekari i cili ka kënd një revolucjonar trim e qi e ka luftue gjithëmon Gjindarmerin Turke per të drejtat e popullit, është gri bashk me fëmie, sot në Gjylekar janë vëndos Vrangelistat Rus, deri vorret e Gjylekarit i u kanë dhanë këtyne. Krejt në udhen Gillan-Ferizovic në të dy anët janë vëndos Ruset. Katundet qi kanë kënd krejt shqypëtare e plotë me pasunië si Lubishda, Pozherani, Slatina, Budriki, Xhitija, Marerca, etj. kanë pësue si Gjylekari tuj u djege me grae e femie. Ky është gjytnimi serb i ish Kryeministrit serb Dr. Vladanit qi është mundue me mashtruet boten me librin e vet me magji e me karagjozllek. Kejo është edukata e diktatures serbe qi pretendon Dr. Vladani. Sot Kosova e zezë. Ka mbet shume ma keq. Regjimi Fashist i dorez-zezë ase bardhë i a ka dhanë shpaten drejt per drejt Xhivkoviçit kasapit te famëshem të luftës madhe. Sot Alexandri me ket kasap Xhivken po deklarun drejtesie e adalet; kurse shqypëtarë në Kosovë nuk ka asnjë shkollë, s'ka drejtë jete e drejtë pasunije. Kejo është Qeverija serbe dashamirja e shqypëtarëvet, qi e ka dhane fjalën se gabimet katilëlleqet qi i ka bāë deri tesh shqypëtarëvet ma s'ka për t'i bāë.

Lybeteni

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Diktatura počiva danas samo na bajonetima

Šest meseci vitla nad glavama građana Jugoslavije diktatorski mač blaziranog krvavog tiranina Aleksandra i oficirski klike »Bele Ruke«. Diktatorski režim, koji je pompezno obećavao narodu sredjivanje državne uprave, podizanje privrede i blagostanja u zemlji, pokazao se samo posle polugodišnjeg trajanja u potpunoj golotinji jednog svirepog fašističkog režima, koji seje privrednu bedu i pustoš u zemlji, a svojim terorističkim metodima uprave, progonima, hapšenjima i ubistvima političkih protivnika hoće da baci u zasenak Hortijeju Madjarsku, Cankovljevu Bugarsku, pa i samoga Musolinija.

Daleko od toga, da ublaži ekonomsku krizu u Jugoslaviji, diktatura ju je samo povećala; jer dve trećine državnih prihoda otišlo je na izdržavanje vojske, policije, tajnih fondova i otplate dugova. Diktatura je povećala vojni budžet za 500 miliona dinara, a mnoge nove desetine miliona otišle su na povećani policijski aparat, na spijunažu. Beograd, Zagreb, Sarajevo i sve veće varoši nalaze se kao u opasnom stanju: posednute vojskom i čitavim legijama špijuna. Svaka ulica u Beogradu ima po jednog stalnog špijuna na službi. Svi ovi su formirani u brigadu od po 10—12, koje imaju svoje stalno sedište s telefonom u lokalu neke kafane ili gostione. Isto je u Zagrebu.

Diktatorski režim nije mogao da reši najvažnije pitanje za ublaženje ekonomske krize, pitanje pojačanja izvoza žita i ublaženja besposlice i bede u pasivnim krajevima. Glavni izvozni artikl ostao je neizvežen. 35.000 vagona pšenice u vrednosti od 1 i po milijarde dinara osalo je neizveženo, nití može da konkuriše američkoj pšenici na svetskoj pijaci. Potrošačka moć masa opala je znatno usled toga. Uvoz za prva četiri meseca 1929. pokazao je manjak za 201.440.330 dinara prema prva četiri meseca prošle godine (oko 8%). No i pored toga uvoz je ipak ostao veći prema izvozu, tako da pasiva trg. bilansa za prva četiri meseca iznosi 437.747.958 dinara (uvoz: 2.362.925.137 dinara; izvoz: 1.925.177.179 dinara). Privredni krugovi priznaju, da nema izgleda, da će jugoslavensko žito moći dalje izlaziti na svetsku pijacu, uzimajući u obzir, što vlada ne daje nikakve mogućnosti za popravljnje stanja poljoprivrede. Novosadska berza beleži strahoviti pad cene najboljoj banatskoj pšenici i to baš sada, u leto, kad cena pred žetvu treba da skoči. Cene su se kretele u februaru 330—340; mart 360—370; april 300; maj 235 dinara.

Težinu ekonomske krize osećaju naročito Srbija, Makedonija, Crna Gora — koje tek sada počinju svom težinom pogadati posledice desetogodišnje vladavine velikosrpske hegemonističke politike beogradskih kapitalista i bankara. Bankrotstva za bankrotstvima nižu se. U toku prva 4 meseca 1929. god. bilo je stečajeva 505 prema 441 u 1928. god. Na Srbiju i Crnu Goru spada 417 (prema 314 u 1928. god.). Od 70 stečajeva u maju u Srbiji, otpada 60 na trgovce i zanatlije. Ovi se počinju brzo trezniti od nada, koje su u početku diktature imali. Medjutim glavnu težinu krize osećaju široke seljačke i siromašne varoške mase. Srpski seljaci počinju otvoreno negodovati protiv diktature. Na pijacama su seljaci prosipali rakiju u znak protesta protiv povećanih poreza. Ekonomska kriza pojačaće se naročito u Makedoniji, gde je kultura maka potpuno propala, a kultura duvana i stočarstvo svedeno na polovicu.

Ali velikosrpski diktatorski režim nastoji i dalje na produženju velikosrpske politike u državnim novčanim zavodima, da očuva neokrnjenu snagu velikosrpskih bankara. Upravni Odbor Narodne Banke rešio je, »da će i dalje voditi kreditnu politiku na svojim starim principima«, t. j. povlašćivanjem srpskih bankara i industrijalaca. Poznato je, da su u prošloj godini beogradski bankari i industrijalci dobili iz Narodne Banke dva puta više kredita, nego cela ostala zemlja.

I najveći pritisak finansijskih vlasti nije mogao da utera predviđenje državne neposredne poreze. A usled smanjene potrošačke moći masa, monopol duvana, soli i žigica za prošlu budžetsku godinu podbacio je od pred-

viđjene sume za ukupno 84 miliona dinara (26 + 38 + 20).

Od predviđenih velikih državnih radova nema ni spomena. Pitanje besposlice seljaka u pasivnim krajevima: Hercegovini, Dalmaciji, Crnoj Gori, Slovenačkom Medjimurju, diktatura rešava predajući u masama seljake u najam nemačkim agrarcima, francuskim veleposednicima i rudarskim sopstvenicima. Već se vrši ekspedovanje po etapama (ekspedovanje 100.000 Hercegovaca, Dalmatinaca i Crnogoraca u Francusku, koji imaju tamo da budu pod kontrolom srpskih fašističkih organa.

Finansijsko stanje diktature predstavlja najslabiju njenu stranu. Državni rashodi su se popeli, prihodi podbacuju, tako da je vlada bila prinudjena da traži od STAB-a isplatu celog švedskog zajma žigica, koji je trebao biti isplaćen tek oktobra meseca. Diktatura radi na sve strane, da dobije veliki zajam, od koga zavisi njen spas. U Hagu se rešava pitanje srpskih ratnih i predratnih dugova, koji imaju u najpovoljnijem slučaju po Jugoslaviju da se svrše otplatom 491 miliona dinara godišnje i davanjem u zalag prihoda svih državnih monopola i železnica.

Svojom privrednom i finansijskom politikom diktatorski režim je produbio bedu svuda i podigao nezadovoljstvo masa na svima stranama. To nezadovoljstvo naročito je jako u srpskim krajevima; isto toliko jako kao u Hrvatskoj, Makedoniji, Crnoj Gori, Kosovu, Dalmaciji i Hercegovini. Tom nezadovoljstvu pridružili su se najpatriotskiji elementi iz Vojvodine: dobrovoljci i kolonisti, koji su takodjer osetili bič današnjeg veleposedničko-finansijskog režima, pa diktatori policije i vojske; progonima, hapšenjima, prebijanjima i ubijanjima političkih protivnika.

pribećavaju sve brutalnije jakim sredstvima, bajonetima.

Hrvatska izgleda danas u stvari kao opsednuta zemlja. Svaki od istaknutih članova bivše Seljačko-Demokratske Koalicije stoji pod policijskom stražom. Njihovi su domovi opsednuti tajnom policijom. U poslednje vreme policija je počela hapsiti i te mirne vodje hrvatskog pokreta. Pribićević je konfiniran, a pet advokata Hrvata, među njima Pernar i Košutić vodje Radićeve partije, uhapšeni su zato, što su se usudili predložiti advokatskom udruženju u Zagrebu, da u pozdravu kralju traži od ovoga povratka narodnih prava narodu.

Zversko ubistvo radničkih vodja Djakovića i Hećimovića pokazuje, kakvim krvavim metodima misli režim ugušiti revolucionarnu energiju radništva, koje stoji u prvim redovima borbe protiv diktature. Pored njihovih leševa nadjeno je još sedam leševa bez glave, verovatno sve zatvorenih radnika, koje je policija pobila. Imena uhapšenih drže se stalno u tajnosti. Uhapšenima se uskraćuju sve veze s njihovim porodicama. Strahovite zverske tuče, lomljenja udova po zatvorima Beograda, Zagreba, Sarajeva i Skoplja svakodneva su pojava.

Makedonija, Kosovo i Crna Gora odvojeni su potpuno od svake kontrole javnosti. Niko nezna, što se tamo dešava. Vest o ekstradiciji Haki Stermilija i oko 40 Albanaca, koji su predani na milost i nemilost Ahmed Zogu-u; vest o ubistvu Makedonca Hrista Georgijeva u Strumici »pri pokušaju begstva«; vest o krvavo ugušenim delomičnim pobunama u Crnoj Gori — daju nam samo da naslućujemo, pod kakvim se užasnim pritiskom danas nalaze ugnjetene nacije u Jugoslaviji: Makedonija, Kosovo i Crna Gora.

Ali upravo taj strahoviti krvavi teror diktature pokazuje svu njenu slabost. Na samim bajonetima, pomoću kojih diktatura danas misli da produži svoju vladavinu, ne može se dugo sedeti. Oružani sukobi Crnogoraca sa diktatorskim vlastima, pokazuju najjasnije, da je došla duša u podgrlac. Vreme odlučne borbe se približuje. Zato naše pripreme za borbu protiv diktature treba da se ubrzaju.

Mi pozivamo zato sve ugnjetene narode Jugoslavije, sve borbene elemente radničke klase, sve opljačkane i upropaštene srpske seljačke mase u jedno kolo, u jedan front protiv krvavog diktatorskog režima, kralja Aleksandra, oficirske klike »Bele Ruke«. Samo udruženim snagama, bacajući se odmah svom energijom na organizovanje borbe protiv diktature bićemo u stanju, srušiti uskoro beogradske tirane. **N. Matijević**

Sudska komedija u Beogradu završena je

Puniša Račić okvalifikovan kao branilac »uvredjene časti«. Sud u službi diktature zaklonio je prave krivce

Posle deset dana trajanja procesa Puniše Račića beogradski sud oglasio je 7. juna presudu, kojom je kaznio Punišu Račića sa 20 godina robije za trostruko ubistvo i dvostruko telesnu povredu bez predumišljaja. Toma Popović i Lune Jovanović, saučesnici, pušteni su na slobodu kao nevinii.

Nas ovakva presuda, upravo ovaj falsifikat pravosudja, ova sudska komedija nije ništa iznenadila. Beogradski sud je u svim političkim procesima dosada pokazao, da je samo poslušni organ velikosrpskih hegemonista i beogradskih tirana. Predsednik beogradskog suda, Milutin Petrović, poznati dvorski lakej i član »Bele Ruke«, intimni prijatelj ozloglašenog krvoloka ministra Bože Maksimovića, izvršio je još jedamput svoju lakejsku ulogu.

Čudan proces!

Tužilačka strana nije se ni pojavila na procesu. I porodicama i advokatima pobijenih i ranjenih dato je na znanje od režima, da će zlo proći, ako obnove optužbe, koje je vodjstvo Radićeve partije 1. decembra 1928. godine javno podiglo; naime optužbe protiv ministra dvora, predsednika skupštine, predsednika vlade i nekoliko režimskih poslanika iz bivše skupštine. Sud je zabranio, da se o tim optužbama progovori i jedna reč na pretresu. Pismo Marije, žene ubijenog Stjepana Radića upućeno sudu, u kome se ukazuje na značajan fakat, da je ubica Račić pred ubistvo na dva sata bio u dvoru i zadržao se sat i po, nije ni pročitano na pretresu.

Sud je imao naredjenje od diktatora: prvo da oslobodi Punišu Račića kao hotimičnog ubicu, koji je s predumišljajem i po nalogu dvorsko-oficirskih krugova i velikosrpskih ministara pobio vodje hrvatskoga pokreta i drugo, da sakrije od međunarodne javnosti krvavu zaveru, koji su velikosrpski vladajućii krugovi s dvorom na čelu skovali protiv hrvatskoga narodnog pokreta.

Ta ipak, i ovaj bedni aranžirani proces, bacio je dovoljno svetlosti u zločin 20. juna, iako su svi svedoci bili pozvani od optužene strane. (Može se zamisliti, kako bi tek proces izgledao, da je na njemu prisustvovala tužilačka strana.)

Svedok Borivoje Nedeljković, služitelj Narodne Skupštine, koji se dotičnoga dana, 20. juna, nalazio na službi u skupštinskoj sali, izjavljuje:

»Na Radićev poziv, da se izvine Pernar za uvredu, ovaj je odgovorio: »Šta hoćeš?« Zatim još jednom: »Što hoćeš od mene?« Račić je pucao i Pernar se srušio... Zatim je Puniša Račić uperio revolver na mesto, gde je sedeo Stjepan Radić. Grandja je u tom času zaklonio Radića svojim telom. I pao je.« — Svedok zatim opisuje, da je Račić gadjao Basarićeka i kad je ovaj pao, »na gornja vrata pojavio se Pavle Radić (koji za vreme prvih pucnjeva nije bio u sali). Pavle Radić uzviknuo je: »Što ubijaš ljude, Puniša?«, a ovaj je na to odgovorio: »Ha, tebe tražim!« Istoga časa odjeknuo je još jedan pucanj. Pavle Radić zatetura, vikne »Jaoj meni!« i sruši se.«

Svedok Vladimir Mašić, skupštinski stenograf, dao je istu sliku, kao i Nedeljković. On takodjer navodi uzvik Račića, upućen Pavlu Radiću: »Ha, tebe tražim!« i iznosi jasnu sliku ubistva, iz koje izlazi, da je Račić nišanio u jednog po jednog od najistaknutijih vodja Radićeve stranke.

Svedok Gojko Božović, jedan od najautoritativnijih skupštinskih stenografa, potvrdio je takodjer gornje iskaze. On je podvukao naročito sporne momente: »Račić je pucao na Pernara mirno i pribrano dva metka. Basariček je pošao s raširenim rukama prema govornici, ali videh, kako pada kraj stenografskog stola.«

Svedok Božović iznosi razgovor, koji je imao sa saučesnikom Račića, Tomom Popovićem, koga je odmah po izvršenom delu sreo na ulici. Na upit Božovića: »Šta učiniste, po bogu, Tomo?«, odgovorio je Toma: »Nije imalo drugog načina.«

Svedok Branko Stražičić, novinar, dopisnik režimskih zagrebačkih »Novosti«, izražava se neobično precizno o stvarima. Za njega se branioci optuženih i sam optuženi Račić izrazavaju kao o čoveku, koji je najobjektivnije stvari posmatrao.

Iskaz ovoga svjedoka medjutim neoborivo dokazuje unapred smišljeni plan ubistva vodja Hrvatske Seljačke Stranke. Svedok je video, da je Račić ciljao na Radića i pucao dva puta, čim se ovaj pomolio iz klupe, i to tada, precizira svedok, kada već nije bilo nikoga u sali.

Svedok Sv. Mihajlović, šef skupštinske administracije, Srbin, radikal, potvrdjuje, da je Račić, videći Pavla Radića, uzviknuo: »Ha!« i opalio šesti metak.

Ubica Račić dao je izrazitu sliku jednog divljeg velikosrpskog šoviniste, koji je ohol, što je izvršio »veliko delo«, »odbranu časti države i naroda« — kako se on izražava. Samo

nekoliko rečenica iz njegove odbrane dostatne su, da dadu vernu fotografiju njegovu:

»Sve ono, što su radili Radićevci, to je bilo organizirano iz vana... Ja sam hteo da ustanem na odbranu časti države i naroda, a najviše u odbranu samog hrvatskog naroda. Ja tvrdim, da sam spasio i čast parlamenta... Napadali su me. Svaki bi drugi dva puta više ubio, da je bio na mom mestu... Ovi, na koje sam pucao, bili su kriminalni ljudi...«

Svestan svakako toga, da je izvršio delo po naredžbi onih sa vrha državne uprave i da će ga zato ovi zgodnom prilikom nagraditi, on izriče jednu vrstu pretnje:

»Gospodo sudije, vidite, ja nemam ni fizičke, ni moralne mogućnosti, da više izdržim. Ja vam blagodaram, ali kasnije ja ću i vaše pravo negirati, što ste mi sudili. No, docnije.«

No drugi deo Račićeva govora ođaje ovoga kao podloga, moralno niskoga čoveka, koji se najprostijim lažima hoće da brani za učinjeni zločin.

»Oni su hteli i vas da prevare (okrećući se sudijama), da me kao nevinog osudite, kao što su vladu prevarili da me uhapse... Oni su me izazvali, ja sam branio svoju čast, svoj život. Oni su mene hteli da ubiju.«

Odbrana 36 velikosrpskih advokata, koji su za dobre pare (iz režimskog dispozicionog fonda) branili zločin, učinjen prema hrvatskom narodu, veličali su »osećanje časti« kod Puniše Račića, slavili velikosrpsku ideju i mnogi od njih veličali »herojsko« delo najmljenog ubice.

I sud se je pridružio njihovoj odbrani. Beogradski sudski lakeji, sluge krvavih beogradskih tirana, oglasili su u svojoj presudi: »... da je optuženi Puniša Račić bez svoje krivice, već velikim uvredama, nanesenim mu od tužioca Pernara, od ovoga u jarošti bio doveden, da to djelo na mah učini...«

Šta misli postići režim ovom sramnom sudskom komedijom? Grdno se vara, ako misli, da će potlačene narode Jugoslavije zaplašiti, zaplašujući privatne tužioce od strane pobijenih, da ne dodju na sud. Ova sramna presuda mora samo pobuditi krajnje ogorčenje kod potlačenih masa, potaći ih da se živo zamisle o svojoj zloj sudbi, koja ih čeka, ako se diktatorski režim održi dulje u Jugoslaviji, mora oživiti energiju masa za borbu protiv diktature, a za svoje spasenje i slobodu. Varaju se diktatori, ako misle, da pred naprednom međunarodnom javnošću mogu sakriti svoj zločin. Žrtve 20. juna i svakodneve žrtve posle 20. juna, trupovi bez glava širom zemlje, ubijanje i lomljenje udova po hapsanama poznati su međunarodnoj javnosti. Ništa ih ne može sakriti. Cela napredna međunarodna javnost stoji uz borbi potlačenog hrvatskog naroda i ostalih porobljenih naroda u Jugoslaviji i najvećim simpatijama konstatuje naročito jednodušnost hrvatskoga naroda u otporu prema diktaturi.

Mi smatramo za svoju dužnost, da povodom procesa Puniše Račića i zločina od 20. juna iznesemo dve žalosne pojave, koje jedino sramote žrtve hrvatskoga naroda; a to su postupak žene ubijenog Basarićeka, koja se pojavila na sudu, da oprosti ubojici svoga muža i da traži od diktatorskoga suda, da obezbedi imetak njene dece i postupak žene Pavla Radića, koja prima za svoga sina pomoć od kralja, iz čijeg je dvora izašao ubica s revolverom.

Obe žene treba da znaju, da njihovi muževi ne pripadaju samo njima, već i hrvatskom narodu i da hrvatski narod ne može oprostiti ubicama. Obje gospodje znaju vrlo dobro, da je hrvatski narod u stanju da izdržava njihovu decu, kao što izdržava milione svoje hrvatske dece.

R. Radev

Pomakedonjena Hrvatska

Prije se je u Hrvatskoj samo tu i tamo govorilo ili još više čitalo o mukama i patnjama Makedonije i Makedonaca.

Sada je eto i Hrvatska postala druga Makedonija i u njenom glavnom gradu ubijaju vlasti na oči cijeloga svijeta goloruke uhapšenike, mrevare u tamnicama političke protivnike režima, pune policijske zatvore žrtvama povampirene diktature.

Imenovanje novog šefa zagrebačke policije u osobi zloglasnog Janka pl. Bedekovića bio je očiti znak, da je diktatura odlučila, da u krvi uguši svaki pokušaj revolte i da svim sredstvima »jake ruke« nastoji da zastraši ljevičarske grupe i u prvom redu onemogućii svaku akciju na selu.

Novi šef zagrebačke policije — simbol je ogavnog režima i prava slika sistema i ljudi diktature.

Gadan i podli tip, spreman na sve i kadar za sve, talog ljudskog društva i kal policijskog birokratizma Janko pl. Bedeković je probano oruđe u rukama svakog gospodara. On mu služi odano i revno, jer nema iskre stida i čovječnosti. U austro-ugarskoj policiji stekao je neprolazne zasluge žustrim

proganjanjem jugoslavenskih nacionalnih revolucionera i odlikovao se sa nečuvenom perfidnošću u kućnim prometačinama jugoslavenskih omladinaca i političara. Univerziteti profesori Dr. Gjuro Šurmin priča u svojoj nedavno objelodanenoj studiji »Omladinski revolucionarni pokret«, kako su tadašnji jugoslavenski nacionalisti strepeli pred Jankom Bedekovićem i kako su radi njegovih podlih denuncijacija nosili neprestano glavu u torbi, kako su strepeli, da ne osvanu konopcem na kocu. Ovaj gadni štreber, da se dodvori svojim tadašnjim gospodarima dao je svomu psu ime »Kralj Petar« i tako ga ostentativno svuda po javnim mjestima i zvao.

Jugoslavenski nacionalisti nijesu mogli tada sigurno ni u snu očekivati, kako će isti taj Janko pl. Bedeković biti persona grata Dvora; glavni i jedini stub i oslonac dinastije Karadjordjevića u hrvatskim zemljama. Ali je Janko Bedeković i zaslužio to povjerenje svoga kralja. Za vrijeme vlade nacionalnog bloka u Beču njegovim rukama nalazila se sva policijska akcija protiv hrvatskom seljačkom republikanskom pokretu i Stjepanu Radiću. Još su u strašnoj pameti njegove kaznene ekspedicije po zagrebačkoj, varaždinskoj i bjelovarskoj županiji. Nakon sloma Radićevog republikanskog pokretu bila mu je povjerena važna misija u Beču, da odatle pobija i motri ilegalnu akciju emigranata. Poznate su i njegovi policijski i diplomatski koraci u Beču protiv organa potlačenih balkanskih naroda »Balkanske Federacije«. Njene saradnike pratili su na svakom koraku jugoslavenski detektivi pod komandom Bedekovića i plaćeni doušnici jugoslavenskog poslanstva u Beču. Iza toga vlada ga je u očekivanju njegovih budućih zadataka dodijelila neko vrijeme Upravi Glavnjače, a neko vrijeme postavila kao šefa policije u Skoplju, da ličnim opažanjima bolje upozna »makedonske metode« i da se na taj način u ovoj struci usavrši. Oboružan takvim iskustvom, došao je u Zagreb, da spašava diktaturu i da je uzdrži u Hrvatskoj isto onakvim krvavim sredstvima, kakvim se uzdržava vlast velikosrpskih hegemonista u Makedoniji već deset godina protiv jednodušne volje makedonskog naroda.

Diktatura je osjetila, da lebdi na vulkanskom tlu, da radni narod gaji prama njoj nepriznaju mržnju, a da je niti građanstvo ne slijedi onako, kako je ona to očekivalo. Izostanak velikog inostranog zajma zaprepastio je industrijske krugove, jer osjećaju da im nestaje daha. To zaprepaštenje prešlo je u beznadnost, kada gledaju, kako režim, da sebe spasi i održi, prodaje drugu i treću tranšu zajma iz švedskog trusta žigica »Stab«, koje su dospjevale na 23. jula 1929 odnosno 23. marta 1930, kući Rotschild u Londonu i pri tom gubi veliki dio sume, pa sve to javlja kao veliki uspjeh režima, kako

da je nekoliko mjeseci prije ušla u zemlju ogromna suma od 759 miliona dinara!...

Janko pl. Bedeković počeo je da radi »po intencijama historičkog manifesta Velikog Kralja od 6. siječnja 1929«...

Policija i žandarmija neprestano su u stanju pripravnosti, detektivi i doušnici poplaviše gradove i sela, a svakoga se prisluškuje i nadzire. Ministar na raspoloženju Svetozar Pribićević, u svoje vrijeme svemoćni ministar policije u SHS, nalazi u kasno doba noći, oko 3 sata u jutro, u svom stanu ozloglašenog policijskog doušnika Alfreda Grauera, kako prevrće spise i traži dokaze o, tobožnjem najnovijem republikanskom raspoloženju nekadašnjeg nosioca P. P. režima.

Tamnice su pune omladinaca i radnika. Mjesecima ih se drži u policijskim zatvorima, a da ih se ne predaje sudu. Policija tuče uhapšeneke volovskim žilama, mlati ih užarenim vrećicama, napunjenim ostrim pijeskom, drži ih dane i noći u gadnim i smradnim tamnim ćelijama, sili ih da na koljenima idu po prosutom ostrim sljunku, drži ih stoječke na preslušavanjima, koja traju po nekoliko sati. Ne dopuštaju, da ista čitaju, a da o hrani ne govorimo. Umna poremećenja uslijed ovakog postupka posve je obična stvar, što se je moglo lako opaziti i utvrditi na Šunićevom procesu kod preslušavanja nekih svjedoka, koji se već nalaze mjesecima u policijskom zatvoru.

Sve je to poznato čitavom Zagrebu i naša javnost još čuti. Ne diže svoj glas ni Jugoslavenska Akademija Znanosti i Umjetnosti ni Hrvatsko Sveučilište u Zagrebu, ne protestiraju književnici i umjetnici, suci i odvjetnici, ne protestiraju humane i prosvjetne — toliko mnogobrojne — institucije u Zagrebu. Mi ne govorimo o potajnom umorstvu iz zasjede, kojega počinše zagrebački žandari po neposrednom nalogu svog šefa Janka pl. Bedekovića na svezanim političkim uhapšenima; zagrebačkim radnicima Djakoviću i Hećimoviću na austrijskoj medji blizu Maribora, jer je o tom bilo govora na drugom mjestu. Mi dižemo ovdje naš glas proti onim dnevnim nečovjštima, mučenjima i zločinima, kojima su u zagrebačkim policijskim zatvorima izložene žrtve krvavog režima diktature. Mi pozivljemo sve borce za napredak, pravdu i slobodu u svijetu, sve prosvjetne institucije, sve naše suborce za slobodu i jednakopravnost balkanskih naroda, da dignu zajednički protest protiv ovih okrutnih i nečovječijih metoda kraljevske vlade. Hrvatski narod sada čami pod igom ropstva, ali on — jednom oslobođen — neće nikad zaboraviti pomoć, koju mu u njegovoj nevolji pružiše prijatelji slobode potlačenih balkanskih naroda i oprobani borci za njihovu slobodu — revolucionarne nacionalne balkanske organizacije.

Krešimir Ivačić

FEDERAȚIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Spre fascism

Nu mai este nici-o indoială, că lucrurile se dezvoltă în România pe drumul fascismului. Fruntașul liberal și fostul ministru, generalul Văitoianu, a pornit o mișcare pentru alcătuirea unor formații de luptă, care nu sunt și nu vor fi de fapt decât detașamente în lupta pentru întronarea dictaturei fățișe fasciste în România. Dacă însă aceasta nu trebuie să ne surprindă când vine din partea liberalilor, nu tot așa stau lucrurile când vedem asemenea inițiative venind din partea național-tărăniștilor. Ori, aceștia pășesc pe aceeași cale.

Intr'adevăr național-tărăniștii au pornit — deocamdată mai ales în Ardeal — la organizarea unor detașamente pe bază militară, denumite organizații de »voinic«. Scopul acestora este să organizeze tineretul, mai ales dela țară, dar sub conducerea unor ofițeri de rezervă selecționați din rândurile burgheziei național-tărăniste, în vederea apărării guvernului național-tărănist »impotriva încercărilor de a-l răsturna«. S'ar părea că este aici vorba de formațiuni îndreptate împotriva liberalilor. Dar asta-i numai o aparentă. Este adevărat că aceștia, precum am spus-o în paginile »Federației Balcanice« de repetate rânduri, nu au înțeles niciodată, că, aducând pe național-tărăniști la guvern, să renunțe prin aceasta și la putere. Nu! Liberalii au considerat și consideră guvernul național-tărănist numai ca un regim de locotenentă, merit să scoată momentan carul statului din greutățile în care se află, liniștind valul de revoltă de jos și creind condițiuni de colaborare cu capitalul străin. Această menire a național-tărăniștilor trebuie să fie mai curând sau mai târziu — în concepția liberalilor

cât mai curând — terminată. Atunci liberalii urmează să revină la cârmă pentru a reîncepe să depene firul de acolo de unde îl vor lăsa național-tărăniștii.

Un șir de fapte și evenimente petrecute în ultimul timp arată, că liberalii încep să se pregătească deacuma de atac. Căci național-tărăniștii, odată instalați la guvern nu pot rămâne în limitele striete ale rolului, pe care li-l atribuie finanța liberală și regența. Național-tărăniștii sunt împinși să pucească la schimbări și reorientări, care nu schimbă ce-i dreptul situația mizerabilă a maselor largi muncitoare dela orașe și dela țară, dar care, pentru a fi de un real folos păturilor burgheziei agrare și orașenești național-tărăniste, ajung să lovească în interesele finanței liberale. Acesta este motivul pentru care liberalii au intensificat intrigile împotriva național-tărăniștilor și încep pedeoparte să urzească conspirații împotriva acestora cu ajutorul militarilor, iar pedealtăparte să organizeze bandele fasciste și teroriste de mâine.

Lupta între liberali și național-tărăniști pentru împărțirea puterii nu a fost deci terminată prin aducerea național-tărăniștilor la guvern. Dar această luptă rămâne în umbră față de lupta cealaltă, lupta între masele exploatare, pauperizate și infometate deoparte și burghezia liberală și național-tărănistă laolaltă dealtăparte. Guvernul național-tărănist nu a putut aduce nici-o îmbunătățire situației grele în care masele se aflau până acuma și în care ele se afundă tot mai mult. Național-tărăniștii au de dus lupta pe două fronturi: în primul rând contra maselor inflămnzite și dezamăgite și numai după aceea contra uneltirilor liberalilor. Mijloacele »legale« și »democratice« sunt în această situație insuficiente pentru național-

țărăniști. Deaceia ei au pornit să creeze mijloace extra-legale, care să completeze pe celelalte. Aceste mijloace iau forma organizațiilor de »voinicici«.

Ar fi o greșală să se creadă, așa cum o fac social-democrații, că aceste formațiuni de »voinicici« sunt îndreptate numai contra uneltirelor liberale și ale camarilei, și deaceia menite să apere guvernul »democratic« contra dictaturei. Întrucât aceste formațiuni sunt îndreptate și contra liberalilor, ele au menirea de a servi ca bază pentru asigurarea împărțirii puterii între liberali și național-țărăniști, adică între burghezia financiară națională și restul burgheziei române stând în afară de trustul liberal. Aceste formațiuni de »voinicici« sunt un mijloc de presiune în mâna național-țărăniștilor, pentru a împiedica pe liberali și regenta de a reveni la regimul de monopol politic în defavoarea burgheziei național-țărăniștilor. Dar rolul cel mare al acestor formațiuni de »voinicici« este să constituie o organizație, cu ajutorul căreia guvernul să țină în frâu masele, a căror dezamăgire începe să fie urmată de porniri de revoltă de neînălțurat.

Și în Italia, dinainte de venirea lui Mussolini în capul statului, bandele fasciste au făcut uz de o frazeologie pseudo-revoluționară. Fasciștii porniseră la cucerirea Romei în aparență împotriva burgheziei atunci guvernante, arătată ca incapabilă să salveze Italia post-belică și să-i asigure cuceririle materiale și morale culese pe front. Astăzi este limpede că în dosul acestei frazeologii, îndreptate aparent contra burgheziei atunci guvernante, se ascundeau de fapt și istoricele interesele aceleiași burghezii. La fel și cu frazeologia național-țărăniștilor. În dosul lozincii național-țărăniștilor: »voinicicii« să apere guvernul democrație contra loviturilor liberale, se ascunde obiectiv și istoricele politica burgheziei române *intregi*, care vrea să-și asigure dominația asupra masei muncitoare dela saie și orașe. Stăpânirea de clasă a burgheziei române este amenințată, spun național-țărăniștii, nu numai de către răscoala masei muncitoare, ci și de către metodele de guvernare ale liberalilor. Pentru a asigura dominația burgheziei române este nevoie ca dansa să-și lărgescă baza politică. În locul monopolului politic trebuie să treacă un front unic între liberali și național-țărăniști. În interesul realizării acestui front unic, în interesul asigurării dominației de clasă a burgheziei *intregi* române național-țărăniștii amenință cu organizarea »voinicicilor«.

În ultimă instanță deci bandele de »voinicici«, ca și formațiunile fasciste liberale, au menirea de a asigura dominația burgheziei contra pericolului ce amenință această dominație din partea masei, de jos. Funcțiunea bandelor de »voinicici« nu este și nu va fi determinată de sfaturile naive ale social-democraților, cari nu se ridică împotriva organizațiilor acestora *in sine*, ci cer numai național-țărăniștilor să nu întrebunfeze aceste bande și în alte scopuri, decât »apărarea democrației« tinere și fragede. Funcțiunea acestor bande va fi determinată nu de sfaturi mai mult sau mai puțin naive și bine-intenționale, ci de împrejurările obiective. Aceste împrejurări obiective însă duc spre concentrarea luptei sociale în România pe linia luptei între masele populare și burghezia dominantă. În această luptă nu poate exista nici-o îndoială ce rol vor avea de jucat bandele de »voinicici«. Lucrul acesta este așa de evident, încât chiar ziare prietene guvernului național-țărăniștilor — »Adeverul« și altele — s'au arătat neliniștite. Pericolul cel mai mare însă este că aceste bande, datorită împrejurărilor concrete politice din România, își vor începe rolul sub steagul înșelător al luptei pentru... apărarea democrației. Sub cuvânt că această democrație național-țărăniștilor este amenințată din partea... reacțiunii deoparte și a revoluției de alta, bandele de »voinicici« vor putea atrage de partea lor simpatiile unor oarecari pături ale țărănimii mai bine situate și ale micii-burghezii dela orașe. Aceasta cu atât mai mult, cu cât de partea »voinicicilor« se înșiruie și simpatiile social-democrației române.

Cine vede însă în organizarea bandelor de »voinicici« un mijloc de apărare a democrației contra loviturilor liberale și ale camarilei, acela se face de fapt complicele organizării bandelor fasciste de mâine, care vor avea în realitate rolul să apere și să »consolideze« regimul de exploatare și asuprire în vigoare. Organizarea bandelor de »voinicici« este, pedeașupra frazelor mincinoase ale unora și în ciuda iluziilor periculoase mai mult sau mai puțin ipocrite ale altora, organizarea pregătirilor burgheziei române spre fascism. Dezvoltarea spre fascism în România prezintă două tendințe. Prima tendință este asemănătoare celeia care a biruit în Jugoslavia; este tendința reprezentată de liberali și de cercurile militare: înlăturarea și a ultimilor resturi de aparențe parlamentariste și întronarea dictaturei deschise. A doua tendință fascistă este oarecum specifică României și este reprezentată de către național-țărăniști: ea se prezintă sub firma luptei pentru apărarea democrației... prin mijloace extra-democratice. Fie că dezvoltarea spre fascism și întronarea fascismului în România va lua forma dictaturei,

după modelul jugoslav, sau o formă specifică — sau, ceace-i mai probabil, o formă combinată —, cert este că dezvoltarea politică în România merge pe drumul fascismului și că aceeași dezvoltare dovedește încăodată, că în epoca de astăzi burghezia nu mai poate fi decât fascistă — într-o formă mai mult sau mai puțin tipică. Dominația exploatare și asuprire economice, sociale, politice și naționale ia astfel forme mai mult sau mai puțin tipice fasciste și nu poate fi răsturnată de acuma înainte decât numai de către o mișcare a masei unite ale muncitorimii, țărănimii și ale naționalităților oprimate împotriva fascismului și a capitalismului, astăzi unite și devenite politice aproape sinonime.

I. Mateescu

Lupta pentru Amnistia generală în România

De zece ani se dă în România o luptă înversunată pentru cucerirea Amnistiei generale politice, militare și agrare. Când partidul național-țărănesc se afla în opoziție, el își luă această cerere a clasei muncitoare romine și a opiniei publice europene ca platformă, pentru a fi sprijinit, în lupta sa pentru cucerirea puterii, de păturile largi ale poporului muncitor precum și de simpatiile străinătății. Însă, odată ajuns la putere, se desvâlu și acest partid ca un miserabil instrument reacționar, care se servește de orice mijloc pentru a înăbuși în sine și cea mai slabă încercare de eliberare a masei muncitoare subjugate.

»Amnistia« național-țărăniștilor constituie provocarea cea mai nerușinată a conștiinței Europene precum și o mare înșelare a clasei muncitoare, a minoritarilor și a țărănimii romine. Această »Amnistie« care nu eliberează pe nimeni, e o sfidare a celui mai elementar simțămînt de justiție și aruncă țara românească în epoca celei mai negre barbarii.

De o lună de zile se află »amnestiatul« Ing. *Marcel Pauker* în greva foamei și a setei, starea sa e atât de gravă încît el se găsește pe patul morții, de aproape zece ani de zile îndură *Bujor*, în »Castelul morții« *Doftana*, chinurile cele mai grozave, de ani de zile îndură înjosiri și suferințe de nedescris Ing. *Gurou*, *Boris Ștefanoff*, *Zacharescu*, *Dobrogeanu-Gherea* precum și mii de prizonieri politici.

Aceste victime trebuiesc eliberate; lupta pentru cucerirea adevăratei amnistii generale să înceapă fără întârziere, pentru a elibera pe acești luptători din ghiarele justiției de clasă romine.

Redacțiunea

Telegrame de protestare

Către Regentă,
Către Ministrulpreședinte Maniu,
Către Ministrul de Justiție, București

Cu toate că s'a acordat o amnistie, deși nesuficientă, totuși prizonierii politici, cari cad sub prevederile amnistiei, sunt reținuți mai departe prin închisori. Chiar Ing. Pauker, care se găsește în greva foamei și a setei și care se luptă cu moartea, e maltratat grozav. Noi cerem urgent punerea sa în libertate precum și a celorlalți prizonieri politici.

Consilier de justiție Dr. von Holten
Consilier de justiție Dr. Herzfeld
Avocat Dr. Apfel

Către Regentă,
Către Ministrulpreședinte Maniu, București

Nesuficiența decretului de amnistie revolta opinia publică din Germania. Prizonierii politici Pauker, Dobrogeanu-Gherea și alții sunt reținuți pe nedrept în închisoare. Pauker e maltratat cu toate că se află în pericol de moarte în urma grevei foamei. Noi protestăm și cerem punerea în libertate a susnumiților precum și a tuturor prizonierilor politici.

Kurt Tucholsky Egon Erwin Kisch Arthur Seehof
Karl von Ossietzky Siegfried Jacoby Doctor Litten

Către Regentă,
Către Ministrul de Justiție,
Către Ministrul de Justiție, București

După informațiile presei europene prizonierul politic Pauker se află în pericol de moarte în urma grevei foamei și a setei. Pedeașupra, el mai e și maltratat. Cu toate că Pauker, ca necondamnat în regulă, cade sub amnistie, el nu e pus încă în libertate. Noi cerem indignați punerea sa imediată în libertate.

Profesor Rudolf Beyer Profesor Fries
Doamna Karin Michaelis

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΙΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΛΛΑΔΑ ΠΡΟΣ ΤΗΝ ΑΠΟΚΑΛΥΠΤΗ ΔΙΧΤΑΤΟΡΙΑ

Ο άγγλογαλλικός ιμπεριαλισμός θέτοντας επί τάπητος το ζήτημα του πολέμου κατά της Ρωσίας επιδιώκει με κάθε τρόπο την εγκαθίδρυση άπροκάλυπτης διχτατορίας σ' όλες τις χώρες που συνορεύουν με τη Ρωσία.

Στην άλυσσιδα αυτή των κρατών συγκαταλέγονται και τα Βαλκάνια. Οι Βαλκανικές χώρες θρυσκόμενες σε θέση μισοαποικιακής εξάρτησης από τον άγγλογαλλικό ιμπεριαλισμό περνούν ή μια μετά την άλλη στην άνοιχτή δικτατορία. Η θέση εκτός νόμου των επαναστατικών προλεταριακών και αγροτικών οργανώσεων είναι ήδη γεγονός στη Βουλγαρία, Σερβία και Ρουμανία.

Η Ελλάδα ετοιμάζεται γ' αυτό. Εάν μέχρι τώρα «καθυστερήσε» στη λήψη «τυπικών» μέτρων δεν παρέλειψε όμως καμμία ευκαιρία ν' αφαιρέσει στην ουσία τις ελευθερίες των εργαζομένων μαζών, να καταπνίξει το κίνημα τους. Από το 1925 και δώθε τα νησιά και οι φυλακές «φιλοξενούν» έναλλάξ μια μόνιμη δύναμη 150 επαναστατών εργατών. Οι καταπίεσεις των εθνικών μειονοτήτων μεγαλώνουν. Κατά την τελευταία δε πρωτομαγιά συνελήφθησαν σύμφωνα με το γαλλικό παράδειγμα περί τους 250 εργάτες.

Οι λόγοι της μη εγκαθίδρυσης μέχρι σήμερα στην Ελλάδα τρομοκρατικού καθεστώτος όμοιου με το καθεστώς των άλλων Βαλκανικών χωρών είναι κυρίως οι εξής: 1) Η μη αντιμετώπιση κινδύνου άμεσης κατάληψης της εξουσίας από το προλεταριάτο καθώς και η μη ύπαρξη άμεσου κινδύνου να χάσει το αστικό κράτος την άκεραιότητά του. Οι δυνατότητες κυριαρχίας με κοινοβουλευτικές μεθόδους δεν είχαν εξαντληθεί, ενώ το αντίθετο συνέβη στη Βουλγαρία με την επανάσταση και στην Σερβία, Ρουμανία με το κίνημα των εθνικών μειονοτήτων. 2) Η μέχρι τώρα ύπαρξη αρκετά βαθειών ανταγωνισμών στο στρατόπεδο της μπουρζουαζίας (πάλη μεταξύ βενιζελικών και αντιβενιζελικών, στρατιωτικά κινήματα και 3) Η αντίσταση της εργατικής τάξης. Ο τελευταίος αυτός παράγοντας επέδρασε σ' ένα μεγάλο βαθμό στην επί ένα χρόνο τώρα διαρκή άναβολή της ψήφισης του εξαιρετικού νόμου.

Ήδη όμως και στην κατάσταση της Ελλάδας σημειώνεται μια συμαντική άλλαγή.

Μέσα στην εργατική τάξη και τα εργαζόμενα στρώματα των αγροτών, άκόμη δε και πιο καθυστερημένων μισθοδούλων (ύπάλληλοι) και μικροαστών των πόλεων το κύμα της άριστεροποίησης διαρκώς μεγαλώνει. Οι μάζες μη μπορώντας να βαστάξουν τα βάρη της σταθεροποίησης ξεσπούν σε άπεργιακά κινήματα και ένοπλες εξέγέρσεις στα χωριά.

Ο αριθμός των άπεργών κατά το 1928 είναι μεγαλύτερος από κάθε άλλο προηγούμενο χρόνο (πάνω από 60.000). Το άπεργιακό κύμα κατά τα τέλη του 1928 και άρχες 1929 ξεσήκωσε σε μεμονωμένες άπεργίες όλως διόλου καινούργιους βιομηχανικούς ιδίως κλάδους εργατών που δεν έπρναν μέρος σε προηγούμενες άπεργίας και ήταν σχεδόν τελείως άνοργάνωτοι. Η άποφασιστικότητα των εργατών

στους άγώνες αυτούς ξεπέρασε κάθε προηγούμενο παράδειγμα (διάρκεια άπεργιών μέχρι 46 μέρες με 100 % σημετοχή των εργατών). Για πρώτη δε φορά έπειτα από 5 χρόνια σημειώνεται και μία άπεργιακή νίκη πλατύτερης σημασίας (ύποχρεώθηκε το κράτος να παραχωρεί συσσίτιο στους άπεργούς, πράγμα που ποτέ δάν έχει συμβεί στην Ελλάδα, στο τέλος δε υπέκυψε στην παραχώρηση ενός μέρους της ζητούμενης αύξησης και στην άπελευθέρωση των έξορισθέντων άπεργών). Ο πολιτικός χαρακτήρας των άπεργιακών αυτών άγώνων γίνηκε όλοένα και πιο κατάδηλος.

Με όχι λιγώτερη δύναμη εξέλισσεται το αγροτικό κίνημα. Έπειτα από τις αγροτικές εξέγέρσεις του 1924 άρχίζει το 1928 ένα νέο κύμα αγροτικών εξέγέρσεων ένόπλων τις περισσότερες φορές κατά τις όποιες ξεσηκώθηκαν πάνω από 15.000 αγρότες.

Άπεργιακές ζυμώσεις συμειώθηκαν άκόμη και μέσα στους δημοσίους ύπαλλήλους και έπαγγελματίες μικροαστούς των πόλεων.

Μολονότι κατά τις έκλογές δεν άντανακλάται η γνήσια θέληση των μαζών εν τούτοις αν παρατηρήσουμε τα άποτελέσματα των τελευταίων γερουσιαστικών εκλογών του Άπριλίου 1929 θα ίδουμε μια ριζική μεταστροφή των μαζών.

Ο αριθμός των ψηφοφόρων των γερουσιαστικών εκλογών του Άπριλίου 1929 είναι κατά 200.000 και πλέον κατώτερος από κείνον την περασμένων βουλευτικών εκλογών του Αυγούστου 1928, ήτοι κατά 20 %.

Μέσα σε 8 μήνες 20 % άποχή των ψηφοφόρων! Όλοι αυτοί οι ψηφοί αφαιρέθηκαν έξ ήμισείας από τα βενιζελικά και άντιβενιζελικά κόμματα, ενώ αντίθετα οι ψηφοί του Κομμουνιστικού Κόμματος αύξησαν κατά 10 %, παρ' όλες τις περι του έναντίου διαβεβαιώσεις του Βενιζέλου.

Η τεράστια αυτή άποχή μέσα σε 8 μήνες δείχνει, ότι οι μάζες άποσπώνται από τα αστικά κόμματα χωρίς άκόμη να είναι σε θέση να διακρίνουν σε ποιόν πρέπει να πάνε. Αυτό κατορθώνουν να το διακρίνουν ποιά εύκολα κατά τους μαζικούς τους άγώνες κατά τους όποιους η ήγεσία βρίσκεται στα χέρια του Κομμουνιστικού Κόμματος και της νεοϊδρυθείσης Ένωτικής Γενικής Συνομοσπονδίας. Η προσπάθεια του κράτους να χαλιναγωγήσει μέσω των σοσιαλφασιστών το εργατικό κίνημα άποτυγχάνει. Αυτοί μόλις έπηρεάζουν τα 30 % των εργατών. Από τάλλο μέρος τα αγροτικά στοιχεία παρά τις τελευταίες προόδους τους δε νμπορούν να θεωρηθούν προς το παρόν τουλάχιστον ως μία πολιτική δύναμη ικανή να καθορίζει την στάση των αγροτικών μαζών.

Η όζυνηση λοιπόν της πάλης των τάξεων και η διαρκής άριστεροποίηση των μαζών θέτει στην Έλληνική μπουρζουαζία το έρώτημα: Άρκούν τα κοινοβουλευτικά μέσα για να εξασφαλίσει την ύποταγή των εργαζομένων μαζών, ύποταγή που τόσο είναι άναγκαία στον προετοιμάζοντα τον πόλεμο κατά της Σοβιετικής Ρωσίας Άγγλο-γαλλικό ιμπεριαλισμό? Δεν ύπάρχει καμμία άμφιβολία, ότι ο μόνος δρόμος προς τον όποιο φέρεται η μπουρζουαζία είναι η άπρο-

κάλυπτη δικτατορία. 'Εάν παρά τη σημαντική απώλεια τώσων ψήφων ο Βενιζέλος εξακολουθεί να έχει ακόμη αρκετά μεγάλη δύναμη, πολύ σύντομα θα πραγματοποιηθεί ακόμη μεγαλύτερη κατάρρευση. 'Επειτα από τόν Βενιζέλο ή μπουζουαζία δεν διαθέτει άλλο πλεον πολιτικό εφεδρικό κεφάλαιο έξ' ἴσου ικανό για τήν εξαπάτηση τών μαζών. Καί δεν μπορεί παρά να καταλήξει στήν δικτατορία, όταν πιά ο κοινοβουλευτισμός θα έχει κυριολεκτικά χρεωκοπήσει.

Πρὸς τὸ παρὸν προσπαθεῖ μέσο τοῦ κοινοβουλευτισμοῦ νὰ προλειάνει τὸ δρόμο πρὸς τὰ ἐκεῖ ἔχοντας ὑπὸ ψήφισιν τὸν ἐξαιρετικὸν νόμο, μετὰ τὸν ὁποῖο τίθενται ἐκτὸς νόμου τὸ Κομμουνιστικὸν Κόμμα καὶ τὰ ἐπαναστατικὰ συνδικάτα. Ὁ νόμος αὐτὸς ἀναμένει τὴν ψήφισιν τοῦ ἀπὸ τὴν νεοπαγῆ «δημοκρατικῆ» Γερουσία, ἡ ὁποία θὰ ἐγκαινιάσει μ' αὐτὸν τὴν διαδιοδρομίαν τῆς.

Ἡ ὄξυνση τῆς πάλης τῶν τάξεων ἔχει ἀμβλύνει σὲ ἀνώτατο βαθμὸν τοὺς ἐσωτερικοὺς ἀνταγωνισμοὺς τῆς μπουζουαζίας, πρᾶγμα ποῦ τῆς ἐπιτρέπει νὰ καταφέρει πῶς ἰσχυρὰ κυττήματα ἐναντία στοῦ ἐπαναστατικὸν κίνημα. Ἡ προσέγγισις τοῦ Βενιζέλου μετὰ τὸν Τσαλδάρη εἶναι ἤδη γεγονός. Μόνο παραδόσεις χωρίζουν τὰ δύο αὐτὰ μεγάλα κόμματα καὶ τὰ ἐμποδίζουν νὰ ἀποτελέσουν ἓνα καὶ τὸ αὐτὸ κόμμα. Ἀκολουθοῦν τὸ ἴδιον πρόγραμμα τόσο στήν ἐσωτερικὴν ὅσο καὶ στήν ἐξωτερικὴν πολιτικὴν καὶ μόνο ἡ φαινομενικὴ καθεστω-

τικὴ διαφορὰ τοὺς χωρίζει. Στὴν οὐσίαν ὅπως ὁ Βενιζέλος εἶναι τόσο μοναρχικὸς ὅσο καὶ ὁ Τσαλδάρης. Τὸ δημοσιογραφικὸ ὄργανο τοῦ τελευταίου ὑπερεθεμάτιζε στὴ λήψην τῶν καταπιεστικῶν μέτρων τοῦ Βενιζέλου ἐναντίον τῶν ἀγροτικῶν ἐξεγέρσεων, μολοντοῦ ἡ μεγαλύτερη ἐπιρροή τῶν μοναρχικῶν ὑπάρχει στὰ χωριά.

Ἡ Ἑλληνικὴ μπουζουαζία εἶναι σήμερα περισσότερο παρὰ ποτὲ ἐνιαίᾳ ἀπέναντι τῆς ἐργατικῆς τάξης καὶ τῶν ἐργαζομένων ἀγροτῶν. Εἶναι καθ' ὅλα ἔτοιμη νὰ περάσει στήν πῶς ἀπροκάλυπτη δικτατορία καὶ νὰ ἐκπληρώσει πλήρως τὸ ρόλο τοῦ πράκτορα τοῦ ἀγγλογαλλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ, ὁ ὁποῖος μόνο με μιά τέτοια δικτατορία ἐλπίζει νὰ σύρει τὴν ἐργαζόμενη μάζην τὸν πόλεμον κατὰ τῆς Σοβιετικῆς Ρωσίας.

Εἶναι καθ' ὅλα πρόθυμη ν' ἀκολουθήσει τὸ παράδειγμα τῆς πῶς ἀμῆς ἀντίδρασης τῶν ἄλλων Βαλκανικῶν χωρῶν. Ἐάν θὰ τὸ κατορθώσει ἢ ὄχι αὐτὸ ἐξαρτᾶται ἀπὸ τὸ προλεταριάτον καὶ τὸν ἐργαζόμενον ἀγρότη. Οἱ ἐργαζόμενες μάζες τῆς Ἑλλάδος συναδελφομένες μετὰ ἐκείνας τῶν ἄλλων Βαλκανικῶν χωρῶν πρέπει νὰ παλαίψουν ἐναντία στήλευκὴν τρομοκρατίαν, ἐναντία στὸν πόλεμον κατὰ τῆς Ρωσίας, γιὰ τὴν υπεράσπισιν τῆς Σοβιετικῆς Ἐνώσεως καὶ γιὰ τὴν Βαλκανικὴν Ὅμοσπονδίαν τῶν ἐργατο-ἀγροτικῶν Δημοκρατιῶν.

I. Πρῖνος

ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΖΗΤΗΜΑ ΣΤΗΝ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΜΑΚΕΔΟΝΙΑ

Finis Makedoniae? — ἡ ἐθνικὴ μετανάστευσις ἀπὸ τὴν Μικρὰ Ἀσίαν καὶ ἀπὸ τὰ παράλια τοῦ Εὐξείνου Πόντου ἄλλαξε ἀπὸ τὴν βάση τὴν γλωσσικὴν εἰκόνα τῶν χωρῶν ποῦ περιέπεσαν κάτω ἀπὸ τὴν ἑλληνικὴν κυριαρχίαν. Ἡ Μακεδονία, μιά ἀπὸ τὴς πατριδὰς τῶν βουλγαροφώνων πληθυσμῶν μετεβλήθη σὲ μιά χώρα στήν ὁποία κυριαρχεῖ τὸ ἑλληνικὸν στοιχεῖον. Ἡ Θεσσαλονίκη, καποτε σπανιόλικη ἐμπορικὴ πόλις, μετεβλήθη τῶρα σὲ ἓνα ἑλληνικὸν κέντρο ἐγκατάστασης. Ὁ χώρος τῶν φυγόντων τούρκων καὶ τῶν διωχθέντων βουλγαροφώνων κατελήφθη ἀπὸ τοὺς πρόσφυγες. Διὰ πρὸς καὶ σιδήρου λήθηκε ἔτσι τὸ ἐθνικὸ πρόβλημα. Ἡ γελιόμαστε? Ἀκούει κανεὶς στήν Θεσσαλονικίαν νὰ μιλοῦν βουλγαρικά. Εἶναι τίποτα χωριάτες ἀπὸ τὰ περὶχωρα, οἱ ὁποῖοι εἶπαν ὅτι εἶναι Ἕλληνες διὰ νὰ τοὺς ἐπιτραπῆ νὰ μείνουν ἢ εἶναι πρόσφυγες ἀπὸ τὴν Βουλγαρίαν? Πρόσφυγες οἱ ὁποῖοι ἀναγκάστηκαν ὡς Ἕλληνες νὰ ἐγκαταλείψουν τὴν περιφέρειαν τοῦ Πέτριτς καὶ ὁποῖοι γι' αὐτὸ κατέχουν καλλίτερα τὴν γλώσσαν τῆς ἐκλεκτῆς τῶν πατριδῶν ἀπὸ τὴν ἑλληνικὴν? Εἶναι οἱ πρόσφυγες ἀπὸ τὴν Βουλγαρίαν, ἀπὸ τοὺς ὁποῖους ὄχι λίγοι ἀγωνίστηκαν κάποτε στήν περιοχή τῶν Σερρῶν μαζί με τοὺς Τσέτες τοῦ Πανίτσα, καὶ οἱ ὁποῖοι ἀποτελοῦν ἓνα στοιχεῖον τῆς ταραχῆς γιὰ τὴν κρατικὴν πρόνοιαν.

Τὸν περιῆνα τοῦ βουλγαροφώνου πληθυσμοῦ ἀποτελοῦν πραγματικοὶ Ἕλληνες — μερικοὶ μάλιστα καὶ μάρτυρες τοῦ ἑλληνισμοῦ — οἱ πρόσφυγες ἀπὸ τὰ βουλγαρικά μέρη. Ὁ ἀτόχθνος βουλγαρισμὸς πληθυσμῶν ὑποτάχθηκε σὲ πολλὰ μέρη. Ἐνα σημεῖον τῆς ἀπελπισίας σ' αὐτὰ τὰ στρώματα εἶναι, ὅταν ἀνθρώποι οἱ ὁποῖοι κάποτε ἀγωνίζονταν ὡς ἐνεργοὶ συμμοριῆτες τῆς βουλγαρικῆς βερχοβιστικῆς κινήσεως, καταπιέζον σήμερα τοὺς χωριάτες ἐξυπηρετόντας τὴν ἑλληνικὴν κυβέρνησιν. Οἱ φοβεροὶ σαουσιδὲς τῆς ἑλληνοποίησης εἶναι πρῶτον βερχοβιστές. Βουλγαρικά σχολεῖα δὲν ὑπάρχουν. Ὁ Βενιζέλος τελείωσε μετὰ μιά χειρονομίαν τὸ ἔργο ποῦ ἤρχισαν οἱ προκατόχοι του. Στὴν Ἑλλάδα ὑπάρχουν μόνο Ἕλληνες — στὰ χαρτιά. Τὸ ἴδιον συμβαίνει καὶ με τοὺς σπανιόλους.

Οἱ Σιονιστὲς ἔφεσαν σὲ ὄργανα τῆς ἀφομοιωτικῆς πολιτικῆς τοῦ Βενιζέλου. Κάτω ἀπὸ τὴν εἰκόνα τοῦ Βενιζέλου ἔθεσαν ὑποψηφιότητα στήν Γερουσίαν. Μιά εβραϊκὴ θέσις εἶναι ἡ ἀρτιοὶα γιὰ τὴν ἐγκατάλειψιν τῶν ἐθνικῶν δικαιωμάτων τῶν σπανιόλων. Στὴ θέσιν τῆς γαλλικῆς μπεικε ἡ ἑλληνικὴ διδασκαλία, ἡ νέα γεννεὰ θὰ κατέχει μετὰ τὴν μητρικὴν γλώσσαν, θὰ εἶναι ὅμως ἐκ μέρους τοῦ κράτους μετὰ ἑλληνικὰ ἰδεώδη καὶ αἰσθήματα μεγαλωμένη. Ἦδη νόμιζε ὁ Βενιζέλος ὅτι κέρδιζε τὴν ἀνάγκαν μετὰ ἀλλὰ μακροχρόνιον μάχην ὅταν ἤλθαν οἱ ἐκλογές τῆς 21 Ἀπριλίου καὶ ἀπέδειξαν τὸ ἐναντίον. Ἐνας ἀσημαντὸς, ἀλλὰ ἀντιπολιτευόμενος ὑποψήφιος ἔλαβε στὸ εβραϊκὸν τμήμα μόνο κατὰ 200 ψήφους λιγότερους ἀπὸ τὸν ἐπίσημον βενιζελικό-σιονιστὴ ὑποψήφιον τῆς ἀφομοίωσης.

Χαρακτηριστικὴ εἶναι ἡ στάσις τῶν Κοινοβουλευτῶν, ζοῦν σὲ μικρὰς κοινότητες, ποθεν ὅμως ὡς συμπληρῆς μάζα. Ἐνα μέρος μετανάστευσε στήν Δομπρουσά. Οἱ εἰδήσεις ἀπὸ τὸ νέο μέρος ἐγκα-

τάστασις δὲν ἦταν εὐχάριστες. Οἱ ὑπόλοιποι ὑπέκυψαν στήν ἑλληνοποίηση. Ἐμεινε ὅμως τὸ μῖσος ἐναντία στὴς βίαιες μεθόδους τοῦ κέντρου, ἔμεινε ἡ τάσις γιὰ πολιτικὴν καὶ οικονομικὴν ἀνεξαρτησίαν. Δὲν εἶναι καμμία σύμπτωση ὅτι ἡ Δημοκρατικὴ Ἐνωσις στὴς ὁποίας τὴς γραμμὲς ὄρισκονται πολλοὶ κοινοβουλευτῆρες «ἐξελληνισθέντες» Κοινοβουλευτῆρες, ὑπερασπίζε κάτω ἀπὸ τὴν πίεσιν τῆς μάζας τὴν αὐτονομίαν τῆς Μακεδονίας.

Ἀπατοῦν οὐτε λίγο οὐτε πολὺ ἓνα δικὸν τῆς κοινοβουλίας, μιά πραγματικὴ ἔνωσις μετὰ τὴν παλιὰ Ἑλλάδα, ἀλλὰ συγχρόνως καὶ τὴν ἐγγύθησιν γιὰ τὴν ἀνεξαρτησίαν τους. Ἡ αὐτονομίη τῆς Μακεδονίας, ποῦ τὴν ζητοῦσαν κάποτε οἱ μάζες ὅλων τῶν λαῶν, στὸν ἀγῶνα τους ἐναντία στὸν τούρκικον, γίνεται ξανά τὸ σύνθημα πάλης πλατιῶν λαϊκῶν στρωμάτων. Ἐδῶ παλι εἶναι ὅλας δι' ὅλου ἀδιάφορο ἂν ὁ Παπαναστασιῶν ἐνοεῖ σοβαρὰ τὸ πρόγραμμα του. Τὸ γεγονός ὅτι παίρνει ἓνα τέτοιο πρόγραμμα, ὅτι καθαροὶ Ἕλληνες, ὅτι ἀκόμα καὶ ἀρχηγοὶ τῶν προσφύγων ὑπερασπίζον τὸ πρόγραμμα αὐτὸ, εἶναι ἀρκετὸ.

Ὅταν ἡ «Ἐφημερὶς τῶν Βαλκανίων» γράφει ὑπ' αὐτὴν τὴν ἔννοιαν, τότε ὑπάρχει παρ' ὅλη τὴν ἀλλαγὴν στήν ἐθνικὴ σύνθεσιν τῆς ἑλληνικῆς Μακεδονίας, ἓνα μακεδονικὸν πρόβλημα, ὑπάρχει μιά Μακεδονία ἡ ὁποία ἀγωνίζεται γιὰ τὴν αὐτοδιάρκειά της, γιὰ ὅλους τοὺς λαοὺς τῆς, εἴτε ἀτόχθονες εἶναι, εἴτε μετανάστες.

Ἡ μικρὴ διαφανία γιὰ τὴν ὀργάνωσιν τῆς ἐκθεσῆς στήν Θεσσαλονικίαν ἦταν κάτι περισσότερο ἀπὸ μιά σύμπτωση. Ἡ προσπάθεια νὰ ἀνακαλέσουν τὴν ἐκθεσὴ πρὸς ὄφελος τῶν Ἀθηναίων, προκάλεσε μιά τέτοια ὁμόφωνη διαμαρτυρία, ποῦ τοὺς ἀνάγκασε νὰ ζητήσουν ἀμέσως μιά μέσιν λύσιν, τὴν ὁποία καθ' ὅλα τὰ φαινόμενα καὶ ἐπέτυχον. Ἡ ἀντίθεσιν ὅμως ἔμεινε. Ἡ παλιὰ Ἑλλάς καὶ ἡ Μακεδονία, εἶναι δύο κόσμοι, τῶν ὁποίων οἱ σχέσεις ἔχουν μετὰ ἀλλάξει, οἱ ὁποῖοι ὅμως παρ' ὅλη τὴν βίαιαν ἐκπολιτιστικὴν ἀφομοίωσιν δὲν μπόρεσαν νὰ ἐναθῶν σὲ μιά ὁλόγητα. Τὸ μακεδονικὸν πρόβλημα ἔχει σήμερα ἄλλη σημασία ἀπὸ πρὶν, ἔπαυσε ὅμως νὰ ὑπάρχει? Ὁ Βενιζελισμὸς εἶναι ἀρρωστος. Τὸ ἐξωτερικὸν μὲν νὰ τὸν δίνει πιστάσεις, τὴς ἐσωτερικῆς δυσκολίας πρέπει νὰ τὴν λύσει μόνος του. Στὴς ἐξωτερικῆς δυσκολίας ἀντικεῖ τὸ αὐτὸ ἀγροτικὸν πρόβλημα, τὸ προσφυγικὸν ζήτημα, ἢ πῶς εἶναι στήν νότιον Ἑλλάδα καὶ τὸ μακεδονικὸν πρόβλημα. Πρὶν μερικῆς μερῆς ἀπειλοῦσε ἡ ἀπεργία τῶν σιδηροδρομικῶν καὶ τῶν ὑπαλλήλων Τ.Τ.Τ., ὁ κίνδυνος ἔμεινε λανθάνων παρ' ὅλας τὴς ὑποσχέσεις τῆς κυβένης. Δὲν μποροῦν οἱ κῆν νὰ ὑποτάξουν τὸν ἴδιον τὸν μηχανισμό τους. Δὲν μπόρεσαν νὰ ὑποτάξουν ὅλους τοὺς παράγοντες μετὰ γερουσιαστικῆς θέσεως. Ὁ δημιουργὸς τῆς δημοκρατίας ὁ Πλαστῆρας δὲν ἔγινε γερουσιαστής, ὁ δὲ Γουατὰς εἶναι μιά ἀτελής ἀντικατάστασις. Δὲν σημαίνουν ὅμως οἱ σταυροὶ προτίμησιν γιὰ τὸν Γουατὰ μιά κάπως ἡρημὴν κριτικὴν τοῦ καθεστώτος? Πῶς σπουδαῖον εἶναι ἴσως ὅτι ὁ Κοινὸς, ὁ ὁποῖος παραμέρισε τὸν Βοναπαρισμὸν, ὄρισκετὰ σὲ ἀντιπολιτευθῆ. Ἐχει μόνον ἓνα μικρὸν κόμμα, εἶναι ὅμως στερεωμένον σὲ σπουδαῖον

حيوان سورولرى كې اولدورن بر ژهنرال تحقيق مأمورى كوندەر بيلور درت بشيور آرنأؤد بو ژهنراك استقباله پيسقوط اوواسى اوكونده چيقيورلر. تحقيق مأمورى ژهنرال اوپومويلنى دوردورمه دن آرنأؤدلرك ياندن كچيور قره طاغليلرگ طويل بولديغى يرده دوريور اولله بر آز قونوشيور و اولله تعلقانى ويريور «سز ايشكزه باقكز بوش» ايشله مش بر قارش اراضى براقاين» دى يهرك كچيور. بونى متعاقب قره طاغليلر آرنأؤدلره دوغرى بوها دى يه باغرييور ايشته بالقانلرده اون اوچ مليون ملتك مقدراتى اله آلان بر صرب ملتك قانون نامنه كوستره يله چكى قابليت و مدنيت. ايشته آروپانك نيوك دولتلىرى كدى منافعى ايچون حمايله رنه آلدقلى بو اشقيا هستلرني حكومت دى يه كوچك، مظلوم ملتله مسلط ايتمشدر. يازيق فرانسه يه يازيق دنيايه حریت درسى ويرن فرانسه ملتله كه بويله اشقيا، قصاب بر حكومتى حمايه سنه آلارق مظلوم ملتلك فناندن لذت آليورلر. قوصوه آرنأؤدنك چككده اولديغى اضطرابى، كورمكده اولديغى اشكجه لرى قرون وسطى ده ييله هيچ بر ملت كورمه مشدر. نرده بين المللى انسانى تشكىلاتر؟ نرده آروپانك مصلح، پاسيفيست رجالى؟ دها نه بگليورلر؟ انسانيت مظلومينك فرياديني آوازيني صوصدرمق، يارالينك يازهنه مرحم نشديرمك ايسه انسانيت ايچون قوصوه آرنأؤدينك امدادينه تشمكدن دها نيوك فرصت بولنه ماز. يازيق بو كوئكى مدنيتها كه صلح، فضيلت كې آلتشلا نيور. . . .

قوصوه: لوبه تن ۱۵ مایس ۱۹۲۹ سنه. شار

هسته تکميل قره طاغليلر اشتراك ايدهرک بوها دى يه باغريورلر آرنأؤدى باغلا يه رق قره قوله چکرلر. . . او کيجه نهوده چولوق چوجننگ قره قوله بو زوالى بيچاره نك چکدکله رنى تصويرى ممکن دکدر انواعى اشکجه لر انواعى حقارتلر ياپلير. بتون بو وحشتلى، حكومت قانون نامنه آچقندن ياپلان بو مظالمى بياض ال قوميتسه سى ترتيب ايدر. قره طاغلى مهاجرک آره سنده بياض ال قوميتسه سنه منسوب و مختلف يمينلى قره طاغلى ضابطلر واردر بو ضابطلرگ خانه لرنده محلى ژاندارمه قره قول قوماندانى بولنه رق او کيجه هانكى آرنأؤدك خانه سنه قونداق آتيله جنى تحت قراره آليز. بو قرارى قره طاغلى مهاجرلى هپ بيلرلر و اوکيجه اکلنجه وار دى يه چوجوقلى ييله زييلامغه هوپلامغه باشلار. مع مافيه چوق دفعه بو فاجعه لى افتزارله قراطاغليلر طابانامامشدر. قره طاغلى کويلوسى ييله آرنأؤده ياپلان بو قدر ظلمه قارشى وجداننده اضطراب حس ايتمشدر. فقط بياض ال قوميتسه بولرلى ديكله يه مزى برحمانه آرنأؤدك احسانه قوشار. . . .

کچن سنه ياقوه آرنأؤدلى بو مظالمدن بى تاب قالارق حكومت مرکزی يه يه شكايت ايتمکه قالشديلر بالطبع شكايتى اسكان قوميسيونتك ياقمده اولديغى بتون حقسزلقلر، ياكلشقلر زمننده ياپدیلر. کيمک حدينه دوشمش که حكومتک عدالته لکه قوندورسون. . . شكايت عرضالندن بر قاچ آى صوکر اسكان ايشلرني تحقيق ايتمک اوزره قوجه قانونى بوغوسلاويا حكومتى بر ژهنرال كونده ييور. بر ژهنرال. . . حريلرده ييكلرجه آرنأؤدى

τμήματα τῶν δημοσίων υπαλλήλων καὶ τῶν ἀξίωματικῶν. Ὁ Βενιζελισμὸς δὲν εἶναι σταθεροποιημένος. Μπορεῖ νὰ κάμει ἀκόμη τοὺς χειρονομίαις, μόνον στερεωμένος δὲν εἶναι. Τὰ ἄλλα προβλήματα τὸν φέρνουν σὲ δύσκολη θέση. Μιὰ ἐξωτερικὴ ἄδηση, καὶ τὸ παραμικρὸ, μπορεῖ νὰ ταραξοῖ τὸ σύστημα. Οἱ ζωντανὲς δυνάμεις τοῦ λαοῦ μπαίνουν σὲ κίνηση, θὰ ἔχουν νὰ λύσουν καὶ τὸ μακεδονικὸ πρόβλημα. Ὁ Βενιζελισμὸς οὔτε εἶναι σὲ θέση νὰ πράξει ἕνα τέτοιο πρᾶγμα, οὔτε πάλι ἔχει ἀνάγκη. Ἡ ἱστορία θὰ περάσει ἀπὸ πάνω του. Τὸ μακεδονικὸ ζήτημα ἔμεινε ἀνοικτὸ καὶ περιμένη τὴν λύση του.

Μέλιγκος

ΑΠΗΧΗΣΕΙΣ ΤΩΝ ΓΕΡΟΥΣΙΑΣΤΙΚΩΝ ΕΚΛΟΓΩΝ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

Ὁ Βενιζέλος εἶναι εὐχαριστημένος. Ὁ βασιλικὸς τύπος πιστοποιεῖ τὴν νίκη του. Ἡ «Καθημερινή» τῆς 23 Ἀπριλίου γράφει: «Ὁ ἐκλογεὺς ὄρισκονταν στὶς 21 τοῦ μηνὸς μὲρὸς τοῦ ἰδίου δίλημμα ὅπως καὶ στὶς 19 τοῦ Αὐγούστου στὶς βουλευτικὰς ἐκλογὰς. Νὰ ψηφίσῃ ἐναντία στὸν Βενιζέλο; Ὁ Βενιζέλος ὅμως δηλώνει ὅτι θὰ ἐφρευγε. Τί γίνεται ὅταν παραιτηθεῖ; Ποιοὶ εἶναι οἱ ἄνθρωποι ποὺ θὰ τὸν ἀκολουθήσουν γιὰ νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν ἡσυχία στὴν χώρα;» Ὡς «αὐτῆς τῆς ἡσυχίας νίκησε ὁ βενιζελισμὸς, οἱ δὲ βασιλικοὶ, οἱ ὅποιοι φώναζαν πάντα γιὰ τὴν ἡσυχία καὶ τὴν τάξη, εἶναι ὑποχρεωμένοι νὰ ἀναγνωρίσουν μὲ λύπη, ὅτι οἱ ἴδιοι τους οἱ ἐκλογεῖς-ἐψηφισαν βενιζελικά. Βάζουν τὸν σαυρὸ τους πάνω στὸν «φιλελεύθερο» συναπισμὸ, πάνω στὸ αἰώνια γελασμένο πρόσωπο τοῦ μεγάλου Κρίστα, καὶ βάζουν μ' αὐτὸν τὸν τρόπο τὸ ἴδιο τους τὸ κόμμα στὸν σαυρὸ. Ἡ εἶναι στὸ τέλος ὁ βασιλισμὸς ὁ πραγματικὸς νικητὴς; Δὲν πεῖρε ἀποδεκτικὸ ὅτι εἶναι ἡ νόμιμη ἀντιπολίτευση; Δὲν βγήκαν δέκα Τσαλδαρικοὶ, ἕνφ ἡ Δημοκρατικὴ Ἐνωσις μόνον μιὰ θέση πεῖρε; Δὲν ἔχουν νικήσει διπλά; Ὁ Πλαστήρας δὲν κάθεται στὴν Γερουσία. Ἦταν πολὺ ἐκτεθειμένος ὡς ἀντιβασιλικὸς. Ἡ Δημοκρατικὴ Ἐνωσις κτυπήθηκε τρομερὰ. Τὸ ἀντικομμουνιστικὸ νομοσχέδιο ἀποπερατώθηκε κοινοβουλευτικὰ μὲ λίγους ψήφους ἐναντίον του, ἂν δὲ ἡ ὑποεπιτροπὴ καθορίσει τὸ περιεχόμενον τότε θὰ δημοσιευθεῖ ὡς κυβερνητικὸ διάταγμα. Παρ' ὅλα ταῦτα δὲν χαιρόνται οἱ βασιλικοὶ. Ὁ πρόεδρος θὰ εἶναι ἕνας βενιζελικὸς, «ἴσως ὁ ἴδιος ὁ Βενιζέλος». Τὸ Συμβούλιον Ἐπικρατείας, οἱ νόμοι, οἱ ἐφαρμογὴ τους, ὁ στρατὸς, ὁ στόλος ἔγιναν βενιζελικά, ἔτσι παραπονεῖται ἡ «Πρωτὰ». Ἐνφ ὁ ἴδιος ὁ βασιλισμὸς τὸ ἔπεινε τὸ χέρι.

«Ἡσυχία καὶ τάξη» αὐτὸς τὴν ἀποκατέστησε, οἱ δὲ τρομαγμένοι ἄστοι ἐξ αἰτίας νικηφόρων ἀπεργιῶν, ὅπως στὸ Λαύριο, τὸν ἀκολούθησαν. Τὸ Ἐνιαῖο μετῶπο τῶν ἐργατῶν καὶ ἀγροτῶν δὲν ποροῦσε νὰ φυλάγει καμμία καταλληλότερη κατάστασι ἀπὸ τὸν Αὐγούστο τοῦ 1928.

Μ' ὅλα ταῦτα καλλιτέρευσε σὲ σημαντικὰ μέρη τὴν θέση του ἀπέναντι στὶς ἐκλογὰς τοῦ 1928. Στὴν Θεσσαλονικὴ μετρήθηκαν μόνον οἱ ψήφοι ἑνὸς τμήματος, οἱ ἄλλο ἀκυρώθηκαν. Μ' ὅλα ταῦτα 11%. Στὸ ἔθρακ μέρους δὲν ἔθεσε τὸ Ἐνιαῖο Μετῶπο ὑποψηφιότητα ὡς διαμαρτυρία ἐναντία στὴν ἐπίσημη ἀπόφασις — τῆς ἐξωριστῆς ἐκλογῆς τῶν ἑβραίων. Πολλοὶ ἐργάτες εἶναι τῆς γνώμης ὅτι αὐτὸ ἦταν λάθος, γιὰτὶ σὲ μιὰ τόσο ὄξεια κατάστασι, ἀκόμα καὶ ἡ ἐκλογὴ ἑνὸς μόνου Γερουσιαστῆ θὰ σήμαινε μιὰ ενεργὸ διαμαρτυρία. Αὐτὸ ἦταν ὅμως δυνατὸ. Ἐτσι ἀντιπροσώπευον τὴν Γερουσία οἱ ἐργάτες μὲ τὸν σοσιαλφασιστὰ Στρατῆ καὶ μὲ τρεῖς τοῦ ἀκόμη φίλους. Πρὸς κατάθεσιν τῆς χαρᾶς στῆς Β' Διεθνοῦς στὴν ὁποία ἀνήκει ὁ Στρατῆς ἀπὸ τὸ Συνέδριον τῆς Μασσαλίας, πιστοποιοῦμε ὅτι ἀπὸ τοὺς ἐκλεγέντας τέσσερις «ἐργάτες» τῆς ΓΣΕ — ὁ ἕνας εἶναι βασιλικὸς.

Τὰ Ἐνιαῖα Συνδικάτα δὲν ἀνεγνωρίστηκαν ὡς νόμιμα, ὁ βασιλικὸς ὅμως ὡς νόμιμος ἀντιπρόσωπος τῶν ἐργατῶν. Μ' ὅλα ταῦτα δὲν εἶναι πολὺ μεγάλη ἡ ὑπόληψις τῆς μόνης ἀνεγνωρισμένης ΓΣ τοῦ Στρατῆ. Μόνον ἡ πῶ ὀπισθοδρομικὴ ὁμάδα τῶν συντεχνικῶν ὀργανωμένων χαράληδων τῶν λιμένων τοῦ ἔμειναν πιστοὶ. Ἀκόμα καὶ ἐκεῖ κατέφερε ἕνα ρήγμα ὁ σχηματισμὸς μιᾶς ἐπιτροπῆς γιὰ τὴν ἴδρυσιν μιᾶς ὀμοσπονδίας μεταφορῶν. Ἀνᾶμεσα στοὺς σιδηροδρομικοὺς δυναμάνει ἡ ἀριστερὴ παρατάξις. Ἐπίσης καὶ μέσα στοὺς πρόσφυγες δὲν ἦταν ὁ βενιζελισμὸς τόσο τυχερὸς ὅσο ἠλπίζε. Μιὰ μαζικὴ συγκέντρωσις ἀναγκάστηκε νὰ τὴν ἀνακαλέσουν, γιὰτὶ ὁ Βενιζέλος δὲν ἤθελε νὰ παρουσιασθεῖ μὲρὸς σ' αὐτή. Τὸ πρόσφυγικὸ ζήτημα δὲν λύεται ἀπὸ καμμιὰ Γερουσία. Οἱ παλιεὲς καλὸς ἐγιναν ἤδη ἐτοιμόροποι, οἱ δὲ νέες κίζονται κατὰ τὴν ἴδια μέθοδο. Ἐργασία δὲν ὑπάρχει, παρ' ὅλα τὰ μεγάλῶν σχέδια γιὰ τὴν διεξαγωγὴν ἐργων συγκοινωνίας. Εὐχαριστημένους δὲν εἶναι κανένας, ὅπως ἡ πλουτοκρατία, τῆς ὁποίας ἡ ἐξουσία εἶναι στερεωμένη στὴν βουλή καὶ στὴν Γερουσία καὶ οἱ παράγοντες, οἱ ὅποιοι στερεώθηκαν τῶρα στὴν Γερουσία.

Ἀκόμα κολουῦν τὰ πλακάτα τῶν ἐκλογῶν τῆς Γερουσίας. Παντοῦ «αὐτὸς», μὲ συνοδεία ἢ μόνος. Κανένα πρόγραμμα, καμμιὰ δήλωσις, μόνον ἡ εἰκόνα, τὸ πάντα γελαστὸ πρόσωπο. Δὲν λείπει ὅμως ὁ συναγωνισμὸς. Οἱ πεθαιμένοι ἐγειρόνται. Ὁ Μεταξᾶς ἀκτινοβολεῖ σὲ μερικοὺς στόλους καὶ χαιρετὰ ἀπὸ τοὺς τοίχους τῶν ἀνακτόρων. Ἀκόμα καὶ ὁ ἥρωας τῆς ρεκλάμας, ὁ Γιάννης ὁ Θεὸς θέτει ὑποψηφιότητα — ἔχει δὲ παρὲ καὶ ψήφους. Ἐσῶτε τὴν Ἐλλάδα» γράφει σύντομα καὶ διατακτικὰ, ἐκλέξατε . . . ἐξ ἄλλου ὁ μόνος «ἀστός» ὑποψήφιός, ὁ ὁποῖος κάμει τὴν προσπάθεια ἑνὸς προγράμματος, φυσικὰ ἑνὸς δημοσίου. Ἐνα μυστικὸ πρόγραμμα ἔχει κάθε κόμμα, κάθε ἔσω καὶ μικρὴ ὁμάδα τῆς προυξουσίας, πότε ἕναν σιδηροδρομο, πότε τὴν ἐκπασι ἑνὸς ἀμέσου φόρου, πότε ἕνα τελωνειακὸ δασμὸ ἢ ἄπλως ἕνα μέρος ἀπὸ τὴν βροχὴ χρυσοῦ τῶν δαινεῶν ἢ τῶν πρόσφυγικῶν χρημάτων. Αὐτὰ τὰ προγράμματα τὰ παρατηρεῖ κανεὶς μόνον στὶς ἐπίσεις ἐκθέσεις, καὶ ἐκεῖ ὅμως ὄχι σὲ καθαροὺς γυμνοὺς ἀριθμοὺς. Ὁ ἥρωας τῆς ρεκλάμας ἔβαλε ὑποψηφιότητα, δὲν βγήκε ὅμως, κῆμα — συνθεῖ καὶ μ' αὐτὸν ὅτι καὶ μὲ τοὺς βασιλικούς, ὁ συναγωνισμὸς τῆς ἡσυχίας καὶ τῆς τάξης ἦταν πολὺ δυνατὸς.

Βαρομίτας

بalkan قده راتسيوني

هر اون نش كوده انتشار ادر

بalkan اقليتلرينك ومطلوم ملتلرينك مجموعه سيدر

بالعموم balkan اسانلرنده باريلمقده در

عسكرى باندو موسيقي ايله موفقتلرني آتقشلا يورلردى. . . صره سى كمش ايكن سزه بو حوالده كي صورت اسكاندن بر آز معلومات ويرهيم: على العموم آرناؤد كويلرندنه باييلان اسكانلر ايچون تعليماتى دوغرلرند دوغرى به يياض آل قومته ي طرفندن آليز بر آغرار قومسيوني واردر صرب قومته سنك قوصوده آرناؤدك نام، نشاننى قالدريمغه قرار ويرديكي هر كسك معلومدر. يياض آل نره لده كشيغ و قوتلى آرناؤد وار ايسه اوراله قره طاغليك، روسك اك ايسيزنى، اك چاپولجيسى اسكان ايدر. آغرار قومسيوني كويه كليز. قومسيون زفاقنده يياض آله منسوب بر قاچ ظابط بر قاچ ژاندرمه ده بولنور. زوالى آرناؤد چولوق چوجوغيله بو جلاد هيتك اجرا آتته نيتره بهر ك انتظار ايدر. اكثرى يرلده آغرار قومسيوني آرناؤدك اسكان ايتديكي اوطه نك اوكنده ابي چكر قره طاغلي به تكيل اراضى بي ويرر و درحال آرناؤدك قاپوسى چيله اورولور. وارسين ايسترسه آرناؤد اوراده اوطورسون. قيونى، اينكى و ياخود چوجوغى قره طاغلي به احسان ايديلن ترلايه آياق باصار باصار ايرتسى كون ژاندارمه قره قولندن بر قاچ يوز دينارلق جزا تذكروسي كليز. زوالى آرناؤد قازانى، باقيرلرني ينه قره طاغلي به يوق پهاسته صاناراق جزاي اودهر. بو حواله به اسكان ايديلن بو قره طاغليك كافه سنه حكومت طرفندن منظم اسلحه توزيع ايدلمشدر. منطقه ژاندارمه سى طرفندن بو اسلحه هر آي قونترول ايدلمكده در. قره طاغلي آرناؤدله بر آز كچمه مزلك ايتدى كچه لين پنجه رسنه بر قاچ فيشك آتار و يا بر بوزوق طابانجه فيرلاتير و درحال قره قوله خبر ويرر كه آرناؤدك نه ونده سلاح كورولمشدر. ژاندارمه قوتلرلى سلاح چاق اولارق آرناؤدك نه ويني درحال باصارلر قره طاغليك آتدينى اسلحه بي بالطبع بولورلر. ژاندارمه

قوصوه قولونيزاسيونى، قوصوه 10 ميس 1929

كچن كي نسخه ده قوصوده اسكان ايديلن قره طاغ و روس وار انكليستلر ك آرناؤد كويلر ينه نه يوك فلاكت كسيله كلرندن بر نده يازمشدم. بو مقاله ده قوصوه آرناؤدولرنيك احساسى قصديه باييلان بو اسكان ايشلرينك نه صورته و نه طرزده اجرا ايدلر يكندن بحث ايدم كچم. اولو باشليجه اسكان منطقه لرندن باشلايم: رهق (Reka) ده (آرناؤدلق حدودنده در بو حوالينك اك منبت بر يريدر) - 1000 خانه و كچن سنه راجه اووه سنده بوينا حوضه سنده - 2000 خانه و اييك ايله ياقوه آره سنده هره چ طاغى اووه سنده 700 خانه قره طاغلي اسكان ايدلمشدر. بو هره چ طاغى اووه سى صوسز بر اووه ايدى. قره طاغلي لرك اسكاني ايله برابر اووه جوارنده كي كويلر ك صولرني كسيورلر و بو اووه يه سوق ايديورلر بو صورته جوار كويلر ك تارلارلى معطل قالمش و كويلرر آچلغه دوشمش و پریشان اولمش و اكثريسى هجرته مجبور قالمشدر. ايشته عادل صرب حكومتى قوصوه آرناؤد ينه قانون نامه نهرلر بايورلر. . . ياقوه ايله اييك آره سنده (بو هيج) اووه سنده، 1000 خانه قوه طاغلي ايدلمشدر. اييك متر وويجه جاده سى استقامتنده و جاده نك هر ايكي طرفنده عمومته قره طاغ كويلرلى تاسيس ايدلمشدر. دره نيسه ده، قوصوه نك تاريخى قهرمانلرينك يوواسى اولان بو كوزل منطقه ده تحمينا: 6000 قدر قره طاغلي آرناؤد نه ولر ينه يرلشدر ليش آرناؤدك مال و اموالى و حيواناتى ياغمه ايديله رك قره طاغلي لره ويرلشدر. دره نيسه حواليسنده كي اكثر كويلر طوب آتشيله احراق ايدلمش و بيكرجه دل قانلى ميترايوزلرله دوغرامشدر. چولوق، چوجوق آتشلر آره سنده ياناركن مدنى صرب

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien IX, Postamt 71, Postfach 50

SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: **Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50**
Prière d'adresser tout envoi d'argent à **La Fédération Balkanique**
— Postscheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche,
Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2601—2611)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:
Francis Jourdain — Sarkis Khanoyan

La Rédaction: La Banque Agraire Yougoslave — un pilier de la dictature — P. Louis: La Quinzaine Internationale — P. L.: Le travaillisme anglais au pouvoir — B. Lecache: Les Minorités resteront au pain sec — J. Ermoff: La „générosité“ des bourreaux — Ossogovsky: Un anniversaire P. Karsky: Le 9 juin et l'ORIM fasciste — A propos d'une visite — R. Radeff: La comédie judiciaire de Belgrade est terminée — I. Mateescu: Vers le fascisme en Roumanie — La lutte pour l'amnistie effective en Roumanie — Taghiev: Le 9me anniversaire de l'Azerbeïdjan Soviétique

Texte allemand (pages 2612—2617)

P. Louis: Internationale Übersicht der letzten zwei Wochen — N. Matijević: Die Diktatur ruht nur auf den Bajonetten — K. Ivčić: Die Mazedonisierung Kroatiens — R. Jurišić: Die Entwicklung der kroatischen nationalen Bewegung — III — K. Novaković: Mazedonien den Mazedoniern! — Der Boden den Bauern! — VIII

Texte bulgare (pages 2618—2622)

Osozovski: Една годишнина — П. Карски: 9 јуни 1923 г. и фашистката ВМРО — М. Николов: Цар Борис, Ляпчев и С-ие на подседимата скамейка — Добруджански: Аграрната база на герилата в јужна Добруджа — Г. Ардов: Протестниот шум в Германија против белиот терор и

фашизјма в Бјлгария — Ж. Буке: Да живее Балканската Федерација! — Р. Јуришич: Развитието на хрватското национално движение

Texte albanais (pages 2623—2624)

B. Pejani: Kosova — III — Morava: Kolonizimi i Kosoves — Lybeteni: Kosova e kolonizimi i saj

Texte croate (pages 2625—2627)

N. Matijević: Diktatura počiva danas samo na bajonetima — R. Radev: Sudska komedija u Beogradu završena je — Kr. Ivčić: Pomakedonjena Hrvatska

Texte roumain (pages 2627—2628)

I. Mateescu: Spre fascism — Redacțiunea: Lupta pentru Amnistia generală în România

Texte grec (pages 2629—2631)

I. Πρόνος: Η Ελλάδα προς την αποκαλυπτική δικτατορία — Μέλιμος: Το εθνικό ζήτημα στην ελληνική Μακεδονία — Φαρωμίτας: Αρχήσεις των γεροισιαστικών εκλογών στην Ελλάδα

Texte turc (pages 2631—2632)

شار: قوصوه قولونيزاسيونى